

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Economie dirigée

et

Commerce International

L'ORGANISATION DU COMMERCE INTERNATIONAL
EST-ELLE POSSIBLE PAR L'INITIATIVE PRIVÉE?

L'effet naturel du commerce est de porter
à la paix. (MONTESQUIEU, *De l'Esprit des Loix*.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 décembre 1934, à 14 heures

PAR

André PIETTRE

LICENCIÉ ÈS LETTRES

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. J. LESCURE, Professeur.

Suffragants { *MM. C. PERREAU, Professeur.*
ROGER-PICARD, Professeur.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THESE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Economie dirigée

et

Commerce International

L'ORGANISATION DU COMMERCE INTERNATIONAL
EST-ELLE POSSIBLE PAR L'INITIATIVE PRIVÉE?

L'effet naturel du commerce est de porter
à la paix. (MONTESQUIEU, *De l'Esprit des Loix*.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 décembre 1934, à 14 heures

PAR

André PIETTRE

LICENCIÉ ÈS LETTRES

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. J. LESCURE, Professeur.

Suffragants { *MM. C. PERREAU, Professeur.*
ROGER-PICARD, Professeur.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1934



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

REMERCIEMENTS

Que M. le Professeur LESCURE veuille bien trouver ici l'hommage de notre respectueuse et profonde gratitude. Nous lui sommes également redevable pour le choix d'un sujet exceptionnellement vaste et personnel, pour les multiples conseils dont il nous a guidé, pour la liberté même qu'il a constamment laissée à notre pensée, jusqu'au point d'excuser, avec un libéralisme sans égal, nos critiques parfois osées des idées libérales.

Nos remerciements s'adressent ensuite à tous ceux qui nous ont aidé dans ce travail, dont les sources se trouvaient moins dans les livres que dans les faits, moins dans des écrits que dans les esprits.

Ils vont d'abord à la Confédération générale de la production française, dont le Directeur des Études économiques, M. RENÉ ARNAUD, voulut bien mettre à notre disposition des documents inédits et particulièrement précieux;

A la Chambre de commerce internationale, qui nous permit de puiser largement dans ses amples moyens d'information;

A l'Union douanière économique, à son délégué général, M. COQUET, et à son rapporteur général, M. DEMORGNY;

Au Comité d'action économique et douanière;

A M. FABRE, Secrétaire général du Comité des Houillères;

A M. JEAN PICARD, *Secrétaire du Comité des forges, délégué de la France pour le Cartel de l'étain ; ainsi qu'à M. TISSERAND ;*

A l'Entente internationale de l'aluminium, dont on sait l'influence qu'exerce dans les questions d'Ententes internationales son éminent Président M. LOUIS MARLIO.

Notre ambition fut de nous montrer digne de tels noms.

ÉCONOMIE DIRIGÉE

ET

COMMERCE INTERNATIONAL

INTRODUCTION

L'ÉCONOMIE DIRIGÉE PRIVÉE ET INTERNATIONALE

Depuis que l'attention des esprits s'est portée des problèmes de la morale individuelle vers ceux de la société, et qu'à la conception classique de l'homme abstrait a succédé la notion de l'influence du milieu, trois siècles se sont suivis marquant chacun une nouvelle étape dans l'étude des trois questions essentielles que pose la vie publique. Le problème de l'État et des libertés politiques domina le siècle de l'Encyclopédie ; celui des classes et de la justice sociale présida au siècle de Proudhon, de Marx, de Léon XIII ; mais c'est le problème de la production et de l'organisation économiques qui doit, dans une large mesure, commander notre temps.

Politique, sociale, économique, sous ce triple aspect c'est toujours, d'ailleurs, la même question du libéralisme qui se trouve en litige.

Lutte des idées de liberté et des principes d'autorité : ce fut toute l'histoire du XVIII^e siècle. Lutte du libéralisme et du socialisme : ce fut celle en grande partie du XIX^e siècle. Lutte du libéralisme et de l'Économie dirigée : ce sera, semble-t-il, celle de notre temps.

Comme jadis le conflit politique et plus tard le conflit social, le conflit actuel qui divise les Économistes a pu paraître, à ses débuts, une pure discussion d'école. Mais, comme ses précédents, il a peu à peu révélé son importance pratique, bientôt peut-être prépondérante.

Dans la mesure, en effet, où l'économique commande le politique et le social, le problème de l'Économie dirigée semble tenir les deux autres en état. Aussi la solution qui lui sera donnée engagera-t-elle très largement l'avenir.

Cette solution, sans doute, est aujourd'hui encore bien incertaine. Mais autant il serait téméraire de vouloir la prévoir dans son ensemble, autant il paraît certain qu'elle sera déterminée, pour sa plus large part, par l'évolution prochaine du commerce extérieur. En termes plus précis, le succès de cette nouvelle politique économique semble dépendre de l'influence, favorable ou néfaste, qu'elle exercera sur le commerce international.

Pratiquement, en effet, et à toutes les époques, les liens les plus étroits ont toujours existé entre la politique suivie par les États dans leurs relations mutuelles et la politique qu'ils adoptaient pour leur économie nationale. Mercantilisme et Colbertisme, laisser-passer aux frontières et laisser-faire à l'intérieur, se commandaient réciproquement; et l'on ne saurait concevoir une application durable des principes d'Économie dirigée à l'intérieur des États sans leur extension progressive à leurs relations extérieures.

Matériellement surtout, et aujourd'hui plus que jamais, le commerce extérieur exerce sur la conjoncture économique une influence prépondérante. Son essor croissant est devenu, autant qu'une conséquence, une condition nécessaire des progrès de la technique et de la production. Entraver cet essor, c'est empêcher ces progrès, et avec eux tarir toute la vie économique.

Ou bien donc, peut-on dire, l'économie sera dirigée dans un sens exclusivement national, entraînant avec l'autarkie la ruine du commerce extérieur — et par là elle se ruinera elle-même.

Ou bien, l'Économie dirigée pourra être réalisée dans le cadre international — et par là elle établira son succès.

Ou l'Économie dirigée sera internationale, ou elle ne sera pas : tel paraît être le dilemme crucial qui domine son avenir — et, avec lui, toute une partie de l'Avenir.

C'est exactement le problème qu'au Congrès des économistes de langue française de 1933, M. Rappard posait dans les termes suivants : « Il n'y a de possibilité d'Économie véritablement dirigée que dans un vase clos, donc sur le terrain national ». Et le même économiste ajoutait aussitôt : « Mais il n'y a pas de vase clos national ; la situation de tous nos pays est telle que nous dépendons les uns des autres... Par conséquent, il n'y a pas d'Économie dirigée possible ». Ce à quoi M. le Professeur Lescure objectait le fait des Cartels internationaux, dont nous essaierons de mesurer l'importance (1).

Internationale, l'Économie dirigée ne peut l'être, telle que souvent on la conçoit. Le problème de son extension au commerce extérieur en implique un second, celui de sa réalisation par une autre autorité que celle des États.

L'étatisme, en effet, aboutit forcément au nationalisme économique, et ce ne fut pas un des moindres paradoxes de notre temps que de voir les disciples du socialisme se faire les apôtres de l'internationalisme. La logique des faits a jugé leur erreur. Partout les progrès du socialisme ont suscité ou accru le nationalisme économique.

Le dilemme plus haut formulé doit donc, pour être plus exact, se compléter ainsi : « *Ou l'Économie dirigée sera privée et internationale, ou elle ne sera pas* ».

Nous essaierons dans notre travail de demander aux faits la réponse à ce problème. Nous voudrions seulement dans cette introduction montrer la possibilité au moins *théorique* de sa solution.

(1) Congrès des Economistes de langue française. — *L'Economie dirigée et l'Étalon-or*. Domat-Montchrestien, éd., Paris, 1933.

I

L'Économie dirigée peut-elle être le fait de l'initiative privée?

La réponse découle de la définition même de l'Économie dirigée. Trop souvent, il semble qu'on ait cherché cette définition moins dans le sens intime de cette nouvelle tendance que dans des manifestations extérieures qui n'avaient avec elle qu'un rapport apparent. Ainsi ont été présentées comme exemples d'Économie dirigée des expériences aussi diverses que celles de la Russie, de l'Italie, de l'Allemagne ou des États-Unis. Ainsi encore de nombreux auteurs se sont-ils accordés avec certains milieux d'affaires pour opposer l'Économie organisée par les producteurs à l'Économie dirigée par les Pouvoirs publics, et définir cette dernière « l'extension des pouvoirs de l'État à la conduite (ou au contrôle) des entreprises privées » (1).

Économie dirigée et étatisme seraient, en somme, synonymes.

Pourquoi, dans ces conditions, avoir créé un mot nouveau, « si derrière les mots nouveaux, il n'y avait eu dans les choses une certaine nouveauté » (2)? Et cette nouveauté que M. le Professeur Brocard définit « une conception élargie de la rationalisation » (3), M. Lescure l'a précisée dans cette vive formule : « la tentative de *remplacer la réflexe par la réflexion* » (4).

L'Économie dirigée nous paraît donc être la volonté d'appliquer à la pratique les données théoriques de la science économique, de substituer à l'équilibre prétendu spontané un équilibre voulu; à l'empirisme, l'expérience; à l'instinct, l'intelligence. L'Économie dirigée marquerait donc pour la science économique le passage que toutes les autres sciences

(1) *Op. cit.*, Rapport de M. de Leener, publié dans la *Revue économique*.

(2 et 3) Brocard, *Revue économique internationale*, décembre 1933, p. 427.

(4) *Op. cit.*, Introduction, p. 8.

ont connu, de la théorie à la pratique. Ce serait très simplement la science économique appliquée. Du moins est-ce là, croyons nous, son sens logique comme son dessein pratique.

Ainsi définie, l'Économie dirigée s'oppose à l'étatisme bien plus qu'au libéralisme.

Le libéralisme laissait librement jouer les lois économiques. L'Économie dirigée prétend les faire jouer — précisément parce que l'étatisme les a trop souvent entravées.

En effet, les interventions des Pouvoirs publics, loin d'être guidées par l'étude des réalités et des lois économiques, sont dictées, le plus souvent, par des préoccupations politiques ou sociales, étrangères ou contraires à celles-là (1).

L'Économie dirigée nous paraît donc s'opposer aux formes anciennes de l'étatisme, mercantilisme et colbertisme, qui ne reposaient point sur une connaissance approfondie des données économiques.

Elle s'oppose pareillement aux formes nouvelles de l'étatisme, interventionnisme et socialisme, qui, s'inspirant d'un dogmatisme politique ou social, conduisent à mille mesures anti-économiques, de secours, de soutien, de subventions, de protection.

Elle s'oppose précisément au protectionnisme douanier dans la mesure où il répond, comme en France pour l'agriculture, à des préoccupations plus politiques qu'économiques.

Elle s'oppose aux tentatives de monnaie dirigée, entreprises à l'encontre des lois économiques ou monétaires.

Elle s'oppose enfin au communisme, au fascisme, à l'hitlérisme, qui constituent beaucoup plus des essais de *sociologie dirigée* que d'Économie dirigée.

A l'inverse des interventions de l'État, qui trop souvent transgressent les lois économiques, l'Économie dirigée a essentiellement pour but de les mieux connaître pour les mieux appliquer.

(1) Sur les conflits possibles entre les trois ordres, économique, politique, social, et sur la solution à leur donner, voir *infra*, notes, p. 41, 54 et 143.

Par là même, la notion d'Économie dirigée se situe aisément par rapport aux notions d'Économie planée ou d'Économie organisée.

De l'*Économie planée*, l'Économie dirigée se distingue aisément. Car ce n'est point le fait que les interventions des États peuvent se trouver intégrées dans un plan d'ensemble d'expansion ou de reconstruction de l'économie nationale qui leur donnerait un caractère plus nettement économique. M. le Professeur Truchy a bien marqué l'imprécision du rapprochement trop souvent établi entre Économie dirigée et Économie planée, quand il écrit : « Dans l'interventionnisme du passé, on trouve des exemples d'interventions faites selon un plan bien arrêté, comme la politique de Colbert à l'égard des manufactures ; dans l'Économie dirigée du présent, il s'en faut qu'un tel plan soit possible » (1).

Loin d'être synonymes, Économie dirigée et Économie planée semblent au contraire antithétiques. Plus vaste, en effet, est le champ d'action de la politique économique et plus malaisée devient la connaissance des lois qui doivent y présider, partant, plus difficile la direction de l'Économie. En un mot, l'Économie planée rendrait l'Économie dirigée impossible. Pour reprendre une expression qui nous paraît très juste (2), l'Économie planée, telle que nous la représentent les expériences russe, italienne ou allemande, n'est plus de l'Économie « dirigée », mais de l'Économie « réglée » — réglée suivant des principes de politique d'abord, au lieu d'être dirigée selon les données de la science économique.

Il suffit d'une volonté dictatoriale pour régler l'Économie. Mais quel génie parviendrait à la diriger tout entière ?

(1) Introduction aux *Conditions générales de l'activité économique*, p. xxxii ; Librairie Sirey, 1934. Il est vrai que M. Truchy se rallie malgré cette forte réserve à l'opinion que « l'Économie dirigée se caractériserait par l'existence d'un plan ».

(2) *Semaines sociales*, Lille, 1932, Gabalda, Paris. M. Eblé, *Politique des Ententes industrielles*, p. 327.

« Existe-t-il, écrivait naguère un des représentants les plus éminents des producteurs français, existe-t-il un cerveau capable de faire la synthèse des événements, politiques ou économiques, qui se produisent constamment aux quatre coins du monde? » (1).

Mais M. Duchemin ajoutait aussitôt, marquant bien ainsi la différence entre l'Économie planée et l'Économie dirigée :

« Cependant, ce qui est impossible sur le plan général, est réalisable sur celui, très restreint, des différentes fabrications.

» Il ne saurait s'agir de directives données par les États, auxquels échappent le détail des besoins si mouvants de l'industrie et du négoce, mais bien par ceux qui vivent, jour après jour, les difficultés de la lutte économique, qui suivent constamment les modifications aujourd'hui si rapides des marchés...

» Nous opposons donc, concluait-il, à l'Économie dirigée et utopique, les économies concertées, dont les États seraient seulement les arbitres, comme ils le sont aujourd'hui à l'égard des industries constituant leurs économies nationales ».

Sans vouloir en aucune façon préjuger la valeur de ces idées, il ne nous paraît aucunement nécessaire d'opposer, pour mieux la définir, l'*Économie concertée ou organisée* à l'Économie dirigée. Dès qu'à l'empirisme succède l'expérience, au réflexe la réflexion, dès en un mot qu'on tente d'appliquer à la pratique des affaires des données théoriques (tentative possible ou impossible? là encore une fois n'est pas actuellement la question), il y a, doit-on dire, Économie dirigée. Et ce n'est pas — tout au contraire! — le caractère forcément fragmentaire des expériences tentées par les particuliers qui s'oppose à cette notion.

Ainsi il apparaît bien que l'Économie dirigée peut être le fait de l'initiative privée.

(1) Duchemin, *Discours au Comité des experts pour l'Union douanière européenne à la Société des Nations*, 1931. Document confié par les soins de la Confédération générale de la Production française.

Sans doute, dans des domaines restreints, les États eux aussi peuvent tenter des expériences d'Économie dirigée. Mais l'initiative privée semble, en général, devoir être plus apte à de telles tâches, — du moins dans les États démocratiques, qui restent toujours gouvernés, quelle que soit leur forme, beaucoup plus par les « réflexes » des foules que par la « réflexion » des compétences.

II

Ainsi dégagée des deux notions d'étatisme et de plan, l'Économie dirigée apparaît désormais comme pouvant, en théorie du moins, s'étendre au domaine international, soit qu'on espère trouver dans ses principes les éléments d'un ordre meilleur pour l'avenir, soit qu'on y cherche seulement des remèdes au désordre présent.

C'est pour avoir lié, au contraire, la notion d'Économie dirigée à celles d'étatisme et de plan que M. Truchy a pu écrire de son influence internationale (1) :

« L'Économie dirigée, c'est un nationalisme économique rigoureux... Dans un régime d'Économie dirigée, comme l'organisation économique devient dans une large mesure l'affaire de la collectivité, soit que l'État l'entreprenne lui-même, soit qu'il l'abandonne à des groupements de producteurs qui seraient nécessairement contrôlés par lui, la vie nationale tend à l'autonomie, à l'autarchie. Entre les diverses économies nationales ainsi organisées chacune à part des autres, les relations sont strictement mesurées; elles tendent à un régime de troc... Pour qu'il en fût autrement, il faudrait qu'il y eût une direction de l'Économie qui fût non seulement nationale mais internationale... Mais si l'on considère l'immensité des problèmes posés déjà dans le cadre national, l'Économie dirigée dans le cadre international est une simple vue de l'esprit ».

(1) Introduction aux *Conditions générales de l'activité économique*. Sirey, Paris, 1934, p. xxxiii.

Dès qu'on admet, au contraire, que l'Économie dirigée puisse se réaliser, si jamais elle le doit, par des mesures partielles d'initiative privée, on comprend que M. Duchemin ait pu affirmer, à l'encontre des lignes précédentes : « Nous sommes pour la politique échangiste, contre l'autarkie » (1). Car si les passions politiques conduisent et divisent les États, les particuliers au contraire obéissent d'abord aux intérêts économiques qui les unissent par-dessus les frontières.

Toutefois, la politique internationale d'ententes de producteurs que préconisent les partisans de l'Économie concertée n'est qu'un « libre-échange conventionnel » (2), aussi éloigné du libéralisme de jadis que de l'étatisme d'à présent. C'est pourquoi précisément on nous la présente comme une *politique d'avenir*, seul moyen de résoudre le problème qui s'impose, contradictoire, mais impérieux.

D'une part, en effet, se manifestent la décadence du libéralisme et le progrès de l'étatisme et avec lui du nationalisme économique. D'autre part, s'affirme la nécessité d'une économie internationale. D'une part, en d'autres termes, se poursuit une longue évolution d'origine politique, qui, commencée avec la formation des grandes Nations, précipitée par la politique des nationalités, conduit aujourd'hui les États au nationalisme le plus étroit. D'autre part, s'accomplit une évolution économique non moins vaste, mais absolument inverse, qui, après avoir substitué à l'Économie régionale l'Économie nationale, tendrait à superposer à celle-ci une Économie internationale.

Pour résoudre ce problème, l'Économie concertée espère de l'initiative privée un moyen nouveau. Les libéraux, au contraire, n'attendent la solution que d'un renversement total de la politique des États. De même qu'il aurait fallu pour surmonter le régionalisme une autorité nationale supérieure

(1) Rapport à la Confédération générale de la Production française, 1931.

(2) Roger Conte, *Revue d'économie politique*, *Les Ententes internationales*, 1930.

aux provinces (1), de même il faudrait aujourd'hui pour vaincre le nationalisme une autorité internationale supérieure aux États. Mais ce serait là, au dire des partisans de l'Économie organisée, diminuer le rôle de l'initiative privée. De même qu'on ne saurait dans le passé négliger l'influence qu'ont eue les physiocrates dans la ruine du régionalisme, ou celle des premiers libéraux dans le mouvement libre-échangiste, de même c'est à l'initiative privée qu'incomberait aujourd'hui la mission d'aider ou de suppléer, dans son rôle international, l'autorité publique impuissante ou défaillante.

Ainsi donc, autant l'évolution politique s'opposerait à l'Économie internationale planée et dirigée par un super-État, autant l'évolution économique tendrait vers une Économie internationale partiellement dirigée par des groupements privés.



Mais avant de songer à faire œuvre d'avenir, il importe de *sauvegarder le présent*. Avant d'organiser sur des bases nouvelles le commerce international, il s'agit de remédier à son désordre persistant. Aussi bien, ce désordre semble-t-il la cause principale des difficultés actuelles, puisqu'à l'intérieur de plusieurs pays, Angleterre, Italie, États-Unis, Russie, Allemagne même, la situation économique, sinon financière, paraît s'améliorer, tandis que s'aggravent, menaçant ainsi le faible mieux réalisé, les difficultés de leur commerce extérieur.

Ici encore, pour remédier à la crise actuelle des échanges internationaux, retour au libéralisme, renforcement de l'étatisme seraient, au dire des partisans de l'Économie organisée, également impuissants. Cette crise ne tient-elle pas en effet à deux causes essentielles : Surproduction et Protectionnisme, dont la première découle des excès de la libre concurrence, et la seconde des abus de l'étatisme ?

(1) Cf. Brocard, *Principes d'économie nationale et internationale*, 3 vol. Sirey, 1929-30.

Ici encore, pour sortir des difficultés pendantes, il faut donc, soutient-on, se dégager des deux systèmes également périmés, du libre-échange et de l'interventionnisme, et chercher plutôt entre ces deux extrêmes une solution nouvelle et intermédiaire. Cette solution serait celle qui mettrait fin à la contradiction interne qui domine le système actuel du commerce extérieur, et qui, en fait, a causé sa ruine :

- l'excessive liberté dans la production,
- et l'excessive réglementation dans les échanges.

Seuls, pourraient y réussir des ententes et des accords privés et internationaux en vue de limiter la production et de répartir entre les exportateurs les marchés extérieurs.

Ce sont là, croyons-nous, les premières tentatives de ce que nous avons appelé l'Économie dirigée *privée et internationale*, et dont nous avons tâché de montrer les possibilités tout au moins *théoriques*.

Rien d'étonnant d'ailleurs que ces nouvelles pratiques aient été surtout préconisées en France, pays de mesure, et tout particulièrement par les gens d'affaires, esprits pratiques, également éloignés du libéralisme anglo-saxon et de l'étatisme germanique.

En limitant donc notre étude à la France, nous nous efforcerons maintenant d'**exposer** et de **juger** ces diverses tentatives, en dégageant les idées qui les ont inspirées.

PREMIÈRE PARTIE

**EXPOSÉ DES MOYENS PRÉCONISÉS
POUR ORGANISER LE COMMERCE INTERNATIONAL**

LES DEUX SORTES DE MOYENS

Le problème de l'organisation du commerce extérieur par l'action des producteurs s'est posé bien avant que n'apparût le terme nouveau d'Économie dirigée. Il s'est posé sitôt après la guerre, à la suite du déséquilibre international qu'elle avait provoqué, et dont la solution paraissait dépasser la force organisatrice de la libre concurrence. Mais jusqu'à la crise un seul moyen était envisagé pour ordonner le commerce international : les Ententes de producteurs. La crise a exercé en ce domaine une double influence :

— d'une part, elle a modifié la doctrine des Ententes ; — d'autre part, elle a donné naissance à de nouvelles pratiques et à de nouvelles théories.

Sans doute existait-il dès avant la guerre des *Ententes internationales de producteurs*, dont on pouvait évaluer le nombre à une centaine (1). Mais c'est seulement après la guerre que ce fait prit toute son extension et suscita un tel mouvement d'idées qu'on a pu y voir « le fait le plus important de l'Économie moderne et un phénomène presque révolutionnaire » (2).

On peut donc dire, pour reprendre un mot célèbre, que la nouveauté de ce fait est moins dans sa *matière* que dans la *manière* dont aujourd'hui on l'interprète.

(1) B. Harms, *Volkswirtschaft und Weltwirtschaft*, Iéna, 1912, p. 254, cité par Grossmann dans son rapport à la Société des Nations, 1927.

(2) Truchy, cité par M. Marlio, Conf. à la Société d'études et d'informations économiques, février 1934, publiée par le *Bulletin quotidien*, Suppl., p. 7.

La crise actuelle a exercé à cet égard une influence assez curieuse et généralement assez heureuse. Tandis qu'elle apportait ou augmentait le trouble dans bien d'autres domaines, pour les Ententes au contraire elle a produit ce qui devrait être son effet normal et bienfaisant : une œuvre de jugement et de *critique*. Dans les faits, elle a établi une discrimination salubre entre les bons et les mauvais cartels, ruinant ceux-ci, affermissant ceux-là. Dans les doctrines, elle a contraint les promoteurs des Ententes à préciser leurs idées. Elle a même permis à certains d'entre eux d'accroître leurs espoirs et de formuler dans le domaine international les premières théories d'Économie concertée.

Par ailleurs, la crise a fait apparaître des *théories et des pratiques tout à fait nouvelles*, comme celles de contingentement, de troc, de compensation.

A l'heure présente, il y a donc deux sortes de moyens de concevoir l'organisation du commerce international par l'action des producteurs :

— d'une part, le moyen ancien : les Ententes internationales, terme générique pour désigner cartels, associations, concerns, etc...

— et, d'autre part, les deux moyens nouveaux, plus limités dans leur portée, mais plus audacieux dans leur conception, les contingents amiables et les accords tendant au troc.

Nous exposerons successivement l'un et les deux autres moyens.

LIVRE PREMIER

LES ENTENTES INTERNATIONALES

Le désarroi actuel du Commerce international tient, semble-t-il, à trois causes, dont la première est plutôt d'origine politique, la seconde économique et technique, la troisième financière et monétaire : ce sont le *nationalisme* douanier, la *surproduction*, le *dumping*.

A ces trois causes de troubles, les Ententes internationales sont représentées par leurs promoteurs comme susceptibles de remédier, dans une mesure plus ou moins large.

Ce sont ces théories que nous allons tenter d'exposer dans les trois chapitres suivants, en nous excusant par avance de ce que leur synthèse, nécessaire pour la clarté de l'exposé, peut contenir d'artifice.

CHAPITRE PREMIER

LES ENTENTES ET LA POLITIQUE DOUANIÈRE

Comme dans toutes les théories où l'idée a suivi le fait, plutôt qu'elle ne l'a créé, la pensée des partisans des Ententes, à l'égard de la politique douanière, présente une évolution quelque peu contradictoire.

Dans une première et double phase « antithétique », comme eût dit Hegel, les théories se sont heurtées violemment : les uns prétendant que les Ententes renforçaient encore le nationalisme économique, les autres au contraire y voyant un moyen de réaliser le désarmement douanier.

Par la suite, une synthèse s'est produite, pour ainsi dire, entre ces deux tendances, en ce sens que les Ententes sont apparues comme un moyen non plus de vaincre par la puissance ou de supprimer par l'accord la concurrence internationale, mais de la limiter par une organisation meilleure de la production.

Nous exposerons donc successivement les deux façons contradictoires et la manière actuelle de concevoir l'influence que peuvent exercer les Ententes sur le régime douanier.

SECTION I

Première phase.

Les Ententes, maintien du protectionnisme économique.

S'appuyant sur la protection douanière autant que l'appuyant elles-mêmes : telles sont souvent apparues les Ententes internationales aux économistes à tendance libérale.

M. Leroy-Beaulieu voyait même dans la protection la cause des cartels.

Mais c'est surtout dans la période d'après-guerre, au moment où les Ententes internationales prirent vraiment leur essor, qu'elles ont pu être considérées, même dans les milieux qui leur étaient favorables, comme de nature à consolider le nationalisme économique. C'est le temps précisément où les États anciens, appauvris par le conflit, cherchent à recouvrer leur suprématie compromise, et où les États nouveaux, issus du Traité de paix, s'efforcent d'établir leur puissance future. Aux uns et aux autres, les Ententes apparaissent comme un moyen de fortifier leurs industries à l'abri de droits protecteurs. Elles s'apparentent ainsi au mouvement de *concentration* qui bientôt se caractérisera par le terme de « *rationalisation* ». Cette tendance se révèle très nettement, soit que fidèles au vocabulaire alors en honneur elles s'orientent vers une politique d'*expansion* à l'extérieur, soit qu'elles recherchent plutôt une politique d'*intense production*.

Sans doute, tout en s'efforçant de conquérir de nouveaux marchés extérieurs, l'Entente internationale a toujours pour but de répartir les débouchés entre ses membres. Mais elle est toujours conclue sous une double sauvegarde de protection : dans chaque pays participant, les droits de douane sont maintenus à leur niveau, et une clause spéciale réserve à chacun des membres nationaux son marché intérieur.

On peut citer à titre de principaux exemples :

— *European Railways manufactures associations* (E. R. M. A.), créé en 1926, devenu en 1929 international (I. R. M. A.) par adjonction de la Steel Export Association des États-Unis. Son objet est la répartition des marchés, sous réserve des marchés nationaux, et, pour l'Angleterre, des colonies de la Couronne.

— *Entente internationale de l'acier* (E. I. A.), créée en 1926, renouvelée sur d'autres bases en 1933.

— *Cartel international des tubes*, créé en 1926, comportant

la réserve du marché national, et ayant pour but la répartition des marchés internationaux par voie de pourcentage.

— *Convention internationale du papier*, créée le 24 avril 1925. Son objet est la fixation de prix minima, la répartition des marchés de vente, l'échange de renseignements, etc.

— *Entente de l'aluminium*, créée en 1923, et devenue quasi-mondiale en 1931. L'Entente se porte acheteur en dessous d'un certain prix, de manière à ce que, en principe au moins, ce prix constitue le prix minimum. Elle a également pour but de faciliter les échanges de vues d'ordre technique entre ses adhérents.

— *Accord international des pneumatiques*, créé en 1926, dont l'objet est de fixer les prix, les conditions de vente, de livraison, de remise aux détaillants.

D'autres ententes, conclues vers la même époque, avaient alors essentiellement pour but un accroissement de la production, ou, selon la terminologie du moment, un accroissement de la « rentabilité » de l'entreprise. Le lien qui constitue l'Entente est plus fort ici et plus étroit. On s'oriente en somme vers le trust. Comme exemple de ce genre d'Entente, on peut citer le célèbre *Cartel des lampes électriques*, créé en 1924-25 par des entreprises allemandes, françaises, anglaises, italiennes, hollandaises, belges, suisses, autrichiennes, hongroises, roumaines, tchécoslovaques, espagnoles, norvégiennes, danoises, polonaises et japonaises. Son but est le développement de l'industrie internationale des lampes électriques à incandescence, grâce à la rationalisation.

On peut citer également l'*Union internationale des fabricants de colle d'os* (l'*Epidos*), créée à Paris, en 1925, en vue de rationaliser la production et de fixer les prix (1).

A quelle qu'idée d'ailleurs que se rattachent ces principales Ententes, idée d'expansion ou idée de rationalisation, elles ont pu alors donner lieu, eu égard à la politique douanière,

(1) Voir pour la nomenclature des principaux cartels, la liste jointe, aussi complète que possible, en annexe, à la fin du volume.

à des jugements contradictoires, dont la Conférence économique internationale de 1927 fournit un curieux écho.

Dans son rapport à cette conférence, M. Mac Gregor écrivait :

« Ces accords (*id est* : Ententes) semblent à première vue être apparentés aux idées protectionnistes, c'est-à-dire maintenir le point de vue du nationalisme industriel, tout en essayant d'améliorer les conditions d'exportation sur le « marché mondial ». Ces accords sont internationaux au sens où les traités commerciaux sont internationaux... Mais les concessions mutuelles, dans l'esprit des producteurs de chaque pays, sont destinés essentiellement à renforcer la situation de leur propre industrie nationale. La théorie du protectionnisme affirme également que cette méthode constitue un moyen de « rationaliser l'industrie », la sécurité du marché intérieur étant considérée comme la base même de la capacité de concurrence extérieure, et que, comme on le fait valoir pour les cartels et pour les trusts, elle tend à établir une certaine régularité. Il semble jusqu'ici que les Ententes internationales rentrent dans le même ordre d'idées, plutôt qu'elles ne revêtent un caractère cosmopolite dans leur conception de la production ».

Si le même auteur concède un peu plus loin « qu'il est possible de soutenir que les tarifs sont devenus d'une importance moins essentielle pour les industries faisant l'objet d'accords », il ajoute aussitôt qu'il paraît comme tout aussi probable que « les taux des tarifs seront augmentés soit pour des fins fiscales, soit par le désir de désavantager les tierces parties restées en dehors des accords ».

La même opinion est émise dans le rapport de M. Hirsch : « Les cartels de produits demi-finis et finis sont souvent tout à la fois la conséquence et l'appui d'une politique douanière qui ne vise pas à la liberté économique ni à un échange maximum des marchandises entre les Nations ».

C'est également l'avis de M. Lebée :

« Les Ententes semblent propres à défendre les industries, jusqu'alors protégées, contre l'exagération possible de la con-

currence étrangère et contre la conséquence d'une politique plus libérale : on recommande de faire jouer l'entente à la place du tarif » (1).

Et, de fait, il faut bien reconnaître avec ce dernier auteur que nombre d'Ententes sont nées dans la période 1925-1927 dans le dessein de parer aux tendances tant soit peu libérales qui se sont alors plus ou moins affirmées.

De même encore, en 1929, le Comité économique consultatif de la Société des Nations jugeait ainsi la question : « La canalisation de la concurrence qui résulte d'ententes industrielles est loin d'avoir toujours pour résultat l'assentiment des parties à des réductions tarifaires, car c'est souvent en fonction des possibilités commerciales qui résultent de la protection des tarifs existants que les Ententes ont été conclues, et le changement de tarifs qui modifierait ces possibilités est considéré comme mettant l'Entente en péril.

» D'autre part, si l'Entente associe des parties inégalement aptes à la concurrence, elles se considèrent comme justifiées à réclamer, pour la préservation de leur marché national, des taux de protection différents.

» Il a été allégué que les Ententes, lorsqu'elles ont principalement pour but de stabiliser l'état actuel de la production, excluent au contraire la sélection naturelle qui devrait résulter d'une libre concurrence favorisée par la réduction des tarifs ».

En 1931, enfin, les quatre experts réunis à Genève, pour rédiger un rapport général sur les Aspects économiques des Ententes internationales industrielles, — rapport devenu célèbre et dont on a pu dire qu'il constituait « les lettres de noblesse des Ententes », — s'efforçaient de résumer ainsi le problème :

« Là où la cartellisation est possible, il faut se rendre compte que souvent une entente nationale ne peut naître et durer que si la concurrence, limitée à l'intérieur, est égale-

(1) Cours à l'Académie internationale de La Haye, 1927.

ment restreinte en ce qui concerne l'importation de marchandises venant de pays étrangers.

» Cette restriction se pratique en général par voie de protection douanière. C'est donc *la politique tarifaire protectrice* qui, sans en être le seul élément, *facilite*, dans beaucoup de cas, la *création d'ententes industrielles nationales*, et c'est de nouveau la protection douanière existante qui, s'ajoutant aux difficultés économiques générales, amène à l'accord *international* parce qu'elle gêne l'exportation réciproque des industries intéressées » (1).

Ainsi donc, si l'on se bornait à ces opinions, on pourrait en conclure que les Ententes sont apparues, à l'origine et à l'essor de leur mouvement, comme ce que nous serions tenté d'appeler *une forme internationale du nationalisme universel*.

Mais ce serait là, en réalité, un jugement partial.

SECTION II

La phase antithétique.

Les Ententes, moyen d'internationalisme économique.

Dès 1927, à la même Conférence économique de Genève, d'autres opinions avaient été soutenues qui représentaient au contraire les Ententes internationales de producteurs comme le meilleur moyen de conduire au désarmement douanier. L'influence qu'elles exerceraient sur la politique commerciale des États intéressés serait seulement susceptible de degrés, soit qu'elle se manifestât d'une manière *lointaine et indirecte*, soit qu'elle revêtît la forme plus *directe* de palliatifs déjà plus précis.

1° Influence lointaine.

Les Ententes, suivant l'esprit de leurs promoteurs, constitueraient d'abord un moyen *tactique* de désarmement douanier.

Plutôt que de rapprocher des États qui tendent de plus en plus à former des unités politiques isolées, il semble plus

(1) Rapport de MM. Benni, Lammers, Marlio et Meyer. Genève, 1931, E, 736.

facile de rapprocher des industries privées dont l'interdépendance économique se manifeste d'une manière de plus en plus impérieuse.

Cette solution idéale, M. Grossmann l'exposait à la Société des Nations en 1927, comme une conséquence normale du développement des Ententes internationales, et c'est en ce sens qu'il opposait deux méthodes de rapprochement des Nations, l'une « politique et géographique », l'autre « économique et industrielle » (1).

Cette deuxième méthode n'aurait pas seulement pour avantage de tenir plus grand compte des réalités matérielles et techniques que des considérations historiques, psychologiques et sentimentales, elle correspondrait aussi à une nécessité d'ordre tactique. Au lieu d'établir un régime douanier pour l'ensemble des industries nationales, elle permettrait d'établir des régimes douaniers différentiels pour chacune d'elles, mais plus conformes à leurs besoins respectifs. Au lieu de chercher à résoudre en bloc toutes les difficultés d'un pays, on tenterait de les résoudre une à une.

On retrouve donc ici cette idée que nous exposions dans notre Introduction, quand nous disions que l'Etatisme seul impliquait la notion de *plan* d'ensemble, à laquelle s'opposent très justement les tentatives plus modestes sans doute, mais plus réalistes de l'initiative individuelle. Depuis 1927, les multiples échecs des multiples conférences internationales n'ont fait que confirmer ces vues.

Au Comité des Experts pour l'Union douanière européenne, constitué à la Société des Nations en 1931, M. Duchemin exposait ainsi cette même idée :

« *Le développement des Ententes industrielles, loin de s'opposer à la continuation des négociations tarifaires, se concilie avec elles. L'échec de tentatives générales, comme celles de l'abaissement simultanée des tarifs ou de la trêve douanière, ne doit pas, en effet, avoir pour résultat de faire écarter*

(1) Grossmann, *Systèmes de rapprochement économique*, Genève, 1927.

définitivement les conversations bilatérales ou plurilatérales sur les tarifs.

» La crainte qu'éprouvent les États d'accorder des réductions *d'ensemble* pouvant mettre leur économie en péril ne peut pas les empêcher d'étudier *des cas concrets* et de rechercher, par des concessions, des réductions tarifaires susceptibles de faciliter les échanges internationaux » (1).

L'on peut ajouter encore que la formation de ces Ententes crée forcément entre ceux qui y participent, et plus ou moins dans leur entourage, un « climat » psychologique favorable aux bonnes relations internationales.

A cet avantage d'ordre tactique, s'ajouterait un avantage d'ordre *technique*. C'est ainsi que s'est exprimée la Commission des entraves au commerce de la Chambre de commerce internationale en 1927 : « Leur extension progressive, est-il dit des Ententes de producteurs, préparerait *techniquement* l'intervention des gouvernements intéressés en matière d'accords commerciaux ».

Les Ententes peuvent en effet aider à la conclusion des traités de commerce. L'exemple le plus typique en la matière est celui de la convention entre les métallurgies allemande, française et luxembourgeoise, qui a « rendu possible » la conclusion du traité de commerce franco-allemand de 1927 (2).

Par ailleurs, dans l'élaboration même des traités de commerce, les Ententes peuvent jouer un rôle certain. Par leur documentation statistique et leurs puissants moyens d'information, elles sont susceptibles d'éclairer l'action des Pouvoirs publics, et il est même arrivé que les gouvernements n'aient fait qu'entériner dans des accords officiels les décisions intervenues entre des groupes de producteurs. A ce sujet M. Roger Conte a pu parler d'un régime de « libre-échange

(1) Rapport communiqué par les soins de la Confédération générale de la Production française.

(2) Société des Nations, E, 614, p. 16. *Étude sur les aspects économiques de différentes Ententes industrielles internationales*, Genève, 1931.

conventionnel, que rendraient possible la généralisation et la ramification croissantes des cartels internationaux » (1).

La crise économique et l'exaspération du nationalisme qu'elle a provoquée n'ont pas fait changer la façon de voir des promoteurs des Ententes. C'est ainsi qu'en février 1934, M. Marlio, dans une conférence faite à la Société d'études et d'informations économiques (2), s'exprimait ainsi :

« Il est évident que les négociateurs chargés de conclure un traité de commerce entre deux grandes nations sont dans une situation épouvantable, obligés de connaître l'état des innombrables produits qui sont échangés avec tous les pays du monde, et qui, au moment de conclure un traité de commerce, sont contraints, sans avoir toujours en mains tous les éléments du problème, d'arbitrer entre les deux mêmes industries de deux pays différents.

» Lorsque, au contraire, une Entente internationale a été conclue, le malheureux négociateur sait, pour telle ou telle partie de son échiquier, qu'il pourra, au moment de conclure, obtenir un avis autorisé de la part de gens du métier...

» ...C'est un avantage considérable que de pouvoir éliminer de la discussion huit ou dix industries importantes parce qu'elles font partie d'Ententes internationales qui, en définitive, constituent des *traités de commerce partiels* ».

Cette expression de « traités de commerce partiels », pour caractériser les Ententes, est très significative et nous ne manquerons pas d'y revenir (3).

Enfin, on soutient que la protection douanière « peut devenir de moins en moins nécessaire si la coalition entre différents groupes nationaux s'étend à une *coopération financière* toujours plus serrée » (4).

En fait, il semble que la coopération financière ait facilité

(1) Roger Conte, *Les Ententes industrielles internationales*, Revue d'économie politique, 1930.

(2) Supplément au *Bulletin quotidien*, février 1934.

(3) Voir *infra*, Deuxième partie : *Critique*, p. 179.

(4) Rapport de MM. Benni, Lammers, Marlio, Meyer, à la Société des Nations, E, 736, octobre 1931.

des abaissements de tarifs douaniers qui sans elle n'auraient pas été possibles ou difficilement réalisables. Les *Rapports du premier Congrès d'union douanière* montrent bien que ce sont, par exemple, les nombreux investissements de capitaux français dans les entreprises de la Sarre qui ont permis de réaliser sans dommage l'Union douanière franco-sarroise et facilité, par la suite, la conclusion du Pacte de l'acier.

2° Influence plus directe.

Les Ententes, au lieu d'être considérées comme susceptibles d'agir sur les *causes lointaines* du nationalisme économique, sont parfois considérées comme pouvant atténuer ses *conséquences*. Elles sont envisagées, dans ce système, non plus comme un remède d'avenir, mais comme un palliatif immédiat. Il ne s'agit plus de supprimer les droits de douane, mais d'en suspendre l'application pour les membres des Ententes, ou tout au moins de concéder des avantages tarifaires aux produits ayant fait l'objet de contingents entre les producteurs.

C'est le système qu'a exposé M. Duchemin à Genève, en 1931, au Comité d'experts économiques, à la Commission d'études pour l'Union douanière européenne, et dont on trouve une première ébauche dans le rapport précité de M. Grossmann, en 1927.

Voyant dans la « collaboration intelligente des industriels » un moyen de « diminuer de beaucoup les droits de douane », M. Grossmann préconisait à ce sujet la création d'une « Caisse centrale qui remboursera aux exportateurs les frais de transport et de douane pour tous les envois internationaux qui ont été autorisés par le Cartel. La Caisse centrale se procurera les moyens dont elle aura besoin à cet effet par des cotisations qui seront payées par les Cartels nationaux qui, eux, les demanderont à leurs membres, suivant la valeur de la production de chacun ou suivant tout autre principe qu'ils jugeront opportun.

» L'effet très appréciable de ce régime sera que, d'une part, les frais de douane, en tant qu'ils n'aient pas été déjà éliminés par la distribution du marché par le Cartel, se répartiront sur une très grande production, ce qui permettrait de grever d'une manière très modeste les marchandises exportées, et que, d'autre part, on ne sera nullement forcé de renoncer à la clause de la nation la plus favorisée, parce que les États n'auront rien à faire dans toutes ces opérations qui resteront des affaires internes des industries coalisées ».

Le système de M. Duchemin est fondé sur des bases assez différentes :

« Nous avons l'impression, écrit M. Duchemin, que le jeu des Ententes pourrait conduire à un désarmement tarifaire progressif. Il ne s'agit pas, dans notre esprit, de supprimer purement et simplement les droits de douane là où il y a des Ententes. L'expérience a prouvé, en effet, que la suppression des barrières douanières risque de provoquer la destruction des Cartels par suite du chantage des producteurs qui n'en sont pas participants. Il est cependant possible d'arriver, en fait, au désarmement douanier, si l'on retient l'idée d'accords d'États venant compléter les Ententes industrielles et prévoyant le remboursement, total ou partiel, des droits de douane pour toutes les marchandises importées avec un certificat d'origine délivré par le Comité de gestion des Cartels et des Ententes.

» De cette façon, les produits, importés d'un pays dans un autre, à concurrence des contingents fixés par les accords industriels, seraient pratiquement exempts des droits de douane, et un premier pas vers l'Union douanière européenne serait franchi ».

Ces idées ont reçu l'approbation des Pouvoirs publics. Le Gouvernement français, en effet, vers la même époque, et en des termes à peu près identiques à ceux de M. Duchemin, préconisait dans son Plan constructif remis à Genève par M. François-Poncet : « de rembourser le montant des droits à tous les produits qui seraient présentés en douane

accompagnés d'un certificat d'origine délivré par les Cartels ». Ainsi les membres des Ententes verraient-ils d'importantes primes compenser et récompenser leur acceptation volontaire d'une discipline commune. Ainsi les Ententes recevraient-elles une extension facile. Ainsi enfin pourrait être entreprise avec le minimum de préjudices et de sacrifices une politique progressive de pacification douanière (1).

De ce système, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne manque pas d'ingéniosité, nous avons relevé les applications suivantes :

L'une, assez générale, concerne les membres du Comité franco-allemand. Mais ce Comité ayant subi de nombreuses vicissitudes, nous n'avons pu obtenir la certitude que le remboursement des droits pratiqué entre ses membres fût encore en vigueur.

L'autre exemple est particulier à l'industrie de la porcelaine. Une entente est intervenue en 1931 entre fabricants de porcelaine français, allemands et tchécoslovaques, dans le dessein d'enrayer la chute excessive des cours. A cette fin, un barème de prix minima a été établi, que les industriels étrangers s'engagent à respecter pour leurs importations en France : ils bénéficient en échange d'une réduction des tarifs douaniers.

Tout récemment, enfin, des accords privés ont été conclus entre les industries française et belge de la laine et de la soie, en vue d'un abaissement concerté des droits protecteurs (2).

(1) M. de Lavergne, secrétaire général de la C. G. P. F., a exposé la même thèse dans son rapport à la Confédération générale de la Production française (1932) :

« Si les Ententes industrielles internationales ne permettent pas de supprimer les droits de douane, car cette suppression favoriserait les dissidents aux accords, et il y en a toujours, elles pourraient permettre, par des mesures de remboursement partiel ou de *drawback*, d'assurer cependant un certain désarmement tarifaire, premier pas vers l'élargissement des marchés ».

(2) Voir, pour la laine, *Journée industrielle*, n° des 21-22 octobre 1934, et pour la soie, *ibid.*, n° du 3 novembre 1934, et *Petit Parisien*, n° du 1^{er} novembre 1934.



A la thèse plus haut exposée, qui tendait à représenter les Ententes de producteurs comme une forme internationale du nationalisme universel, se sont donc opposées des opinions absolument contraires, s'appuyant également sur des faits indéniables.

De ces divergences, l'évolution des relations commerciales plus encore que celle des idées a fait surgir une tendance nouvelle, plus ou moins compréhensive, plus ou moins synthétique des deux précédentes. Son analyse offre le grand intérêt de faire pénétrer au centre même des idées émises en France par les Pouvoirs publics eux-mêmes, et plus particulièrement par les importants groupements de producteurs, en vue d'organiser, par l'initiative privée, le commerce international.

SECTION III

La phase synthétique.

Les Ententes, facteur d'ordre international.

C'est en 1930 et dans un document officiel, le *Plan constructif*, qu'on trouve pour la première fois exprimée l'idée que les Ententes, au lieu d'agir plus ou moins directement et plus ou moins heureusement sur la politique commerciale des différents États, ne tendraient à rien moins qu'à substituer leur action à celle des droits de douane. Au lieu de les *maintenir*, comme le soutenait M. Mac Greggor, ou de les *abaisser*, comme le prétendait M. Grossmann, elles les *remplaceraient*.

Depuis le *Plan constructif*, l'évolution des idées a continué, entraînée par celle des faits, et en particulier par la politique des contingentements. Ainsi a succédé au point de vue négatif et défensif du *Plan constructif*, un point de vue plus nettement positif et plus largement constructif.

I

On peut dire d'une manière générale que les droits de douane exercent deux sortes d'effets :

— soit *protecteurs*, quand ils visent à limiter la quantité de marchandises introduites dans un pays ;

— soit *compensateurs*, quand ils ont seulement pour but d'élever le prix des marchandises importées au niveau des prix intérieurs.

A ces deux sortes de droits correspondent deux sortes de cartels : les uns, cartels de zone, ont pour but de partager les débouchés entre leurs membres et de réserver à chacun d'eux son propre marché national. Les autres, cartels de prix, ont essentiellement pour but de régulariser et d'égaliser les prix des différents marchés.

De ce fait, les uns et les autres, répondant aux deux mêmes buts que les tarifs douaniers, ont pu être considérés logiquement comme pouvant et devant y suppléer.

Dès avant le document officiel du *Plan constructif*, qui constitue, à cet égard, « la Charte des Ententes », pour ainsi dire, des idées s'étaient fait jour sur ce sujet. C'est ainsi, entre autres, que M. Le Trocquer, président du Comité français pour l'Union douanière européenne, avait considéré les Ententes industrielles internationales comme pouvant le mieux aider, par une sage répartition des débouchés, à l'abaissement des tarifs douaniers et, partant, à la réalisation de l'Union douanière européenne (1).

Le *Plan constructif* eut le mérite de donner à ces idées encore éparses la précision et l'autorité nécessaires. On y lit :

« Jusqu'à présent, lorsqu'ils négociaient ou concluaient une Entente, les producteurs, dans leurs calculs, considéraient toujours les droits de douane comme une des données du problème à laquelle il n'y avait rien à changer.

(1) Le Trocquer, Conférence au Comité national d'Études sociales et politiques, 27 janvier 1930.

» Les accords étaient établis, en quelque sorte, en fonction des droits de douane; ils pouvaient les stabiliser; il ne semblait pas qu'ils dussent exercer une influence profonde sur la politique tarifaire des États participants.

» Aujourd'hui, le Gouvernement français considère que si les Ententes se multipliaient et s'étendaient, elles pourraient avoir une répercussion directe sur les tarifs de douane et en modifier l'aspect.

» En effet, dans tous les cas où l'Entente est suffisamment puissante, elle règle à la fois la question des contingents et la question des prix. Elle réserve aux producteurs de chaque pays adhérent leur marché national, et, dans des réunions périodiques, elle fixe les contingents venus de l'extérieur, qui y seront admis à des prix débattus et acceptés.

» Dès lors, le droit de douane qui frappe à l'entrée ce produit cartellisé n'a plus l'importance qu'il avait sous le régime de la libre concurrence. S'il se justifie pour les quantités qui n'ont pas fait l'objet d'un contingent, il *perd sa raison d'être, en tant que droit protecteur*, pour les qualités contingentées; il devient, pour cette catégorie de produits, inutile, car *la protection de l'industrie nationale est déjà assurée*. Il est donc possible d'envisager un abaissement partiel des barrières douanières entre les différents pays sans heurter, en aucune manière, les intérêts des producteurs ou ceux des consommateurs, et sans troubler, en quoi que ce soit, l'économie de chaque pays ».

Ainsi nettement formulées, ces idées ont été par la suite très souvent reprises.

Elles le furent d'autant plus que, depuis lors, la politique du contingentement s'est généralisée, en France d'abord, à l'étranger ensuite. Au lieu donc de demander un relèvement des tarifs douaniers, les producteurs ont eu de plus en plus tendance, soit à réclamer des Pouvoirs publics un contingent plus strict, soit à obtenir dans la constitution d'ententes ou d'accords privés une part plus grande pour leurs propres exportations dans la répartition des débouchés. En somme,

tant dans la politique des États que dans celle des Ententes, le système du contingentement prévaut de plus en plus.

C'est d'ailleurs plus qu'une coïncidence que les auteurs du *Plan constructif* soient ceux-là mêmes qui officiellement instituèrent, en matière agricole, les premiers contingents. C'en est une autre, non moins singulière, que l'un des plus ardents promoteurs des Ententes internationales ait pu être appelé « le père des contingents industriels » (1). Ainsi, en accord avec les idées du *Plan constructif*, M. Duchemin pouvait-il écrire :

« Le droit de douane, qui a pour but essentiel de protéger la production nationale, perd beaucoup de son intérêt lorsque l'Entente ou le Cartel assure à cette production la possession totale ou partielle de son marché » (2).

De même que les Cartels de zone remplaceraient les droits de douane dans leurs effets protecteurs, de même les *Cartels de prix* se substitueraient à leurs effets **compensateurs**.

C'est ce que montre précisément M. de Lavergne dans son rapport au Congrès des industries et commerces d'exportation (3). On y lit en effet :

« Dans certains cas, des industries se sont entendues pour fixer les conditions auxquelles leurs produits peuvent être offerts sur certains marchés. (C'est ce que l'on appelle généralement des Cartels [de prix].) *Il est bien évident que, dans cette hypothèse, les droits de douane n'ont plus à jouer un rôle protecteur.* (Nous avons marqué qu'il s'agissait ici bien plutôt d'un rôle *compensateur*.)

» Leur maintien peut cependant se justifier aux yeux des gouvernements importateurs, car si les prix de revient, dans certains pays, sont particulièrement avantageux, l'absence de

(1) Discussion à la suite de la Conférence de M. Truchy sur la politique commerciale de la France, *Bulletin quotidien*, février 1934. M. Duchemin a précisé là, comme ailleurs, qu'il n'approuvait pas la forme actuelle des contingents, et qu'ils ne devaient être à ses yeux qu'une mesure toute provisoire.

(2) *Annuaire de la Confédération générale de la Production française*, 1932, p. 4.

(3) *Compte rendu*, p. 44, édité par la Société d'expansion économique, 1932.

tout droit équivaldrait à laisser aux entreprises de ces pays un bénéfice exceptionnel qui serait en réalité prélevé sur les consommateurs des pays d'importation, forcés de payer le prix moyen plus élevé. Les gouvernements pourront désirer, pour des raisons d'ordre fiscal, participer à ce bénéfice exceptionnel. Néanmoins, l'entente sur les prix de vente, qui écarte les procédés de dumping plus ou moins déguisés, permet, sinon de supprimer totalement les droits de douane, au moins de les modérer d'une façon appréciable ».

Mais ici, une question s'impose. A supposer que les Cartels, de zone ou de prix, arrivent à substituer leur action à l'effet protecteur ou compensateur des tarifs douaniers, il reste à savoir dans quelle mesure le nationalisme économique se trouverait, de ce fait, atténué? Dans quelle mesure, en d'autres termes, la politique des Ententes serait-elle plus favorable au développement des échanges internationaux que la politique actuelle des États?

La réponse à cette question révèle assez bien la synthèse qu'a opérée cette nouvelle tendance entre les deux doctrines contraires du protectionnisme et de l'internationalisme.

On ne peut pas nier que les Ententes internationales, telles que les citations précédentes nous les montrent, servent avant tout, en dépit de leur nom, l'économie nationale. Le fait qu'elles puissent remplacer les tarifs douaniers dans la défense de la production nationale n'entraîne pas forcément qu'elles aient pour résultat et même seulement pour dessein d'atténuer le nationalisme économique en vigueur aujourd'hui. On serait même tenté de soutenir qu'elles le consolident.

Le moyen diffère, le but reste le même: il s'agit, dans l'un et l'autre cas, de protéger l'économie nationale contre la concurrence étrangère.

Faut-il en conclure que la substitution espérée et souhaitée des Ententes aux tarifs douaniers ne comporterait aucun avantage d'ordre international? Assurément non. Cette substitution, à supposer qu'elle fût réalisée, serait très favorable au commerce extérieur, dans la mesure où elle ferait succéder à

l'état actuel de guerre commerciale un état de paix relative. Mieux vaut la paix armée que la guerre ouverte. Rien n'est plus funeste aux échanges extérieurs que ces mesures de rétorsion et de représailles incessantes, et tout, même la fixité des contingents, semble encore préférable à l'insécurité violente sous laquelle nous vivons.

A cet avantage d'ordre général qui concerne les producteurs, s'en ajouterait un autre pour les consommateurs. L'abaissement des droits de douane que permettrait, selon leurs partisans, la conclusion d'ententes internationales, devrait logiquement avoir pour résultat un égal abaissement des prix (1), à la double condition que les producteurs y consentissent et que les États ne maintinssent pas, pour des raisons purement fiscales, les droits de douane devenus inutiles pour l'économie nationale (2).

Compte tenu de ces diverses réserves, les Ententes internationales, en se substituant aux droits de douane, pourraient remédier à l'état actuel de guerre commerciale, tout en conservant à l'économie nationale une certaine protection.

II

Plus constructive et plus générale pourrait devenir leur action, si les espoirs, émis depuis quelques années à leur sujet, devaient se réaliser.

Nous ne croyons pas trahir la pensée des dirigeants de la Confédération générale de la production française, de qui émanent ces espoirs, en la résumant dans cette formule : l'ordre dans la production d'abord, pour mettre ensuite l'ordre dans les échanges.

Pour eux, c'est l'anarchie de la production, ce sont les excès de la libre concurrence, dans un monde à la fois suréquipé par les progrès de la technique et appauvri par les ruines de la guerre, qui ont provoqué la crise du commerce

(1) Dans le cas surtout d'ententes de répartition.

(2) Cf. *supra*, les réserves de M. de Lavergne, p. 33.

international et les mesures de protection qui l'ont encore aggravée (1). Tout ce qui mettra un terme au déséquilibre économique atténuera dans la même mesure le protectionnisme qu'il a causé. C'est ainsi que M. Duchemin écrit :

« Les tarifs douaniers sont des boucliers protecteurs contre la forme souvent anarchique de la concurrence; on ne peut donc songer à les modifier que pour les produits pour lesquels cette concurrence n'est pas anormale ».

Et seules les ententes de producteurs paraissent susceptibles, par l'organisation de la production à laquelle elles conduisent, de remédier aux abus de cette concurrence anarchique et ruineuse.

M. de Lavergne disait de même au Congrès des industries et commerces d'exportation (2) :

« La course aux armements douaniers ne paraît pouvoir être arrêtée que par une organisation des industries qui garantirait à chaque pays une part raisonnable de la production mondiale et éviterait la surproduction, cause à la fois de guerres douanières et de crises économiques ».

Il aboutit ainsi à cette formule :

« Le désarmement tarifaire ne sera possible qu'après une harmonisation complète de la production ».

(1) Cette pensée, M. Duchemin la développait en ces termes dans son rapport au Congrès de la Chambre de commerce internationale, Vienne, 1933 (Nous devons à l'amabilité de la C. G. P. F. de pouvoir citer ces extraits inédits) : « En attendant, il est nécessaire de mettre un frein aux productions anarchiques qui, développées par des crédits inconsidérés, écrasent aujourd'hui les marchés et faussent le jeu normal de la vieille politique libérale.

» On ne saurait nier que l'exagération de la protection douanière et la restriction des échanges internationaux proviennent en partie du déséquilibre entre la production et la consommation et du désir des producteurs de tous les pays de vendre à n'importe quel prix, sur les marchés où l'on paie encore, plutôt que d'arrêter leurs exploitations et de mettre leurs ouvriers en chômage.

» Ces ventes faites sans souci du prix de revient achèvent de déséquilibrer les échanges déjà faussés par l'instabilité des monnaies ou le contrôle des devises.

» Comment s'étonner, dans ces conditions, que toutes les nations aient dû adopter des mesures restrictives pour protéger leurs économies nationales? ».

(2) Congrès des industries et commerces d'exportation, décembre 1932. Paris, Association nationale d'expansion économique, 1932, p. 43.

En un mot, l'ordre dans la production par les Ententes industrielles internationales apparaît comme la condition de la restauration des échanges mondiaux.

Sans vouloir encore prendre parti en ces matières, nous voulons pourtant citer un fait assez éloquent à l'appui de ces idées. Lors des vicissitudes récentes du Cartel de l'acier, l'une des plus importantes Ententes internationales, le *Journal de la Bourse de Berlin* annonça que « si, contre toute attente, les pourparlers (ayant trait à la continuation du Cartel) échouaient, le Gouvernement allemand prendrait de sa propre initiative des mesures susceptibles de protéger le marché intérieur allemand contre la concurrence étrangère. On envisagerait, dans ce cas, notamment le contingentement des importations étrangères ». Et l'on sait ce qu'il faut entendre par de telles mesures.

C'est là, semble-t-il, un exemple typique de ce que peut l'organisation *privée* de la production internationale pour éviter des mesures publiques de guerre commerciale.

Ordre dans la production d'abord, organisation dans les échanges ensuite : cette thèse, qui est celle des partisans de l'Économie organisée, s'oppose diamétralement à celle des fidèles partisans du libéralisme économique.

De ces derniers, la pensée pourrait, croyons-nous, être ainsi résumée : « Abaisser les droits de douane d'abord et rétablir la concurrence de toutes parts entravée. Ainsi seront à nouveau ouverts à la production des débouchés fermés aujourd'hui. Ainsi sera provoqué un abaissement des prix qui suscitera un nouvel essor de la consommation ».

C'est ce que M. Rueff soutenait en 1932, sous la présidence de M. le Professeur Rist (1), lorsqu'il souhaitait que les États consentissent au moins d'abaisser de 10/0 chaque année les droits protecteurs. C'est ce que M. le Professeur

(1) Conférence sur la Balance du commerce, donnée à la Sorbonne et reproduite en partie dans la *Revue d'économie politique*, mars-avril 1933.

Truchy soutenait cette année même dans une conférence déjà citée à la Société d'études et d'informations économiques. Après avoir décrit la solution idéale de l'économie libérale, M. Truchy exposait une seconde solution, moins libérale, mais plus proche peut-être des possibilités actuelles :

« Il y a, à l'heure actuelle, un contraste choquant et désastreux entre les possibilités de production de l'industrie moderne, possibilités presque indéfinies, et l'étroitesse des marchés sur lesquels ces industries si puissantes peuvent écouler leur production. La puissance technique de l'industrie moderne va en augmentant sans cesse. Eh bien, cette industrie si puissante se trouve maintenant en face de marchés qui sont strictement compartimentés, de marchés beaucoup trop étroits pour elle, et je crois que ce contraste entre la puissance productive d'une part, et les marchés compartimentés et à cloison étanche d'autre part, c'est le principe fondamental du trouble dans lequel le monde se trouve jeté.

» Je me demande alors si nous n'allons pas, poussés par la force des choses, à un système tout à fait différent du système d'avant la guerre, à un système dans lequel les nations se grouperaient à deux ou à plusieurs, cela dépendrait de leur importance, pour former des groupes territoriaux à l'intérieur desquels il y aurait une trêve douanière; je ne dis pas une trêve douanière complète, ce serait l'Union douanière intégrale, et je ne crois pas que les temps soient mûrs pour l'Union douanière intégrale, mais je dis au moins une trêve partielle, une trêve partielle caractérisée par un abaissement substantiel des droits de douane et des formalités douanières à l'intérieur du groupe territorial ainsi formé » (1).

De cette solution, M. Truchy trouvait des indices dans le rapprochement de la Grande-Bretagne et de ses Dominions, dans l'accord d'Ouchy, et dans les tentatives de regroupement des nouveaux États de l'Europe centrale.

(1) Supplément au *Bulletin quotidien*, février 1934.

Ainsi se marquent bien les divergences entre l'Économie organisée (1) et l'Économie libérale, comme aussi leurs points communs.

D'un côté comme de l'autre, même constatation du déséquilibre de la production; mêmes efforts en vue d'une Économie internationale.

Mais, pour les uns, c'est l'organisation de la production, c'est-à-dire sa limitation, qui restaurera l'ordre dans les échanges; pour les autres, c'est l'abaissement des barrières douanières qui remettra l'ordre dans la production, sans la restreindre, en lui ouvrant de nouveaux marchés.

A quel remède faut-il donner la primauté, au moins dans le temps : à l'ordre dans la production, ou à l'ordre dans les échanges? et quel vaut-il mieux chercher : la restriction de la production ou l'élargissement des débouchés?

Tels sont, croyons-nous, les deux points où gît très exactement le débat entre les partisans de l'Économie organisée et ceux de l'Économie libérale.

L'étude de la manière dont les promoteurs des Cartels internationaux entendent organiser la production, tant industrielle qu'agricole, nous permettra de préciser davantage encore leur position en matière de commerce extérieur.

(1) Ou l'Économie dirigée privée.

CHAPITRE II

LES ENTENTES ET LA SURPRODUCTION

Pour remédier à la surproduction internationale, comme pour remédier au nationalisme économique, la position des partisans des Ententes de producteurs est absolument identique.

Ils poursuivent dans les deux cas les mêmes fins que les libéraux : l'abaissement des barrières douanières d'une part, et la spécialisation internationale de la production d'autre part.

Mais dans les deux cas aussi, les partisans des Ententes s'opposent aux libéraux dans le choix des moyens à prendre pour atteindre ce double but.

En matière d'échanges, ils constatent l'impuissance des moyens classiques préconisés par les libéraux (conversations diplomatiques, traités commerciaux) pour remédier au nationalisme, et préconisent à la place d'une action directe sur les droits de douane par les Pouvoirs publics — action aujourd'hui empêchée — l'influence indirecte des Ententes.

En matière de production, ils constatent de même l'impuissance de la libre concurrence à rétablir l'équilibre rompu, et préconisent à la place de l'action *directe* des lois économiques, l'influence *indirecte* des Ententes.

Ainsi, pour la production comme pour les échanges, il s'agit moins pour les partisans des Ententes de s'opposer au libéralisme que de suppléer à son impuissance.

Pour remédier à la surproduction générale, ou plutôt

généralisée (1), seconde raison de la crise actuelle du commerce mondial, seules les Ententes internationales, au dire de leurs auteurs, offriraient les moyens nécessaires, car seules elles pourraient, tout à la fois, offrir un programme théorique visant les causes premières de la surproduction, et fournir les moyens pratiques réellement efficaces pour en prévenir les effets immédiats.

SECTION I

Le programme théorique des Ententes.

Les causes de la surproduction semblent tenir à une même origine : les anomalies actuelles de la libre concurrence ; et ces anomalies peuvent être résumées en cette formule : *Entre les États, la concurrence s'est exaspérée, tandis qu'on l'entravait entre les entreprises.*

Entre les États, elle s'est exaspérée à la suite des progrès techniques qui ont de plus en plus permis à tous les pays de s'équiper industriellement et de suppléer à leurs déficiences naturelles, dans le dessein de se suffire jalousement à eux-mêmes plutôt que de se spécialiser pacifiquement entre eux.

Entre les entreprises, par contre, elle se trouve entravée. Ces mêmes progrès techniques ont rendu en effet les entreprises si importantes que leur sort, pour des raisons sociales ou politiques, n'a pu laisser indifférente la puissance publique. Ainsi a-t-on vu dans tous les pays les États venir en aide à des entreprises défailtantes. Par là même ont été empêchées de jouer les lois cruelles, mais tutélaires d'après les libéraux, de la faillite, de l'élimination des faibles, de la sélection naturelle, en un mot de la libre concurrence (2).

(1) Cf. Lescure, *Les crises générales et périodiques de surproduction*, 4^e éd., 1932, Domat-Montchrestien, éd., Paris.

(2) Nous nous plaçons ici sur un plan purement économique, — sans méconnaître qu'il existe des données sociales et morales qui, dans l'ordre humain, lui sont supérieures. Mais nous n'avons pas ici à faire œuvre de moraliste, mais seulement d'économiste.

A l'une et l'autre de ces anomalies les Ententes internationales sont représentées comme pouvant également remédier.

Entre les États, d'abord, elles pourraient, selon leurs partisans, conduire à une certaine spécialisation ou tout au moins empêcher le suréquipement généralisé des divers pays, beaucoup plus sûrement que les lâches contraintes du libéralisme économique.

C'est ainsi que M. Grossmann écrivait, dès 1927, dans son rapport déjà cité :

« Les ententes seront surtout capables de réaliser une *organisation rationnelle de la production elle-même*. La division du travail sur le plan international, dont les bienfaits sont vantés depuis si longtemps par la théorie libre-échangiste, mais qui ne peuvent être obtenus par des négociations diplomatiques, prendra enfin corps grâce à la coopération des producteurs. Les Cartels internationaux pourront réaliser, en effet, une organisation du travail qui est impossible dans l'état actuel des choses. Ils pourront décréter que telle usine, qui, par sa situation géographique ou son outillage insuffisant, n'est pas capable d'une production à bon marché, sera fermée, naturellement contre une indemnité équitable à allouer au propriétaire. Ils pourront ainsi réaliser un immense perfectionnement technique, sans qu'il soit nécessaire de remplacer les exploitations moyennes ou petites par des entreprises gigantesques, simplement en attribuant à chaque usine la fabrication de spécialités déterminées. C'est là cette organisation en grand du travail qu'a réalisée Henry Ford et qui est connue depuis longtemps dans l'horlogerie suisse... *Ce serait la solution du problème de la fabrication en masse et en séries*, tout en maintenant l'existence d'un grand nombre de patrons indépendants et *sans qu'il soit nécessaire de pousser à l'extrême la concentration des capitaux* ».

Quelques années plus tard, M. Marlio reprenait ces idées en termes seulement plus modérés (1). Après avoir montré

(1) *Revue de Paris, Les Ententes industrielles*, 15 février 1930.

que les Ententes industrielles ne sont en somme que le « degré supérieur de la rationalisation », après avoir marqué que les Ententes internationales constituaient plus encore que les Ententes nationales « un élément de stabilité, un moyen de réaliser *une certaine harmonie entre la capacité de production et de consommation* » et n'avoir pas craint de parler à cet égard d'une « discipline économique nouvelle », M. Marlio conclut, dans des termes voisins à ceux de M. Grossmann, que les Ententes internationales « réalisent en somme, *sinon la division du travail entre pays*, telle que la rêvaient les libre échangistes, *du moins une coordination de la production*, une coopération dans la mise des produits à la disposition du public, qui présentent des avantages du même ordre, sans prêter aux mêmes objections ».

Ces citations suffisent à montrer comment, dans l'esprit de leurs promoteurs, les Ententes internationales tendraient à éviter, par la coordination qu'elles mettraient entre les différentes productions nationales, le suréquipement technique de chacun des États, avec les excès de production et les abus de la concurrence internationale qui en sont les conséquences.

Dans un ordre plus général encore, les Ententes internationales sont représentées comme pouvant conduire à une certaine harmonie internationale *entre l'industrie et l'agriculture*. C'est ainsi que la Conférence de mars 1930, en vue d'une action économique concertée, a émis l'opinion que « l'établissement de *relations commerciales directes entre les coopératives de production des pays agricoles et les coopératives de consommation des pays industriels*, ainsi que toutes les autres associations compétentes, pourrait contribuer au développement du commerce entre ces deux catégories de pays » ; aussi a-t-elle souhaité que « la Société des Nations favorise, en vue d'atteindre ce but, les ententes nécessaires avec les organes compétents qui s'occupent déjà de la question ».

Ce vœu a d'ailleurs abouti à la création, en septembre 1930, à Genève, d'un *Comité international de relations inter-*

coopératives, dû aux initiatives de la Commission internationale d'agriculture et de l'Alliance coopérative internationale, et dont le but est de « promouvoir le développement des relations morales et économiques entre les coopératives agricoles et les coopératives de consommation ».

Dans l'agriculture même, les Ententes internationales sont représentées comme pouvant remédier également à la surproduction actuelle. Le rapport consacré, en 1931, par le Comité économique de la Société des Nations à la crise agricole s'exprime en ces termes :

« Il y aurait intérêt pour tous à remplacer par une collaboration raisonnée et par des Ententes internationales la concurrence sans merci qui met aux prises les différents pays dans une lutte acharnée et stérile pour la recherche et la conquête de débouchés... La coopération agricole doit se rendre compte qu'une *certaine réglementation dans la concurrence agricole internationale* pourrait réaliser des conditions de prix plus avantageuses ».

Le problème des relations intercoopératives ne doit pas être limité aux relations entre coopératives de producteurs agricoles et coopératives de consommation. « Il s'agit aussi *des relations entre les coopératives de producteurs agricoles d'un pays avec les coopératives de même caractère dans un autre pays*. Quand, par exemple, un pays déterminé a besoin de pommes de terre de semence d'origine étrangère, il y aurait grand avantage à créer des liens directs entre les agriculteurs du pays qui a besoin de cet article. Les bénéfices qui résulteraient d'une telle coopération internationale pourraient être réalisés pour toutes les autres semences du commerce international, ainsi que pour le bétail de reproduction, pour les céréales qui servent à l'alimentation du bétail, etc... ».

« En fait, la crise a fait surgir diverses organisations internationales, telles que le Bureau international du houblon, et incité les membres de celles qui existaient déjà, comme l'Office international du vin, à envisager (Rome, 1932) des

mesures comme la limitation en commun des plantations et des importations, etc., etc... » (1).

Enfin, l'industrie sucrière a donné lieu à des accords, dont le plus célèbre est le plan Chadbourne.

« Quoique le plan Chadbourne, dit le même rapport, n'ait pas produit les résultats que l'on pouvait en attendre, on ne saurait oublier que Cuba, Java, Allemagne, Pologne, Belgique, Hongrie ont adhéré au principe d'une entente tendant à la limitation des plantations et au contingentement des exportations.

» Peut-être, l'entente intervenue a-t-elle montré utilement la voie, même aux pays non signataires, comme l'Angleterre, la France, la Hollande, l'Italie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, qui, d'une campagne à l'autre (1930-1931), ont restreint dans de fortes proportions leur production betteravière...

» ...Ainsi se réalisent, sous la pression des inéluctables nécessités de conciliation, des ententes agricoles de forme moins rigide que celles auxquelles l'industrie est habituée, mais dont l'efficacité n'est pas douteuse si, consenties bénévolement, elles n'ont d'autre objet que d'apporter *des atténuations successives et mûrement réfléchies au régime anarchique dans lequel la production agricole a trop longtemps vécu* ».

Ainsi les Ententes, limitant la production anarchique des pays agricoles comme celle des pays industriels et facilitant leurs relations réciproques, conduiraient les uns et les autres à une certaine spécialisation internationale que rendent aujourd'hui impossible leur concurrence forcénée.



Si les Ententes internationales, de l'avis de leurs partisans, pourraient limiter entre les États une concurrence excessive, elles rétabliraient par contre, ~~entre les entreprises~~, sinon une

(1) Rapport de M. S. de Lestapie, directeur général de la Société des agriculteurs de France, au Congrès des industries et commerces d'exportation, 1932.

concurrence libre, — ce qui ne peut être envisagé, — du moins une sélection volontaire.

Les principaux leaders des Ententes internationales ont souvent exprimé cette idée. Ainsi M. Duchemin écrit :

« Comme nous l'avons montré ailleurs, la *loi d'airain de la disparition des faibles ne joue que partiellement dans la crise actuelle*, et il est indispensable que les producteurs développent les ententes susceptibles de contingenter les productions et de les régler en fonction des besoins à satisfaire. La réalisation de ces accords peut être favorisée par une politique de crédits, si les banques mettent à leurs prêts comme condition préalable des Ententes sur le plan industriel ».

M. Marlio, de son côté, s'est attaché à préciser les causes pour lesquelles cette libre concurrence entre les entreprises ne peut plus jouer. Il se réfère à l'autorité de M. Colson, d'accord d'ailleurs avec tous les libéraux, pour montrer, par l'exemple des entreprises de chemins de fer ou de grands travaux publics, que « la concentration ne doit pas jouer » entre les entreprises où « les dépenses et les investissements de capitaux sont tels que *dans le prix de revient* des objets produits ou des services rendus *la charge des capitaux représente une part très importante du prix de revient total* ».

« *Est-ce que, se demande M. Marlio, la concentration, la mécanisation n'ont pas singulièrement développé le domaine de ces entreprises, qui, logiquement et forcément, échappent à la loi pure et simple de la concurrence?* » (1).

En période de crise, la concurrence est également empêchée entre les entreprises « dans lesquelles les charges du capital d'établissement représentent une fraction importante du prix de revient ». La concurrence alors « ne joue plus », pour deux sortes de raisons : politique d'abord, l'importance des entreprises conduisant les États à les soutenir de

(1) Et M. Marlio cite comme exemples « les grandes entreprises : mines, aciéries, produits chimiques, grandes compagnies de navigation, électricité. Dans toutes ces affaires les capitaux investis sont considérables par rapport au prix de revient unitaire des produits finis ».

leur aide ; économique ensuite, « parce que l'affaire qui a le prix de revient le moins bon va se mettre en liquidation, elle va faire un concordat avec ses obligataires, elle va réduire son capital à rien, et, amputée de la charge de tous les capitaux de premier établissement, elle va devenir celle qui aura le meilleur prix de revient ».

Les entreprises similaires vont alors procéder à des opérations semblables et « elles se retrouveront après toutes dans la même situation, sans obligataires, sans capital à rémunérer, mais avec les mêmes usines et les mêmes moyens de production. La concurrence n'a pas joué, parce que dans le prix de revient la partie afférente à la rémunération des capitaux est trop forte pour qu'on puisse éliminer le concurrent qui a le plus mauvais prix de revient ».

Si, donc, l'on veut éviter une Économie entièrement dirigée par l'État, les progrès techniques obligent les producteurs à trouver « un nouveau régulateur de l'activité économique à la place de celui qui a disparu » (1). Et ce nouveau régulateur ne pourrait être trouvé que dans la discipline des Ententes de producteurs.

Ainsi, tant pour établir entre les États une division salubre des tâches, que pour rétablir entre les entreprises les effets bienfaisants d'une concurrence devenue impossible, les Cartels sont préconisés comme le seul remède efficace aux deux causes profondes de la surproduction généralisée.

SECTION II

Les moyens pratiques.

Les moyens à employer par les Ententes pour arriver à cette restriction souhaitée de la production consistent essentiellement dans

- A) le contingentement des échanges,
- B) l'organisation de la production.

(1) Marlio, *Conférence à l'École de la paix*, 21 janvier 1931, p. 6, entendant par le régulateur disparu la loi de la libre concurrence.

A. — Le contingentement des échanges.

Le contingentement a toujours été un des procédés d'action essentiels des Ententes. Elles en avaient usé bien avant la crise.

Les experts des Ententes, dans leur Rapport à la Société des Nations en 1934, montrent avec soin comment par le contingentement les Ententes peuvent réaliser l'équilibre entre la production et la consommation.

Les Ententes, en effet, et tout particulièrement les Ententes internationales, disposent de puissants moyens d'information qui permettent de se rendre compte des tendances économiques, des variations de la production et de celles de la demande.

Aussi peuvent-elles régulariser les marchés en pratiquant « un contingentement rationnel de la production » :

« Le contingentement rationnel de la production ne doit pas être confondu avec la restriction artificielle de la production, n'ayant pour objet que d'obtenir de meilleurs prix, politique qui a quelquefois été reprochée aux Cartels. On sait que pareil procédé a été quelquefois appliqué par accord international afin de valoriser certaines marchandises (caoutchouc). Mais le résultat obtenu par cette politique de malthusianisme économique n'a généralement pas été conforme aux espérances de leurs promoteurs. L'élévation des prix a amené la naissance ou le développement des « outsiders », l'augmentation de la concurrence et l'effondrement des prix » (1).

Lorsque l'État français prit des mesures de contingentement pour protéger l'agriculture, la réaction des milieux de la Confédération générale de la Production française fut très nette. Ils préconisèrent la généralisation du procédé à l'industrie, comme nous le verrons plus loin, mais ils s'efforcèrent de montrer les défauts des contingentements par intervention de l'État et la possibilité de les corriger précisément par les Ententes internationales.

(1) Duchemin, *ibid.*

Ici encore se retrouve le libéralisme, dans sa forme anti-étatique, des partisans de l'Économie concertée.

En 1932, dans son Rapport à la Confédération générale de la Production française, après avoir montré la nécessité intérieure et nationale de la politique des contingents, M. Duchemin exposait en ces termes les espoirs que cette politique permettrait dans le cadre international :

« Bien plus, on pourrait trouver dans le régime des contingents un moyen de tendre à l'Union douanière européenne, par le développement des Ententes industrielles.

» L'idée des Ententes et des Cartels fait son chemin dans le monde et de nombreux producteurs se rendent compte qu'il est de leur intérêt de *contingenter eux-mêmes et volontairement la production, plutôt que de laisser ce soin aux gouvernements par la restriction des importations* ».

Dans son rapport de 1933, M. Duchemin précisa bien qu'il ne s'agissait pas de supprimer d'un coup les droits de douane, mais « de préparer les voies à de larges unions douanières ».

Ici donc, il ne s'agit plus pour les Ententes d'aider les États dans leur politique commerciale, mais de se substituer à eux pour les règlements internationaux des contingentements.

On ne craint pas d'espérer, en effet, *que le contingentement par les Ententes* pourra mieux que le contingentement par les États *conduire à restaurer les échanges internationaux*.

Autant, dit-on, les restrictions par les États conduisent à un nationalisme économique, autant les restrictions par les Ententes s'inspirent de préoccupations internationales.

On ne saurait trop insister, a précisé M. Eblé, aux Semaines sociales de Lille en 1932, sur cette dernière distinction.

« La politique des Ententes semble, à première vue, rentrer dans la politique générale qui, renonçant à endiguer l'invasion des produits étrangers par une dangereuse ascension des droits de douane, limite la quantité dont l'entrée est permise : procédé de défense qui ne saurait constituer qu'un

régime provisoire, de l'aveu même de ses auteurs *Le contingentement qu'elles pratiquent a pour but au contraire de faciliter les échanges et de réduire les barrières douanières.* Actuellement, les importations étant contingentées par les Pouvoirs publics, les Ententes doivent y conformer leurs accords; mieux, concevoir des accords qui puissent être proposés au gouvernement. Mais l'évolution vers un régime normal d'échanges *doit conduire à remplacer les prescriptions gouvernementales par les conventions libres, établissant des courants réguliers* ».

Le contingentement d'État n'aurait été, dans ces conditions, qu'un moyen terme, qu'un régime provisoire. Les États s'en seraient servis pour généraliser une politique auparavant réservée aux Ententes. Il s'agirait maintenant pour celles-ci de reprendre à l'État leur bien propre, tout en profitant de l'extension qui a été ainsi donnée à leur système.

Cette opinion est également celle de M. Laffite-Laplace, dans sa thèse sur *l'Économie charbonnière de la France* (1) :

« A défaut d'accords spontanés et libres, l'ordre a été établi, là où il devait l'être, par voie d'autorité (contingentement d'État). Cet ordre s'impose aujourd'hui comme un fait, en attendant la sanction *contractuelle* qui aurait dû l'instituer et qui ne fera plus que le ratifier » (p. 735).

« Le contingentement (d'État) a imposé l'ordre où il n'y avait que désordre. Il eût sans doute été préférable que cet ordre résultât d'accords contractuels, mais l'essentiel est qu'il existe » (p. 774).

On aperçoit immédiatement les conséquences très graves de cette tendance *dans l'ordre national et politique* au sens très large du mot. En somme, il ne s'agirait de rien moins que de faire passer, des États aux Ententes, des Pouvoirs publics aux particuliers concertés, la direction de la politique commerciale.

Par ailleurs, *dans l'ordre économique*, cette influence

(1) Giard, éd., Paris, 1933.

prépondérante des Ententes sur le commerce international aurait à la fois pour condition et pour effet une organisation de la production, tant nationale qu'internationale.

B. — Organisation de la production.

À l'intérieur, il est évident que les Ententes internationales ne sont possibles que s'il existe déjà dans les pays des Ententes purement nationales.

Ainsi, au Congrès des industries et commerces d'exportation, M. Lambert-Ribot pouvait dire : « Si les Pouvoirs publics sont favorables aux Ententes internationales, il conviendrait qu'ils se déclarent disposés à prendre éventuellement les mesures nécessaires pour amener leurs ressortissants à s'organiser (à l'intérieur), afin d'être à même de conclure des accords internationaux » (1).

M. Lambert-Ribot s'accorde en cela à M. Mathon, et son opinion rejoint ainsi les théories corporatives exprimées par M. Lucius dans son livre sur *La faillite du capitalisme* (2), auxquelles M. Mathon a apporté l'autorité de son nom et de son approbation. On a dit qu'on se rapprocherait ainsi du régime fasciste : Opinion excessive ! La grande différence entre ces théories et l'organisation fasciste est que cette dernière est essentiellement de forme étatiste, tandis que le point de vue de M. Lambert-Ribot et de M. Mathon est avant tout anti-étatiste.

M. de Lavergne nous fait apercevoir les conséquences à l'extérieur de cette organisation à l'intérieur :

« On sera ainsi amené à prévoir une organisation de la production qui, de proche en proche, aboutira à un règlement général des échanges commerciaux et permettra de faire bénéficier ceux-ci des heureux effets que des Ententes peuvent avoir sur la politique douanière des États.

» Au régime de la lutte sans frein, appuyé par les mesures

(1) Rapport cité, p. 31.

(2) Payot, p. 43.

prises par les gouvernements, succéderait ainsi peu à peu une collaboration ordonnée des divers producteurs pour donner satisfaction aux besoins de la consommation ».

Bien que les auteurs cités n'aient jamais donné à leur pensée une forme aussi vive, et s'il est permis, pour mieux la préciser, de la forcer un peu, on serait tenté d'imaginer pratiquement « ce règlement général des échanges commerciaux » sous la forme de marchés, de contrats collectifs conclus entre cartels de vente et cartels d'achat dans l'industrie, entre coopératives de production et coopératives de consommation dans l'agriculture (1). Les Ententes (M. Lucius dirait les Corporations) monopoliseraient en somme le commerce extérieur des produits cartellisés. Encore une fois, les partisans des Ententes n'ont jamais poussé leurs idées jusque-là. Mais il semble que ce serait à des vues plus ou moins semblables qu'aboutirait la généralisation qu'ils souhaitent des Ententes de producteurs.

Sans doute, la plupart de leurs promoteurs et de leurs auteurs sont les premiers à préciser que le champ d'application des Ententes internationales reste limité et même restreint. Tel n'est pourtant pas l'avis de tous. Ainsi M. Fougère, président de la Société nationale d'expansion économique, a pu écrire :

« Quelle peut-être l'ampleur du développement des Ententes? *Limitée* ont dit les experts de Genève et les rapports de la Conférence du commerce d'importation. *Illimitée*, pensons-nous.

» Il est facile de concevoir que les Ententes internationales soient indiquées et faciles à réaliser pour des matières premières, des produits bruts ou des produits finis de grande consommation et de production fortement concentrée. *Mais rien ne s'oppose à leur extension* dans des milieux industriels à transformations complexes et dont le nombre des producteurs est considérable.

(1) Cf. plus haut, p. 43.

» Il faut choisir aujourd'hui entre l'intervention croissante de l'État en matière industrielle et l'organisation disciplinée des producteurs qui limite malgré tout cette intervention.

» ...Les libres organisations servent mieux les intérêts des peuples que la contrainte et le nivellement » (1).

On comprend, dans ces conditions, qu'aux Semaines sociales de 1932 de l'Économie dirigée, le rapporteur déjà cité des Ententes internationales ait pu les ériger à la hauteur d'une « institution », puisque dans ces conditions « les Ententes industrielles ne se réduisent pas à sortir du marasme des industries déterminées, au profit de ceux qui les dirigent, mais visent à restaurer toute l'économie; en définitive, à réorganiser la vie économique de tout le monde » (2).

On voit ainsi comment les Ententes, en substituant leur action de contingentement et d'organisation à celle, aujourd'hui entravée ou exacerbée, de la libre concurrence, tendraient à remédier à la seconde cause du désarroi du commerce extérieur : la surproduction généralisée. En palliant à cette surproduction et au suréquipement mondial par l'organisation rationnelle de la production, elles tendraient à réaliser une certaine division internationale du travail entre pays producteurs et pays consommateurs, pays industriels et pays agricoles, et seraient susceptibles, sinon de supprimer, du moins de diminuer les anomalies et les fluctuations actuelles du marché international.

(1) Discours à la Chambre de commerce de Lyon, 1931. Documentation de la Chambre de commerce internationale.

(2) *Semaines sociales*, Lille, 1932, Gabalda, Paris.

CHAPITRE III

LES ENTENTES ET LES PRIX INTERNATIONAUX

Les chapitres précédents ont montré comment les Ententes cherchaient à suppléer à l'impuissance des remèdes préconisés par les fidèles du libéralisme, tant pour restaurer les échanges extérieurs que pour remédier à la surproduction internationale.

C'est encore de la même façon que se présentent les théories de leurs partisans en matière de prix. Comme pour les échanges, comme pour la production, ils poursuivent dans le domaine des prix la même fin que les libéraux. Comme eux, ils cherchent à rétablir la loi du juste prix, qui adapte le plus exactement possible l'offre à la demande (1).

C'est ainsi que M. de Lavergne (2), distinguant entre les bonnes et les mauvaises ententes, pouvait opposer à celles « qui ont de simples buts spéculatifs, tel le Cartel du cuivre, les vraies Ententes, — celles que nous préconisons, — qui ont seulement pour objet de régulariser la production et *d'assurer le jeu normal de la loi de l'offre et de la demande* ».

Mais les libéraux prétendent que seul le libre établissement des prix permet « d'assurer le jeu normal de la loi de l'offre

(1) Le *juste prix* n'est pas une notion libérale, mais *catholique* et plus précisément thomiste, si l'on prend le mot juste comme dérivé de *justice*. Mais c'est une notion expressément libérale, et passablement contraire à l'autre, si l'on prend le mot juste comme dérivé de *justesse*. C'est dans ce second sens, qu'en nous plaçant à un point de vue exclusivement économique, nous prenons la liberté de l'employer ici. En anglais : just et right.

(2) Rapport à la Confédération générale de la Production française, 1931.

et de la demande ». Les partisans des Ententes soutiennent, au contraire, que la liberté des prix, tantôt conduit à des mouvements spéculatifs et à des entraînements psychologiques, tantôt permet des pratiques de dumping, qui faussent absolument l'adaptation de l'offre à la demande.

Ici encore les partisans de l'Économie concertée veulent restaurer, contre les excès de la liberté, les « lois » du libéralisme classique.

Ainsi, visant, en théorie au moins, au même but que les libéraux, les partisans des Ententes s'opposent à eux dans les moyens propres à l'atteindre. Et leur divergence sur les moyens se révèle aussi bien dans la politique générale des prix qu'ils préconisent, grâce aux Ententes internationales, que dans les mesures plus particulières qu'ils recommandent pour empêcher les pratiques de dumping.

SECTION I

La politique générale des prix pratiquée par les Ententes et le commerce extérieur.

La politique générale des prix que seraient capables de soutenir les Ententes internationales aurait, selon leurs partisans, deux avantages. La plupart insistent sur la *stabilité* des cours qu'elle permettrait de réaliser sur les marchés. D'aucuns même prétendent qu'elle conduirait à une *baisse* certaine des prix.

A. — Stabilité.

Les bouleversements que les brusques variations des prix provoquent dans les échanges entre Nations sont beaucoup plus graves que les troubles que ces mêmes variations peuvent causer au commerce intérieur ; l'on comprend donc l'intérêt qu'il y aurait à les éviter.

Ces bouleversements sont particulièrement graves, d'abord parce que les transactions extérieures portent toujours sur de fortes quantités de marchandises. Le commerce extérieur est

toujours un commerce de gros. De ce fait, les variations des cours des marchés ont un effet direct et immédiat sur les transactions internationales; elles ne sont pas progressives comme dans le commerce intérieur et atténuées du vendeur au dernier acheteur par un grand nombre d'intermédiaires.

A cette différence d'ordre économique, s'en ajoutent deux autres d'ordre financier et monétaire. Portant sur de grosses transactions, les contrats entre exportateurs et importateurs sont généralement à beaucoup plus longue échéance; plus que tout autre, ils réclameraient donc une longue stabilité des prix. Par ailleurs, les variations des prix à l'intérieur d'un même pays n'ont pas de répercussions monétaires comme celles qu'exercent, par l'action de la balance des comptes, les variations des prix extérieurs.

Si, donc, les sautes brutales des cours sont encore plus néfastes au commerce international qu'aux échanges intérieurs, on comprend quel intérêt les partisans de l'Économie organisée ont à prouver l'influence régulatrice, dans l'espace comme dans le temps, des Ententes qu'ils préconisent.

Dans l'espace, les Ententes internationales ont incontestablement pour mérite d'établir entre les différents marchés nationaux une similitude des cours. C'est là assurément leur grand avantage sur les Ententes purement nationales. On sait, en effet, que celles-ci, loin d'atténuer la rivalité des pays, l'ont souvent aggravée, en suivant une politique d'expansion et même de dumping. Tel est le cas bien connu des cartels allemands d'exportation, dont le commerce britannique a grandement souffert. Cette lutte s'est même exaspérée au point que les États-Unis permettent à leurs nationaux de créer des Ententes qui seraient illégales à l'intérieur, lorsqu'elles ont pour but de lutter contre les cartels allemands ou même contre les associations britanniques constituées récemment (1).

(1) V. Marshall, *L'industrie et le commerce*, traduit par M. Leduc. Sirey, 1934, t. II, p. 342 et suiv.

A leur rencontre, les Ententes internationales n'ont pas seulement pour effet de supprimer cette guerre des prix entre leurs adhérents, mais même bien souvent d'établir des accords sur les conditions de vente, de publicité, d'échantillonnage, etc., qui, tout en diminuant les frais généraux des entreprises, tendent à suivre de plus près, parfois aussi à diriger, les possibilités de la consommation.

M. Marlio, dans sa conférence, déjà citée, à l'École de la Paix (1931), insiste fortement sur cet avantage.

Après avoir montré que les Ententes de producteurs tendent à établir des prix uniformes pour tous les industriels *d'un même pays*, ce qui signifie que « pour un même emploi deux concurrents (acheteurs de l'Entente) paieront le même prix », M. Marlio montre que les Ententes internationales arrivent au même résultat « *entre pays divers* » :

« C'est également une règle qui a été adoptée dans de nombreux cartels et qui présente de gros avantages pour les pays qui ne sont pas producteurs, et qui sont seulement consommateurs. A vrai dire, on voit des pays consommateurs qui se plaignent tout de même de la constitution des cartels internationaux, car ils aimaient assez le régime antérieur de la libre concurrence qui faisait qu'à l'intérieur des barrières douanières des pays producteurs les prix pouvaient se maintenir à un niveau confortable, tandis que sur les marchés d'exportation, où se livrait la bataille internationale, les prix s'effondraient par un dumping ruineux pour les producteurs mais agréable aux consommateurs.

» Évidemment, l'entente industrielle internationale supprime le dumping, mais je ne peux pas penser pour ma part que l'on puisse critiquer une semblable politique. C'est déjà bien joli pour un pays qui n'a pas sur son sol une industrie de ne pas payer ses produits à un prix plus élevé que le pays producteur, et c'est cependant la règle la plus souvent admise ».

On peut ajouter encore que des Ententes même peu étendues peuvent exercer assez largement une influence stabi-

lisatrice. Le Trust du linoleum constitué en Allemagne, s'efforce par exemple de maintenir la stabilité des prix sur le marché mondial en s'entendant avec les négociants sur les prix de revente. De même, le nouveau Cartel de l'acier s'est efforcé, à la fois, de pallier à l'instabilité des monnaies et de régler le coût des frets de manière à maintenir partout un même prix à la consommation (1).

Dans le temps, la mission des Ententes internationales serait encore plus essentielle, car elles permettraient de *prévoir* les variations des cours et, partant, de les atténuer.

Elles permettraient de les prévoir, grâce aux moyens de documentation qu'elles possèdent, services de statistiques qu'elles peuvent constituer, renseignements que leurs membres se transmettent sur leurs prévisions respectives concernant l'état des différents marchés.

Postes d'observation, elles constitueraient en même temps, si l'on peut dire, des postes de commandement. De même qu'elles imposeraient à leurs membres « une politique de production », suivant l'expression plus haut citée de M. Marlio,

(1) Nous croyons utile de reproduire à ce sujet cette lettre du 20 juillet 1933 du Comptoir national français (Documentation de la Chambre de commerce internationale, 17 juillet 1933) :

« Ces prix étant établis en monnaies instables, ne sont laissés en option que durant un temps fort limité, trois ou quatre jours environ; passé ce délai, en cas de stabilité des changes, l'option est prolongée pour une nouvelle période de quelques jours; si, au contraire, la £ ou le \$ ont baissé, un rajustement des prix doit se faire.

» Aciers marchands : prix de base pour les principaux pays consommateurs :

» *Cif* port chinois : £ = papier 5,7; *Cif* port du Japon : £ = 5,7; *Cif* Portugal : 440 francs; *Cif* Grèce (Salonique), 443 francs.

» Les limites sont celles que les exportateurs, Werksfirmen et agents de groupements s'engagent formellement à pratiquer à destination. Aucune concession — de quelque ordre que ce soit — ne peut être accordée.

» Les firmes agréées par l'Entente peuvent cependant conclure le fret et l'assurance elles-mêmes; les groupements internationaux factureront donc aux intermédiaires les prix *cif* indiqués ci-dessus, mais leur adresseront en même temps une note de crédit pour la carte-valeur du fret, sur la base des chiffres comptés par l'Entente. *En résumé, ceci équivaut à permettre aux intermédiaires agréés de réaliser un bénéfice sur le fret, bénéfice dont ne pourra cependant jamais profiter le consommateur à destination* ».

(Lettre du 20 juillet 1933 du C. N. français).

de même elles leur imposeraient, selon les informations qu'elles auraient recueillies, une politique de prix susceptible d'éviter dans les cours de brusques et fâcheuses variations.

Pour cette fin deux moyens s'offrent à elles, que certaines ont d'ailleurs pratiqués.

Le premier consiste à *rapprocher les offres et les demandes, à coordonner les achats et les ventes*, en un mot à *supprimer la spéculation*, du moins dans ce qu'elle a de nocif. Et la spéculation est nuisible dans la mesure où elle est conduite par des facteurs autres que les prévisions économiques, tels que des mobiles politiques, ou des entraînements psychologiques. Les Ententes précisément éviteraient les uns et les autres (1). Leur action dans ce cas consisterait essentiellement dans le groupement des commandes et dans la suppression des courtiers et des intermédiaires, en vue d'une politique commerciale commune ou tout au moins concertée. Cette politique se rencontre dans les Ententes les plus diverses, mais elle nécessite déjà une organisation centrale assez solide.

Cette action favorable des Ententes ne semble pas contestable. Ainsi M. Lescure considère que « la concentration sous toutes ses formes : trust, cartel, groupe, permettra de perfectionner la statistique de la production et d'organiser celle de la demande » (2).

« Depuis 1907 nous pouvons suivre, sur la statistique des commandes du Trust de l'acier et des grandes sociétés américaines, l'arrivée et l'évolution de la crise. Grâce à ces statistiques, la spéculation de Bourse, qui a joué un si grand rôle dans les crises au cours du xix^e siècle, perdrait une grande partie de son importance. La Bourse et la spéculation de Bourse jusqu'à présent assumaient la fonction de fixer les prix, d'équilibrer l'offre et la demande, d'adapter la production à la

(1) Elles tendent ainsi à rétablir dans leur primauté les données économiques. Leur action répond bien à la définition que nous avons donnée de l'Economie dirigée. V. Introduction, p. 4.

(2) Lescure, *Des crises générales et périodiques de surproduction*, 4^e éd., t. II, *Causes et remèdes*, p. 496; Domat-Montchrestien, 1932.

consommation. De nos jours, avec le développement de la concentration, *le centre de la formation des prix se déplace; l'offre et la demande se rencontrent de plus en plus dans les bureaux d'un trust, d'un cartel ou de telle grande entreprise. La spéculation de Bourse cesse de jouer le premier rôle* ».

Et plus loin M. Lescure attribue « au développement des trusts » autant qu'à la politique des Federal Reserve Banks la stabilité des prix qui précéda la crise aux États-Unis, et forma un singulier contraste avec les exagérations de la spéculation boursière.

Si donc l'on peut toujours craindre que certains Cartels, à l'exemple de celui du cuivre, abusent de leur pouvoir, on peut aussi espérer que la plupart des autres chercheront plutôt à réfréner la spéculation officielle ou officieuse des courtiers ou des intermédiaires. Ainsi les Ententes opéreraient entre la production et la consommation un rapprochement heureux, qui ferait des marchés réels une image plus ou moins approchante du marché idéal imaginé et souhaité par les Économistes classiques, et serait éminemment favorable à une longue stabilité des prix.

Le second moyen employé par les Ententes pour agir sur les prix a trait, non plus à l'organisation commerciale, mais *à la discipline imposée aux producteurs*. Il s'agit alors, moins de suivre les données des marchés que de les commander, moins d'y adapter les prix que de les diriger.

Les Ententes essaient d'y parvenir, soit directement en fixant les prix, soit indirectement en constituant des stocks de marchandises. Le premier système, très connu, est celui des cartels de prix. Le second se rattache à celui des « pools ». Ces deux systèmes ont été souvent expliqués (1), et nous ne reviendrons pas sur leurs détails, voulant seulement analyser la politique économique à laquelle ils répondent.

Cette politique, en temps de crise, a été remarquablement

(1) V. Costa, *Le rôle économique des Unions internationales de producteurs*, Thèse, Sirey, éd., Paris, 1932.

définie dans le Rapport de la Chambre de commerce internationale, à la Conférence monétaire et économique de Londres de juin 1933 (1). Ce rapport s'exprime ainsi :

« La baisse anormale des prix des matières premières et des denrées agricoles doit être attribuée à un déséquilibre de l'offre et de la demande. En l'absence de remèdes monétaires, il ne reste qu'à examiner les méthodes économiques ordinaires : elles consistent dans *une adaptation de l'offre à la demande*. Le procédé normal (2) est ici une chute des prix jusqu'au niveau où les producteurs « marginaux » se trouvent éliminés par suite des pertes, des faillites et des liquidations, mais ce mouvement en général tend finalement à aller trop loin. L'exemple de la crise actuelle a démontré également qu'il faut des années pour que cette méthode porte ses fruits.

» Pour éviter cet inconvénient, il faut avoir recours, lorsque c'est possible, à cette autre méthode qui consiste à *contrôler la production*, et cela *par la voie d'Ententes*, nationales et internationales.

» Ces Ententes devraient être négociées par les producteurs intéressés, en collaboration, s'il y a lieu, avec tous ceux qui sont intéressés au financement du produit en cause.

» Si l'action de l'État est quelquefois nécessaire, elle doit se limiter à permettre et à faciliter le libre fonctionnement des Ententes. Dans chaque domaine de la production, qu'elle soit agricole, minière ou industrielle, le producteur a comme premier devoir d'organiser sa documentation économique et son action de façon à éviter l'apparition sur les marchés mondiaux d'excédents anormaux de marchandises. Les circonstances diffèrent dans chaque branche de la production, de sorte qu'il est difficile d'établir des principes généraux. Il faudrait essayer d'agir directement sur la production elle-même et ne pas se contenter de maintenir en dehors du marché les stocks en excédent, car cette dernière méthode

(1) Documentation de la Chambre de commerce internationale.

(2) Ou plus exactement *libéral*.

n'a jamais fait que déprécier les prix plutôt que de les affermir, et que stimuler la surproduction plutôt que de la décourager ».

A l'appui de ces idées, on peut citer, semble-t-il, la réalisation du Cartel international de l'étain. On sait que ce Cartel a été constitué essentiellement pour liquider les stocks considérables, et arriver ainsi à relever les cours du métal. Sans agir directement sur les prix, il a réussi parfaitement à ces deux tâches, par une réduction mondiale de la production; les stocks sont aujourd'hui à peu près épuisés et le cours de l'étain est passé de moins 100 \$ à environ 230 \$ (1). Devant ce succès, les spéculateurs, renversant leur position, ont joué à la hausse des cours. C'est à ce moment que le Cartel de l'étain, loin d'imiter l'exemple du Cartel du cuivre, a entrepris de réduire cette spéculation. A cet effet, une masse de manœuvres a été constituée, à la disposition du Comité, pour lui permettre d'intervenir directement sur le marché.



Qu'elles régissent les ventes ou réglementent la production, la politique des « bonnes Ententes » est toujours représentée de la même façon.

On ne se contente pas de prouver qu'en période de prospérité elles tendent à stabiliser les prix. On ne se contente pas de prouver qu'il y va de leur intérêt, soit parce « qu'elles paient généralement très cher les abus qu'elles ont pu commettre », soit parce qu'elles trouvent le plus clair de leurs bénéfices, non dans une restriction, mais dans l'accroissement maximum de la consommation. Mais on constate et on approuve, qu'en période de crise, sous prétexte de maintenir la stabilité des prix, elles s'opposent à leur abaissement. C'est ce que dit M. Fougère :

« Tous les graphiques officiels indiquent pour les produits de vente contrôlée par les Ententes des courbes à long palier

(1) *Journée industrielle*, 5 septembre 1934.

pour les périodes normales et des dents de scie dont les arêtes suivent en les amortissant les fluctuations générales d'un marché déprimé » (1).

C'est ce qu'expriment pareillement les experts de la Société des Nations (2) :

« L'expérience démontre qu'en temps de conjoncture ascendante, les Cartels impriment souvent une allure plus modérée à la hausse des prix que la libre concurrence, tandis qu'en période de dépression *ils s'opposent au contraire plus fortement à leur abaissement*. Cette manière d'agir constitue à la longue un élément de stabilité, et son influence sur l'économie générale s'exprime par une certaine atténuation des fluctuations économiques ».

Nous aurons à revenir sur cette politique de prix stables qu'on présente comme « normaux », et nous tenterons alors de la juger (2^e partie, liv. II, ch. II, p. 156 sq.).

B. — Baisse.

Si les Ententes s'efforcent de stabiliser les prix et s'opposent à leur abaissement pendant les crises, cela ne signifie pas, au dire de certains de leurs partisans, qu'elles ne tendent pas à la longue à une certaine baisse des prix. Elles éviteraient en somme les fluctuations de courte durée, et favoriseraient les baisses de longue durée.

C'est ainsi que M. Duchemin a pu dire :

« Les mauvais Cartels (3), ce sont ceux qui, n'ayant en vue que les intérêts spéculatifs, créent des prix artificiels, ne recherchent que les bénéfices immédiats, et abusent des consommateurs. Ce sont ceux qui, établis sur des bases anti économiques, sont animés d'un esprit de dol et ne peuvent conduire qu'à des résultats catastrophiques.

(1) Conférence faite à la Chambre de commerce de Lyon.

(2) Rapport de MM. Benni, Lammers, Marlio, Meyer, à la Société des Nations, E, 736, octobre 1931.

(3). Et il cite à cet appui, non seulement le Cartel du cuivre, mais aussi le Farm Board et le Pool Canadian.

» Les bonscartels, au contraire, ce sont ceux qui, ayant pour but l'assainissement des conditions de la production, n'oublient pas que l'effort industriel constant doit *tendre à l'abaissement des prix de revient*, de façon, par la diminution des prix de vente, à pouvoir toucher chaque jour de nouvelles couches d'acheteurs.

» Des exemples, à cet égard, pourraient être donnés parmi les nombreuses Ententes qui ont survécu à la crise industrielle, qu'il s'agisse de l'aluminium, des tubes ou des matières colorantes, pour n'en citer que trois.

» Les Ententes, qu'il s'agit aujourd'hui de constituer ou de développer, doivent avoir pour objectif de régler la production en fonction de la consommation, et pour y parvenir ne peuvent avoir qu'une seule politique, celle *des prix modérés*.

» C'est elle seule, en effet, qui est susceptible, en permettant un développement constant de la consommation, de limiter le temps d'arrêt des usines productives excédentaires et de permettre leur remise en marche au fur et à mesure de l'accroissement des besoins » (1).

L'aversion bien connue de M. Duchemin pour toutes les mesures d'étatisme s'efface même devant la politique de bas prix qu'il recommande.

Au Congrès de Vienne de la Chambre de commerce internationale (1933), M. Duchemin, revenant sur cette question, précise en effet :

« D'ailleurs, il y aurait un moyen singulièrement efficace mis à la disposition de la puissance publique pour protéger les consommateurs, dans le cas où l'on mettrait en œuvre la formule que nous préconisons.

» Ce moyen, ce serait l'abaissement, en cas d'abus, des droits de douane, permettant ainsi aux producteurs non cartellisés d'alimenter les acheteurs à des prix inférieurs à ceux pratiqués par l'Entente ».

De même, M. Marlio (2) écrit :

(1) Rapport au Comité d'Experts de la Société des Nations, 1931.

(2) Conférence à l'Ecole de la Paix, 1931.

« On a souvent prétendu que la formation d'un Cartel avait pour effet instantané de relever les prix. C'est quelquefois vrai, mais cela ne l'est pas toujours. Il faut préciser. Si l'on constate que presque tous les Cartels se sont formés dans les périodes de dépression économique maxima, il est évident que le résultat de l'Entente est de ramener les prix à un niveau normal, et par conséquent de les relever; mais ce n'est pas comme cela qu'il faut compter, il faut considérer une moyenne de dix ans, par exemple, comprenant des périodes de dépression et d'activité économiques, et voir si dans l'ensemble l'institution d'un Cartel international a eu pour objet de relever les prix ou simplement de les stabiliser en les maintenant à un niveau normal. Ce sont là des constatations qu'il est facile de faire. Si je prends l'exemple de l'aluminium, nous constaterons que le Cartel n'ayant pas été créé dans une période de marasme, le premier acte du Cartel a été de baisser les prix, et qu'il a continué la même politique de baisse dans les trois modifications de prix qu'il a connues, par conséquent politique modérée. Si l'on examine le Cartel des lampes, on constate que le prix moyen des lampes aujourd'hui n'est que de 60 0/0 du prix d'avant-guerre, diminution qu'il n'a été possible d'obtenir d'ailleurs que grâce aux progrès techniques, aux modifications dans la fabrication, à l'augmentation du chiffre d'affaires que le Cartel a permis de réaliser.

» C'est également ce que l'on constate pour les couleurs d'aniline. Et si pour certains Cartels on constate de temps en temps une hausse, il faudrait encore rechercher quelles sont les causes de cette hausse. Par exemple, le linoléum : en apparence, on constate une hausse d'environ 25 ou 30 0/0; mais en réalité cette hausse n'en est pas une, car les matières premières ont augmenté dans une proportion très supérieure à celle du produit fini ».

En pratique, cette baisse des prix, politique idéale des Ententes, selon leurs principaux leaders, serait obtenue grâce aux moyens suivants :

— D'une part, aux progrès techniques que la concentration — qu'elles favorisent — permettrait de réaliser.

— D'autre part, aux économies qu'elles permettraient de faire sur les frais de transport et de publicité. M. Marlio cite à ce sujet, l'exemple de « wagons d'aluminium qui passaient d'Allemagne pour aller en Suisse, pendant que d'autres passaient de Suisse pour aller en Allemagne. Ces doubles emplois, ces frais inutiles sont supprimés, de même que sont supprimés les paiements inutiles de droits de douane dans le cas où il s'agissait d'échanges entre pays protégés ».

— Enfin, la baisse des prix serait possible grâce à « la suppression possible du commerce en gros et des frais qu'il comporte ». Et M. Marlio donne comme exemple « les Ententes de l'aluminium et de la potasse, dans lesquelles les producteurs vendent directement aux consommateurs. Je n'en dirai pas autant, ajoute-t-il, du cuivre, pour lequel il y a lutte entre le Cartel du cuivre et le Commerce en gros du cuivre, et c'est une des raisons pour lesquelles le fonctionnement du cartel du cuivre n'a pas été satisfaisant ».

Ainsi les partisans des Ententes cherchent à prouver que les Ententes parviennent soit à éviter les courtes variations des prix, soit même à abaisser ceux-ci sur de plus longues périodes. Par là, elles tendraient à tempérer l'instabilité croissante des marchés internationaux, et, selon l'expression de M. de Lavergne et de M. Marlio, à rétablir dans le commerce extérieur le « jeu normal » de l'offre et de la demande. *Contre les excès de la liberté économique, elles restaureraient ainsi les lois de l'Économie libérale.*

Mais il ne suffit pas pour cela de lutter contre l'instabilité des marchés, il faut encore vaincre les pratiques du dumping.

SECTION II

Les Ententes et le dumping proprement dit.

Le dumping consiste d'une manière générale à vendre à l'extérieur moins cher qu'à l'intérieur, et plus précisément à

vendre à l'extérieur en dessous du prix de revient (1), soit que les exportateurs consentent eux-mêmes un tel sacrifice pour vaincre leurs concurrents, soit que les États les y incitent par des primes ou des subventions. De telles pratiques constituent pour le consommateur une sorte de « *rente* » anti-économique. Aussi les libéraux, bien qu'ils aient toujours en vue l'intérêt du consommateur, ont-ils toujours condamné le dumping, parce qu'il viole essentiellement la loi fondamentale des prix. Sur un marché idéal, le prix de revient constitue en effet la limite inférieure du prix de vente, et toute mesure pour abaisser celui-ci au delà de cette limite détruit l'équilibre économique que tend normalement à réaliser le libre établissement des prix. Et le déséquilibre économique provoque chez les producteurs des ruines qui dépassent le profit qu'y peuvent trouver les consommateurs étrangers.

Tous les moyens propres à supprimer le dumping et à rétablir l'équilibre rompu doivent donc recueillir l'approbation des économistes les plus sévères. Aussi les partisans des Ententes internationales se sont-ils efforcés de montrer l'heureuse influence que celles-ci peuvent exercer à cette fin, soit dans le cadre national, soit dans le cadre international.

A. — Dans le cadre national.

Le dumping peut d'abord provenir de la concurrence que se font les producteurs *d'un même pays* pour conquérir ou pour garder leurs débouchés à l'étranger. Il est bien évident que, dans ce cas, pour atténuer les excès de cette concurrence, l'Entente nationale est aussi efficace que l'Entente internationale.

(1) Cf. Congrès de l'industrie et du commerce d'exportation, p. 222 : « M. Duchemin répond à quelques observations et déclare que le jour où la libre concurrence sera basée sur des *prix de revient équilibrés d'un pays à l'autre sans intervention de l'Etat*, la question des échanges changera de face. Pour qu'il y ait « *fair play* », il faut que tout le monde soit placé dans les mêmes conditions. C'est à ce résultat qu'il faut tendre avant tout ».

Dès qu'on fonde la notion de *dumping* sur celle de prix de revient, on voit qu'il est incorrect de parler d'un *dumping japonais* ou même d'un *dumping russe*. Les industriels japonais ni peut-être l'Etat soviétique ne vendent à l'étranger en dessous de leurs prix de revient. Ils jouissent seulement d'un prix de revient inhumainement bas.

Pour arriver à supprimer le dumping d'origine intérieure, l'Entente a deux moyens :

— ou bien répartir entre ses membres les débouchés extérieurs ;

— ou bien leur imposer un prix unique d'exportation (1).

Dans un article aussi substantiel que sévère sur les Ententes internationales, M. Baudhuin (2) a parfaitement analysé et approuvé leur action en ce domaine. Il distingue d'abord les Ententes qui tendent à fixer les prix d'autorité et à réduire la concurrence, afin de se constituer plus ou moins un monopole, et celles qui « loin de vouloir réduire la concurrence veulent l'exercer plus efficacement. Elles s'efforcent d'obtenir les avantages de la concentration en évitant ses inconvénients ». Il cite deux exemples de ces « bonnes Ententes » :

Le premier est celui des industries de la verrerie et glaceries belges, dont les 9/10^{es} de la production sont destinés à l'exportation.

Le second est celui du Cartel de l'acier.

De telles Ententes évitent « que les concurrents nationaux se combattent entre eux et avilissent les prix de vente, comme ce fut le cas des industries du ciment, provoquant ainsi de la part des autres pays exportateurs des mesures anti-dumping qui achèvent de bouleverser le commerce extérieur ».

D'une manière plus forte encore, les Ententes nationales peuvent tenter de grouper les exportateurs nationaux en un seul cartel de vente. Sans doute, elles suppriment ainsi le dumping d'origine intérieure, mais c'est souvent, comme nous l'avons dit à propos des Cartels allemands, pour attiser la lutte sur les marchés extérieurs, et provoquer ainsi un dumping qui vise à ruiner les concurrents étrangers.

B. — Dans le cadre international.

Sur le plan international « l'utilité des Ententes est encore plus manifeste, puisque par des accords conclus entre

(1) Cf. Fougère, *op. cit.*

(2) *Bulletin de la Banque générale de Belgique*, 1932.

des groupes de producteurs de différents pays il est possible, non seulement *d'uniformiser les cours* sur les marchés tiers constitués par les pays consommateurs, mais aussi de supprimer *ces systèmes de subventions*, qui faussent toute notion de prix de revient, cette politique ruineuse de *dumping*, qui vicie les relations internationales, et ces ventes à perte à l'exportation qui, telles qu'elles sont pratiquées actuellement, constituent une absurdité économique » (1).

L'Entente peut y parvenir, soit qu'elle règle les prix de vente, soit même qu'elle régie seulement la production. Dans ce dernier cas, en effet, l'avantage de l'Entente est de permettre, selon les termes de M. Duchemin, « *la suppression*, dans les pays contractants et pour les produits cartellisés, *des primes directes ou indirectes à l'exportation*, ces manœuvres devenant inutiles dans le fonctionnement d'accords basés sur le système des contingents ».

De fait, il est remarquable que c'est précisément la crainte de ces mesures de guerre commerciale qui a évité la dissolution du Cartel de l'acier et incité ses membres, en mai 1933, à réviser et à resserrer leur accord.



Ainsi, lorsqu'elles remédient au dumping, comme lorsqu'elles empêchent les excès de la spéculation, les Ententes ont un double résultat, conforme assurément aux données des lois économiques telles que les libéraux les ont les premiers formulées :

— D'une part, elles tendent à restaurer entre les pays, contre des manœuvres abusives ou dolosives, la loi de l'offre et de la demande.

— D'autre part, aussi, en supprimant le dumping d'État, si l'on peut dire, celui des primes à l'exportation et des subventions des Pouvoirs publics aux entreprises défailtantes, les

(1) Congrès du commerce et de l'industrie d'exportation.

Ententes auraient également pour résultat de rétablir « la loi d'airain de l'élimination des faibles ».

En supprimant la concurrence, elles tendraient, en somme, à en rétablir les effets dans ce qu'ils avaient, du moins, de salubre.

Leurs partisans, d'ailleurs, se sont souvent efforcés de montrer qu'on avait, en fait, beaucoup exagéré la suppression de la concurrence qui résulte de la constitution d'une Entente. L'existence, ou même seulement la crainte de l'*outsider*, du producteur indépendant ou rebelle à l'Entente, constitue toujours, comme on l'a dit, une sorte de *concurrence latente*.

C'est ce que disait M. Marlio à propos des prix :

« Je crois que la modération des prix est la conséquence forcée du fait qu'il n'y a pas d'obligation d'adhérer au Syndicat, d'adhérer au Cartel. *C'est la peur du concurrent possible* qui maintient cette concurrence qui, en apparence, a disparu, mais qui, en réalité, continue à exercer son influence décisive sur la façon dont sont gérées ces affaires.

» Mais il y a autre chose. Il est bien rare qu'un produit soit le seul sur le marché. Il faut tenir compte *du concurrent de tous les jours qui est le succédané ou le produit de substitution*. Si l'aluminium est trop cher, on achète du cuivre ou de la tôle émaillée.

» Par conséquent, ces deux sortes de concurrence suffisent et obtiennent en fait ce résultat de maintenir les prix à des niveaux normaux ».

De même, pourrait-on dire à propos du dumping. Ce sont « ces deux sortes de concurrence » qui éviteraient aux Ententes d'abuser de leur puissance pour faire jouer trop exclusivement à leur profit, dans la conquête des débouchés extérieurs, « la loi d'airain » de la sélection économique.

CONCLUSION GÉNÉRALE DU LIVRE PREMIER

Au terme de cet exposé sur les Ententes internationales, il n'est peut-être pas inutile, pour préciser davantage encore la position de leurs promoteurs, de l'opposer à celle des économistes fidèles de près ou de loin aux idées libérales.

Les références plus haut citées des principaux leaders des Ententes, aux « lois d'airain » des doctrines classiques, ont déjà fait pressentir qu'ils restaient assez proches de celles-ci. En fait, les partisans des Ententes sont libéraux à deux égards :

Dans l'ordre politique et social d'abord, ils admettent sans aucune réserve la partie *anti-étatique* du libéralisme traditionnel. Ils sont même beaucoup plus orthodoxes que bien des libéraux actuels.

Dans l'ordre économique ensuite, leur position est celle d'un *semi-libéralisme*. Ils admettent la partie statique du libéralisme économique, mais ils en rejettent la partie dynamique. Ils conviennent qu'il existe des lois économiques inévitables; mais ils ne croient plus à leur jeu spontané, qu'ils veulent remplacer par une application réfléchie. *Au lieu de laisser jouer les lois économiques, ils prétendent les faire jouer.*

Avec les libéraux, les partisans de l'Économie organisée s'accordent pour attribuer la crise de l'Économie internationale, non pas à la structure du capitalisme (1), mais à la

(1) Cf. Pirou, *La crise du capitalisme*, Sirey, 1934, p. 34 : « Cette doctrine, écrit-il à propos de celle de l'Économie dirigée privée, est en réalité plutôt une réaction contre l'individualisme que contre le capitalisme : au vrai, elle est un essai de rajeunissement de ce dernier... ». C'est certainement l'es-

transgression des lois économiques (avec cette réserve que les premiers tendent plutôt à imputer ce fait aux interventions multiples des États ou même des groupements particuliers, et les seconds aux abus d'une production anarchique, d'un individualisme excessif). Mais les uns et les autres se séparent sur le moyen de restaurer l'équilibre rompu.

Les libéraux réclament le retour à plus de liberté pour permettre, comme de simples réflexes, le libre jeu des lois économiques. Les partisans des Ententes, au contraire, préconisent l'organisation de la production afin d'assurer par la réflexion l'action des lois économiques. **Ils prennent, si l'on ose dire, le parti du libéralisme contre la liberté.**

Une dernière citation de M. Duchemin éclairera cette formule :

« Tous nos efforts, disait-il à la suite d'une récente conférence de M. Truchy sur le commerce international et les solutions de l'Économie libérale (1), tous nos efforts doivent tendre au retour du libéralisme, mais on ne pourra y parvenir que le jour où l'on aura supprimé les éléments qui ont faussé le jeu normal du libéralisme d'antan. »

» La crise que nous vivons est une crise cyclique comme les autres, mais aggravée par le fait que le monde a été atteint de folie, tant au point de vue monétaire qu'au point de vue crédit.

» Nous souffrons non seulement des conséquences d'une guerre atroce de quatre ans, mais nous souffrons aussi des folies d'après guerre et des folies de crédit dont l'Amérique nous a donné un si douloureux exemple.

» Quand l'ordre aura été rétabli, alors on pourra revenir au libéralisme. »

Les nouveaux moyens préconisés pour réorganiser plus rapidement que par les Ententes le commerce international vont tendre peu à peu à s'éloigner de ce *semi-libéralisme*.

sence du *néo-capitalisme*. Cf. à ce sujet, du même auteur, les *Doctrines économiques en France depuis 1870*, Colin, 1930, pp. 153-177.

(1) *Bulletin quotidien*, janvier 1934, p. 29.

LIVRE II

LES NOUVEAUX MOYENS D'ORGANISATION DU COMMERCE INTERNATIONAL

Dans tous les pays la crise a augmenté la volonté d'organiser l'Économie nationale, et la preuve de l'étroite solidarité qui lie, dans l'adversité comme dans la prospérité, les Nations les unes aux autres.

Cette double tendance, quelque peu contradictoire et dont nous avons déjà marqué la synthèse dans certaines idées des partisans des Ententes, se révèle dans les nouvelles pratiques mises en œuvre par les particuliers pour combattre la crise des échanges mondiaux : mesures de contingentements amiables et tendances au troc et à la compensation sans monnaie.

Nous exposerons successivement les unes et les autres, celles-ci étant à la fois les dernières en date et les plus audacieuses dans leur conception.

CHAPITRE PREMIER

LES CONTINGEMENTS AMIABLES

La politique nouvelle des contingents, si elle a parfois été préconisée par les partisans de l'Économie organisée, n'a jamais été présentée par eux, à l'égal des Ententes, comme une politique d'avenir. Ils n'y ont vu généralement qu'un moyen de parer à une situation critique.

Mais, avec la durée de la crise, cette politique s'est amplifiée. Sous la pression des producteurs, on cherche aujourd'hui à l'étendre, à l'adapter à des situations diverses, à la rendre, en un mot, déjà presque normale. Les partisans de l'Économie organisée ont, dans cette évolution, une assez forte responsabilité.

Ce sont ces tendances que nous nous efforcerons, pour le moment, d'analyser, en exposant les principales réalisations auxquelles elles ont déjà conduit.

On verra ainsi qu'à côté des contingents d'État, pris d'autorité, — dont les modalités ont été souvent exposées et critiquées, et sur lesquelles nous ne reviendrons pas, — il existe *une certaine évolution des idées* en faveur des contingements amiables, et *déjà diverses pratiques* de semblables mesures (1).

(1) M. René Arnaud, directeur des Études économiques à la C. G. P. F., a fait dans le n° d'août-septembre-octobre 1934 de *Production nationale et Expansion économique* un très remarquable exposé de l'histoire des contingements. Nous avons tenté ici, non pas une analyse des *faits*, mais une synthèse des *idées*, des tendances, des conceptions que cette nouvelle politique a suscitées dans les milieux de producteurs.

SECTION I

Evolution des idées en faveur du contingentement amiable.

La politique des contingents a déterminé un triple courant d'idées.

Dans une première conception, les contingents ont été présentés comme une mesure de circonstance, ou plus exactement d'extrême urgence, de « *salut public* ».

La France, à peine touchée par la crise, devint, en 1931, « le pôle d'attraction pour les marchandises du monde entier » (1). En un seul mois, juillet 1931, notre balance commerciale accusa un déficit d'un milliard et demi. Pour conjurer ce péril, l'élévation des droits de douane, dont plus de 70 0/0 étaient consolidés, et la négociation de nouveaux accords commerciaux s'avéraient beaucoup trop lentes. C'est dans ces conditions que la Confédération générale de la Production française préconisa « comme mesure de salut public » (2) d'étendre aux produits industriels le régime du contingentement que les Pouvoirs publics venaient d'instituer pour les seuls produits agricoles.

« Notre Confédération n'ignore pas les inconvénients du système du contingentement; mais elle le considère comme la seule mesure susceptible de parer à une situation angoissante » (3), pouvait écrire son Secrétaire général.

Par là même, le contingentement se présentait donc non seulement comme une mesure exceptionnelle, mais comme un expédient essentiellement transitoire.

Ainsi est-il dit au rapport du Conseil d'administration du Comité d'action économique et douanière :

« Il s'agissait alors de pourvoir à des nécessités immédiates, devant lesquelles le commerce s'était incliné, en attendant que des mesures mieux appropriées à chaque cas d'espèce

(1) Duchemin, *Revue politique et parlementaire*, janvier 1933.

(2) *Ibid.*

(3) De Lavergne, *Rapport de la Confédération générale de la Production française*, 1932.

fussent substituées à cet expédient, présenté comme exceptionnel et temporaire par ses auteurs et ses bénéficiaires » (1).

Mais comme il arrive souvent, le provisoire se fit durable.

Dans une seconde conception, au lieu d'être envisagé comme un moyen de salut public, le système est envisagé comme *une arme diplomatique de politique avec l'étranger*, comme un moyen de discussion, comme un moyen d'échange. On passe, si l'on peut dire, de la défensive à l'offensive.

Dans son rapport de 1932 à la C. G. P. F., M. Duchemin élargissait déjà la question, au point de proposer de faire du contingentement la base générale d'un nouveau système de relations commerciales. Après avoir demandé que soient « dénoncés « pro forma » tous nos accords commerciaux, en précisant bien aux nations intéressées que nous sommes conduits à cette mesure par le désir de les voir reprendre, comme nous, leur liberté de manœuvre », M. Duchemin formulait ainsi la pensée de la Confédération générale des producteurs français : « La dénonciation des traités de commerce préconisée par nous *doit être complétée par la généralisation du système des contingents*, dont l'importance pourrait être fixée de trois mois en trois mois en fonction des importations des années antérieures et compte tenu de la capacité de consommation de notre pays.

» Ainsi notre pays retrouverait immédiatement sa liberté de manœuvre et *recupérerait des monnaies d'échange*. Il pourrait, en effet, sans obligation de déconsolidations coûteuses, accorder des avantages aux pays qui lui en accorderaient pour ses industries exportatrices ».

En réponse à une conférence de M. Truchy à la Société d'études et d'informations économiques, M. Duchemin précisait encore sa pensée :

« Pour protéger notre marché intérieur, nous sommes obligés d'adopter, soit l'une des deux mesures : droit de

(1) Rapport du Conseil d'administration du Comité d'action économique et douanière, 18 juin 1934 (non édité), p. 6.

douane ou prohibition..., soit de maintenir la formule du contingentement, mais cette formule maintenue il faut savoir l'utiliser.

» Elle doit être une monnaie d'échange, grâce à laquelle nous pourrions imposer aux pays auxquels nous achetons — je ne parle pas bien entendu des matières premières — de nous acheter, en contre-partie, les produits qui sont à la base de notre commerce d'exportation.

» Ce serait en effet une duperie, alors que nous pouvons trouver les mêmes produits ailleurs, que de nous approvisionner dans des pays qui ne nous achètent plus ou ne nous achètent qu'au compte-gouttes ».

Ces idées se sont traduites plus ou moins directement, plus ou moins fidèlement, plus ou moins adroitement même, dans les faits, au moins par les deux résultats suivants :

1) Dans le *modus vivendi* franco-italien, en date du 4 mars 1932, les parties, après avoir dénoncé la convention qui les unissait, ont renoncé à la clause conditionnelle de la nation la plus favorisée et à toute consolidation des tarifs, et se sont réservé la faculté d'établir des contingents (1).

2) Par ailleurs, non seulement les contingents se sont multipliés, mais on les envisagea même, à la fin de 1933, non plus comme une exception, mais comme une politique nouvelle. Un projet de contingentement presque général fut examiné par le gouvernement. Sur la protestation de nombreux groupements de producteurs, et en particulier du C. A. D. E. (2), ce projet a été restreint. Mais il n'en reste pas moins que les 29 et 31 décembre 1933 fut institué un régime plus général, qu'on a appelé, par opposition aux premiers contingents, « le régime des nouveaux contingents ».

En fait, en janvier 1934, sur 7.000 postes du tarif douanier français, 1.697 faisaient l'objet de contingents d'État; ce chiffre même s'élevait à plus de 1.800 en juin 1934.

(1) Cf. Naudin, *La politique douanière, La France économique en 1932*, p. 509, Sirey, 1933.

(2) Circulaire 16 janvier 1934. Comité d'action économique et douanière.

Les résultats de cette politique massive de contingentements furent assez imprévus — contraires aux désirs de l'État —, mais assez favorables aux nouvelles tendances de l'Économie organisée.

Vain s'est révélé l'espoir des Pouvoirs publics, qui espéraient tirer de la réduction des contingents des avantages douaniers de la part des pays étrangers. Comme le dit encore le rapport du C. A. E. D. déjà cité :

« Il s'avérait impossible de négocier avec tous les pays à la fois, qu'il s'agit de leur demander des avantages pour l'exportation ou même seulement de conjurer le danger de représailles ; il était difficile de les amener à considérer comme une faveur qu'il fallait acheter le droit de ne vendre en France qu'une partie de leurs fournitures antérieures ».

Si bien qu'aujourd'hui « le gouvernement a presque entièrement renoncé aux restrictions essayées en janvier, pour rétrocéder purement et simplement ou pour concéder moyennant contre-partie l'intégralité de la plupart des contingents aux plus importants des pays fournisseurs ».

En revanche, la politique nouvelle a conduit dans le cadre national à des résultats qui nous intéressent au plus haut point, puisqu'elle a généralisé l'immixtion de l'initiative privée dans la gestion des contingents.

Nous abordons ainsi une *troisième conception* de la politique des contingents, celle des contingents considérés comme un *moyen d'organiser le commerce international* moins par la puissance publique que par l'initiative privée. Ainsi on semble assister au *passage graduel du contingentement d'Etat au contingentement amiable*.

On constate d'abord que « les inconvénients du système pourraient être grandement atténués si les Pouvoirs publics faisaient largement appel aux industries organisées pour l'établissement des contingents » (1).

(1) Duchemin, *Rapport à la Confédération générale de la Production française*, 1932.

C'est ce qu'exprime M. de Lavergne au Congrès du commerce et de l'industrie d'exportation (p. 45) :

« L'application des contingents... a également prouvé l'intérêt des conversations entre industries concurrentes des différents pays. Lorsque des accords ont pu être réalisés entre les intéressés sur le quantum des marchandises à importer et sur les méthodes à adopter pour le répartir entre les différentes entreprises, de nombreux inconvénients résultant de cette politique ont pu être évités ».

La même opinion se rencontre dans un rapport de M. Boisard, où il est fait allusion précisément aux lignes précédentes :

« S'il est trop tôt encore pour abandonner le contingentement, dont la suppression constitue le but vers lequel on doit tendre, il importe d'en améliorer la position : *il faut surtout s'efforcer de substituer aux restrictions provisoirement imposées par les Pouvoirs publics des accords privés librement consentis*. Il est tout à fait symptomatique que ce soit l'Association nationale d'expansion économique qui s'attache tout spécialement à démontrer le bien qu'on peut attendre du développement des Ententes internationales » (1).

Le Congrès du commerce des produits contingentés s'est prononcé d'une façon analogue :

« D'une manière générale, on s'est accordé à reconnaître que le contingent qui a été négocié avec les producteurs étrangers est préférable à celui qui est décidé et imposé par une mesure unilatérale » (2).

Le Comité d'action économique et douanière, dont on connaît la large influence parmi le monde des affaires, n'a cessé dans ses bulletins à ses adhérents de soutenir cette opinion.

Nous allons voir maintenant comment ces souhaits ont été entendus.

(1) Rapport au Conseil national économique, novembre 1932.

(2) V. à ce sujet, *Revue politique et parlementaire* du 10 août 1932, l'article de M. Proix, directeur du Comité d'action économique et douanière.

SECTION II

Les tendances pratiques vers le contingentement amiable.

Les idées plus haut exposées ont reçu deux sortes de réalisations pratiques.

D'une part, pour fixer ou pour répartir les contingents officiels, l'État fait de plus en plus appel à l'initiative privée.

D'autre part, des pratiques de contingentements privés se sont généralisées.

A. — Intervention des producteurs dans les contingentements d'État.

La détermination des contingents publics reste toujours affaire gouvernementale. Mais peu à peu l'initiative privée, bien groupée et bien conduite, a réussi à influencer d'une manière quasi officielle sur les décisions des Pouvoirs publics.

C'est ainsi qu'ont été constitués au cours de ces dernières années :

1° En mai 1933, le *Bureau français pour l'étude de la distribution*, sous le patronage du Comité national français de la Chambre de commerce internationale. Le but du nouvel organisme est d'étudier les questions techniques concernant la distribution des marchandises et de favoriser les échanges d'expériences et de documentation entre les entreprises industrielles et commerciales.

2° Dans le courant de 1934, un *Comité consultatif de la production et de la distribution*, « créé spécialement pour l'étude des problèmes posés par les nouveaux contingents. Il a consacré ses travaux à la recherche des modifications qui doivent être apportées au système de distribution des biens et des services dont la crise économique et mondiale a révélé l'imperfection. L'amélioration du mécanisme de la distribution contribuerait en effet à favoriser la stabilité de la consommation et son développement progressif ».

3° Un *Centre d'études des importations de la mécanique*, créé spécialement pour documenter exactement les Pouvoirs publics sur les besoins des industries françaises en matériel d'équipement. « Il se présente, dans les limites de sa spécia-

lité, comme l'instrument que notre Comité s'est toujours proposé de former, c'est-à-dire comme l'organisme qui permet la conciliation d'intérêts, antagonistes en apparence mais réellement solidaires, et qui prévient les désordres inhérents à toute politique particulariste » (1).

Par ailleurs, a été réalisé le vœu formulé par le Congrès du commerce des produits contingentés, organisé en 1932 par le C. A. E. D., demandant que la *gestion* des contingents fût confiée à des organismes français, comprenant des représentants du commerce d'importation et des utilisateurs (2).

Ces différentes créations révèlent une certaine tendance organisatrice qui s'exprime assez bien dans les citations qui les accompagnent. Tous ces organismes témoignent d'un effort de coordination, d'ordre, de synthèse des activités particulières, premier degré vers l'Économie dirigée privée dans le domaine du commerce extérieur.

Nous allons relever la même tendance dans la **répartition des contingents**.

Afin de répartir entre les importateurs de la façon la plus équitable les marchandises contingentées, divers comités interprofessionnels ont été constitués, qui sont, si l'expression n'est pas trop audacieuse, presque autant d'éléments embryonnaires d'organisation du commerce avec l'étranger. Créés sous les auspices de la Confédération générale de la Production française, ces comités ont pour but de répartir le contingentement entre les différents importateurs au prorata de leurs importations précédentes.

Il existe actuellement 29 comités de ce genre.

En vertu du règlement d'application du 17 avril 1934, ces comités doivent comprendre au minimum deux représentants des producteurs français :

(1) Rapport C. A. E. D., 1934, p. 9.

(2) On sait en effet que les licences d'importation avaient d'abord été confiées à des organismes étrangers. C'est précisément sous la pression du C. A. E. D. que le gouvernement a entrepris, dès le mois d'octobre 1933, le « rapatriement » de ces licences. Brochure n° 1102, p. 6.

- un représentant des importateurs,
- un représentant des utilisateurs ou consommateurs.

Aux termes de ce règlement, tout importateur — répondant à la définition très étroite qui est donnée de ce mot — qui désire importer des marchandises contingentées (nouveaux contingents) doit adresser au comité interprofessionnel compétent :

- 1° une feuille de renseignements sur laquelle il indique, par pays, par poste du tarif douanier et par catégorie d'articles contingentés, le total de ses importations de 1932;
- 2° une demande d'autorisation d'importation.

En principe, ces demandes sont *trimestrielles* et ne peuvent mentionner, pour un article déterminé, *que des quantités ne dépassant pas le quart de celles importées en 1932.*

Dans le cas d'importations saisonnières, le comité peut délivrer des licences d'importations supplémentaires à valoir sur le trimestre suivant.

Le comité instruit les demandes et transmet celles qui ont reçu son avis favorable, total ou partiel, au Service d'application du contingentement, créé au ministère du Commerce et de l'Industrie.

Le droit d'importer des marchandises contingentées est, en principe, réservé à tout importateur ayant importé les mêmes marchandises, en provenance du même pays d'origine, pendant l'année 1932.

Le contingent d'importation, fixé par décret pour un pays déterminé, est réparti par le comité interprofessionnel selon les règles suivantes :

Si tous les pétitionnaires justifient pour 1932 d'importations de même origine sensiblement égales à celles demandées, le comité se contente de répartir tout le contingent au prorata des droits de chacun des demandeurs.

Si, au contraire, viennent s'ajouter à la liste des ayants droit des pétitionnaires n'ayant pas ou peu importé en 1932, le comité répartit 85 0/0 du contingent entre les pétitionnaires justifiant d'un droit entier, les 15 0/0 restants étant

réservés aux autres pétitionnaires. Ces 15 0/0 constituent, dit le règlement, une limite qui ne peut pas être dépassée.

Au reste, ces comités interprofessionnels ne sont pas les seuls organismes appelés à répartir entre les importateurs français les produits contingentés. Un arrêté interministériel du 12 janvier 1933 a autorisé, en effet, « les groupements nationaux organisés en vue de l'achat en commun, qui réunissent des commerçants ou des coopératives patentés, et mettent la marchandise directement à la disposition du consommateur, à recevoir des autorisations pour l'importation de certains produits agricoles contingentés ».

Il est à remarquer qu'à l'appui de leur demande les organismes intéressés doivent joindre, entre autres pièces, leurs statuts et la liste de leurs adhérents (commerçants ou coopératives). Ajoutons que ces organismes d'achats en commun se sont, depuis lors, multipliés.

Correspondant, dans un certain sens, à ces organismes d'importation, il existe à l'étranger des *organismes d'exportation* qui font dans un même dessein le rôle exactement inverse à ceux-là.

Tandis qu'à l'entrée il s'agit de répartir entre les importateurs les marchandises contingentées, à l'exportation, au contraire, il s'agit de les grouper de manière à assurer un bon fonctionnement du contingentement. Les bureaux de douane sont, en effet, si nombreux que si tous sont autorisés à recevoir des marchandises contingentées de la part d'exportateurs isolés, le temps de colliger les résultats de chacun d'eux entraîne fatalement des dépassements du contingent.

C'est pour éviter ces inconvénients que, là où la chose a été possible, c'est-à-dire dans certaines industries concentrées, on a imaginé un autre système. On se sert des cartels ou des organismes existant dans le pays exportateur. Le cartel en question rassemble les marchandises à exporter, dans la limite du contingent, à destination de chaque pays; ou bien il envoie, en bloc, le lot à un seul bureau de douane, ou à quelques-uns seulement; ou bien, plus souvent, il donne à ses membres

une autorisation d'exporter sans laquelle la douane n'accepte pas de marchandises.



Est-il trop audacieux de voir dans ce système comme un commencement d'organisation du commerce extérieur par les libres associations professionnelles, comme une réplique embryonnaire, si l'on peut dire, dans le cadre de l'initiative privée, de ce qui a été réalisé par d'autres pays dans le cadre de l'État tout-puissant?

Est-ce grâce à ce moyen que l'Économie pourra être dirigée par les producteurs dans le cadre international?

Nous essaierons plus loin de répondre à cette question. Qu'il nous suffise pour l'instant de montrer comment la politique des contingentements d'État évolue vers les solutions les plus extrêmes de l'Économie organisée.

B. — Le contingentement amiable.

En même temps que le rôle de l'initiative privée se faisait plus grand pour fixer ou répartir les contingents d'État, les pratiques de contingentement amiable se généralisaient selon le vœu présenté par M. le Professeur Ansiaux au Congrès des industries et commerce d'exportation :

« Ces désirs (de restauration des échanges) ne peuvent être satisfaits qu'à une double condition : le réveil universel de la demande et l'abaissement des barrières douanières ainsi que l'atténuation de tous autres obstacles apportés par les divers gouvernements aux échanges entre nations. Il faut ajouter que si la seconde condition était largement réalisée, la première pourrait, par voie de répercussion, se réaliser à son tour, car il n'est rien qui ranime l'activité économique générale comme la perspective de l'ouverture ou de la réouverture de marchés nouveaux.

» Il faut donc s'appliquer sans retard à l'amélioration du régime contractuel d'entrée des marchandises.

» *La chose la plus urgente à faire, c'est, semble-t-il, l'élargissement progressif du contingentement. Il y aurait lieu, à cet effet, de faire passer graduellement le contingentement de la politique unilatérale à la politique contractuelle* ».

De même, dans sa remarquable thèse sur l'industrie charbonnière de la France, M. Lafitte-Laplace pouvait dire (p. 734) :

« En France, le contingentement administratif n'a été institué qu'à défaut d'un contingentement contractuel : que celui-ci se réalise et celui-là disparaîtra ».

Il est d'ailleurs incontestable que de telles pratiques n'auraient jamais eu lieu si l'État n'avait frayé la voie aux producteurs. C'est ce que constate M. Duchemin en donnant cette généralisation des contingents comme un des meilleurs effets du contingentement d'État.

« Ce dernier, écrivait-il dans la *Revue politique et parlementaire* de 1933, a constitué un *élément d'organisation de la production*; il a obligé certains fabricants étrangers à réduire leur fabrication, ce qui constitue un premier et utile effort de normalisation.

» Il a, en outre, *facilité certaines Ententes internationales*, conduisant ainsi les producteurs dans la voie de l'ordre et de la discipline.

» Jamais, si le contingent n'avait pas été appliqué en France, la *Commission économique franco-allemande* n'aurait pu, entre décembre 1931 et mai 1932, *établir 150 accords de contingentements volontaires* intéressant plus de mille positions de tarifs douaniers.

» C'est un résultat qu'on ne saurait laisser dans l'ombre, car, *le contingent volontaire, établi par branches d'industries*, est loin de présenter les mêmes inconvénients techniques que les contingents d'État.

» Il correspond, ce contingent volontaire, à des *accords de production, à des partages de marchés*, premiers stades de ces Ententes industrielles dont le rôle peut être capital dans l'évolution rapide de la crise.

» Cesont ces Ententes, en effet, qui, par la discipline librement consentie des producteurs, régleront la production en fonction de la consommation et créeront l'ordre là où règnent trop souvent aujourd'hui le désordre et l'anarchie ».

Quels ont été, en fait, ces accords de contingentements volontaires?

Il est extrêmement difficile de répondre à cette question, les producteurs ou les groupements de producteurs intéressés gardant sur cette matière un silence prudent. Aussi nous bornerons-nous à ne citer de ces nouvelles pratiques que trois exemples.

Le premier concerne précisément les accords visés par M. Duchemin dans son article précité (accords conclus par l'entremise de la Commission franco-allemande (1) de décembre 1931 à mai 1932, entre industriels français et allemands, aux fins de limiter à un quantum donné l'importation en France des marchandises allemandes). Ces accords ont été confirmés et homologués par des décrets dont on trouve la liste au *Journal officiel* du 1^{er} juillet 1934 (p. 6584 à 6589).

Le même *Journal officiel* du 1^{er} juillet (p. 6623 et suiv.) indique d'ailleurs pour ces produits la part faite à l'Allemagne et l'organisme allemand chargé de délivrer les certificats pour l'importation en France. Bien entendu les décrets pris à ce moment-là furent aussitôt applicables à tous les autres pays; mais on peut dire que dans l'ensemble ce sont les accords privés franco-allemands qui ont été à la base de tout ce travail (2).

Le second exemple concerne l'industrie du petit matériel électrique. Le système adopté en l'espèce consiste en ce que le contingent est fixé, non plus par un accord entre deux Cartels, mais entre les Chambres syndicales représentant ces deux industries dans les deux pays.

(1) Cette Commission, instituée à la suite du voyage à Berlin de MM. Briand et Laval en 1930, n'est pas un organisme permanent; elle siège par intermittences au ministère du Commerce.

(2) Cf. à ce sujet, *Revue d'économie politique*, mars-avril 1933, l'article très documenté de M. Naudin.

« Le contingent est révisé tous les trois mois, d'accord entre les deux Chambres syndicales. Depuis deux ans que cet accord existe, il a fonctionné à la satisfaction des producteurs des deux pays » (1).

Cet exemple montre que de telles pratiques de contingentement amiable sont possibles là même où, par suite de la dispersion des entreprises, une Entente n'est pas possible. Le champ d'application de telles pratiques est donc beaucoup plus large que celui des Ententes.

Le troisième exemple a été donné par M. le Professeur Ansiaux dans son Rapport sur « la politique contractuelle internationale » au Congrès des industries et commerces d'exportation. Il a trait aux arrangements intervenus entre industriels belges et producteurs allemands concernant le contingentement des charbons à l'entrée en Belgique.



Ainsi on arrive peu à peu à réaliser le souhait que formulait ce même économiste :

« Faire passer graduellement le contingentement de la politique unilatérale à la politique contractuelle ».

Est-ce à dire que de telles pratiques soient considérées par ceux-là mêmes qui les préconisent comme la politique de l'avenir?

Assurément non. Et M. Ansiaux, dans ce même rapport, envisageait « à titre transitoire la liaison des contingentements... avec des concessions tarifaires ». Plus loin, il ajoutait « qu'il serait provisoirement admissible qu'un régime différentiel fût associé à un contingentement élargi ».

De son côté M. Duchemin disait au même Congrès (2) : « Les critiques adressées à la méthode du contingentement sont parfaitement fondées, en principe, comme celles

(1) Déclaration de M. Serrys à la suite de la conférence de M. Marlio à la Société d'études et d'informations économiques (février 1934).

(2) Congrès des industries et commerces d'exportation, *Rapport*, p. 220.

adressées au régime douanier exagéré ou prohibitif, et il a toujours considéré pour sa part que le contingentement devait être provisoire et cesserait le jour où une concurrence honnête et loyale serait rétablie sur les marchés internationaux ».

Mais il est d'avis qu'il « faut rétablir l'ordre en toutes choses avant de revenir à un régime plus libéral : vouloir brûler les étapes pour aller plus vite, serait retarder l'arrivée au but... ».

« Pour sa part, il voit dans les Ententes industrielles un des moyens les plus sérieux pour mettre de l'ordre dans la production et, *par voie de conséquence*, dans les échanges ».

Ordonner la production d'abord, pour réorganiser les échanges ensuite, c'est toujours, on le voit, la même pensée fondamentale des dirigeants de la production française.

C'est ainsi que dans son Rapport de 1933 à la Confédération générale de la Production française, M. de Lavergne pouvait dire :

« Les contingents ont substitué un peu d'ordre à une concurrence déchainée et ont contribué à assainir des marchés complètement désorganisés ».

Peut-on pousser plus loin semblable politique? Peut-on voir dans ces contingentements amiables un début à l'organisation future du commerce extérieur?

C'est précisément sur cette question que se séparent les partisans de l'Économie dirigée par l'État de ceux de l'Économie dirigée par les producteurs.

Les premiers n'hésiteraient pas à suivre l'auteur de nombreux contingentements d'État, M. Rollin, ancien ministre du Commerce, quand il « présente la politique du contingentement par lui réalisée comme l'exemple typique d'une Économie bien dirigée, en ce qu'elle contraint les pays

exportateurs à limiter leur production aux débouchés » (1).

Les seconds, au contraire, ne voient dans le contingentement pour le présent qu'un moyen provisoire de grouper les producteurs et de rapprocher importateurs et exportateurs, et pour l'avenir qu'un moyen de réaliser les Ententes internationales.

Si les uns et les autres se séparent sur la question capitale du rôle de l'État, ils se rapprochent dans la façon dont ils semblent envisager les échanges internationaux, et qui tend à faire, plus ou moins, prévaloir l'idée dangereuse du troc. C'est ainsi que M. Duchemin a pu dire :

« (La formule du contingentement) *doit être une monnaie d'échange, grâce à laquelle nous pourrions imposer aux pays auxquels nous achetons (exception faite des matières premières) de nous acheter, en contre-partie, les produits qui sont à la base de notre commerce d'exportation...* » (2).

Cette conception est d'ailleurs tout à fait étrangère à celle des Ententes internationales, qui, loin de viser au troc, tendent au contraire à établir entre tous les pays un réseau plus serré de relations économiques, financières et monétaires.

Aussi ne faudrait-il pas attacher aux paroles citées plus haut une attention excessive. D'ailleurs, présentée sous sa forme littérale, avec les deux réserves qu'elle comporte, la tendance vers le troc serait beaucoup moins dangereuse que celle que nous allons examiner.

Les gens d'affaires, au surplus, sont trop pratiques pour faire de cette formule, dont ils savent tous les inconvénients, une théorie, une doctrine.

(1) *L'Illustration*, 21 octobre 1933, article sur l'Économie dirigée, cité par M. Pirou, *La crise du capitalisme*, p. 48, note.

Cf., d'ailleurs, l'opinion émise par M. Tomitch, dans sa thèse sur les contingentements, p. 36 et 39 :

« Les producteurs étrangers (allemands, par exemple) sauront ainsi (d'avance) la quantité que le marché étranger (français) leur achète... Ce système doit, en se perfectionnant, remplacer la bataille entre les producteurs... par une conciliation, par la rationalisation de la production, en l'adaptant à la consommation ».

(2) Voir plus haut, p. 77.

Mais ce qui est grave est que cette formule pénètre des esprits moins nuancés ou plus idéologiques, plus systématiques. Il y a, comme on l'a dit, « une mystique du troc », et cette mystique du troc nous allons essayer de montrer dans les pages suivantes où elle conduit.

D'expédient provisoire, comme l'a présenté M. Duchemin, le troc est ici élevé à la hauteur d'une pratique bienfaisante à étendre dans l'avenir.

On est bien loin, comme on le verra, des conceptions premières des Ententes internationales, et de ce que nous avons pu appeler le semi-libéralisme de leurs promoteurs.

CHAPITRE II

LA DOUBLE CONCEPTION DU TROC INTERNATIONAL

Les conceptions précédentes auraient sans doute pour résultat, si elles étaient généralement appliquées, de modifier profondément le régime des échanges internationaux. Mais, émises par des milieux d'affaires, elles visent beaucoup plus des pratiques commerciales que des principes strictement économiques. Jamais, de toute manière, elles ne tendent à modifier notre régime monétaire actuel.

Tout au contraire, les théories du troc international, formulées par des théoriciens, prétendent instaurer un régime absolument étranger au régime actuel, ou du moins au régime normal d'avant la crise.

Elles répondent essentiellement à deux préoccupations différentes.

Pour les uns, la crise des échanges internationaux est due, avant tout, à des causes économiques : les excès de la production et de la concurrence ; le troc, les limitant rigoureusement, serait non seulement le meilleur remède aux troubles actuels, mais même le meilleur régime pour l'avenir du commerce extérieur.

Pour les autres, les troubles monétaires et financiers ont été et restent prépondérants, et seul le troc, supprimant la monnaie, supprimerait par là même les troubles qu'elle a causés.

D'une façon comme de l'autre, on vise toujours à organiser

par l'initiative privée plutôt que par l'État un régime meilleur des échanges internationaux.

SECTION I

La conception économique du troc international.

Cette conception, souvent imprécise et éparse, a trouvé son expression la plus vigoureuse et la plus systématique dans un livre récent de M. Haladjian : *De la Crise à la Prospérité* (1).

« Convaincu que le mal dont le monde souffre n'est encore identifié ni dans son siège ni dans sa cause, ce pourquoi les antidotes employés, comme les antidotes préconisés, s'avèrent et sont inaptes à le guérir », M. Haladjian entreprend, dans une première partie, de préciser ce qu'est la crise, et de relater, en les discutant, les mesures mises en œuvre ou recommandées pour y remédier. Dans une deuxième partie il expose le remède qu'il préconise.

Pour M. Haladjian, la crise consiste dans une quadruple rupture d'équilibre :

- entre les Économies nationales;
- entre la production et la consommation;
- entre la production et le travail;
- entre les prix de gros et les prix de détail.

Mais ce n'est pas ce dernier déséquilibre qui commande la crise. Et les trois autres se rattachent tous à une base commune : *le régime existant du commerce international*.

Qu'il soit régi par le libre-échange, ou par le protectionnisme, ce régime se caractérise par ce que M. Haladjian appelle « *le principe de l'offre mondiale* ». L'auteur entend par là ce fait que chacune des Nations offre au monde entier le surplus de sa production. Réciproquement, l'ensemble des produits du monde est offert pour la satisfaction de chacune des Nations. En d'autres termes, dit-il, « le commerce inter-

(1) Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1932.

national est organisé « sous le signe » du marché mondial ».

Fait incontestable, d'où, selon notre auteur, découle tout le mal.

Il en résulte, en effet :

1° Le déséquilibre entre les Économies nationales.

Les progrès de la science ont accru la puissance de toutes les Nations, et, partant, leurs ambitions. Toutes ont la prétention, réservée jadis aux plus avancées d'entre elles, de conquérir l'univers, toutes se donnent pour mot d'ordre : « importer le moins, exporter le plus ».

On est en plein néo-mercantilisme.

Dès lors, les Nations anciennes, où les charges sociales plus lourdes qu'ailleurs grèvent plus lourdement les prix de revient, se trouvent en état d'infériorité sur le marché international. Il en résulte le premier des déséquilibres signalés : le déséquilibre entre les Économies nationales.

2° Ce premier déséquilibre conduit à un second déséquilibre : celui qui existe entre la production et la consommation, pour la raison que s'il est possible de prévoir des besoins limités, il est impossible de préciser ceux de la consommation mondiale. Produisant pour celle-ci, dès lors les producteurs sont conduits à la surproduction.

3° Cette tendance à produire à l'excès conduit enfin à la rationalisation excessive, au déséquilibre entre la production et le travail.

Et M. Haladjian résume ainsi fortement sa pensée :

« D'origine fort lointaine et fortuitement instaurée pour sa commodité et par confusion entre le commerce intérieur et le commerce extérieur (1), le régime existant du commerce international, fondé sur la notion du marché mondial, a été pour l'humanité durant des siècles un facteur important de progrès et de bien-être croissant.

» Il a été particulièrement fécond en résultats pour les

(1) On trouve une idée analogue dans : Teilhac, *Fondements nouveaux de l'Economie*, Paris, Rivière, éd., 1932.

peuples entreprenants, surtout pour la Grande-Bretagne, qu'il a puissamment aidée à établir sa suprématie économique.

» Tel il a été, aussi longtemps que ses principes n'ont été pleinement appliqués *que par un nombre restreint de peuples qui, plus ou moins consciemment, maintenaient la puissance productrice du monde en équilibre relatif avec sa puissance consommatrice*, et assuraient une correspondance relative entre les choses produites et les besoins du monde.

» *Mais cette discipline a disparu sans être remplacée.* Dès lors, ce qui était source de prospérité est devenu source de désordre ».

Le siège du mal étant ainsi localisé dans le régime actuel du commerce international, la cause du mal est dans « le vice fondamental de ce système, à savoir que le commerce international repose, non point sur l'échange, mais sur la vente; qu'il n'existe, entre les ventes de deux pays, aucune corrélation, aucune concomitance, aucun de ces liens qui caractérisent l'échange.

» Cette corrélation n'existe pas non plus dans le commerce intérieur; mais elle n'y est pas nécessaire, parce que chaque pays constitue une même unité économique.

» *C'est donc cette carence de l'échange dans le commerce international qui est la « cause première » du mal dont souffre le monde ».*

Au mal ainsi déterminé, un remède s'impose : « *c'est l'instauration de l'échange effectif dans le commerce international.* L'échange effectif, c'est le troc, non pas le troc tel qu'il se pratiquait dans des temps qui sont révolus, mais le troc adapté à l'évolution économique, *le troc se réalisant par des ventes corrélatives.*

» L'échange effectif étant fondé sur le *do ut des* se traduit en *principe* par cette triple formule : j'achète à qui je vends; j'achète dans la mesure où je vends; j'achète les produits dont j'ai besoin à qui a besoin de mes produits.

» L'échange effectif peut être appliqué à l'ensemble du commerce extérieur d'un pays, comme il peut être limité aux

parties essentielles de ce commerce... Il est le régime du libre accès pour les marchandises admises à l'échange. Il est le régime de la prohibition absolue pour celles qui n'y sont pas admises... Il est seulement compatible avec des droits fiscaux, spécialement des droits d'accise ».

S'opposant à l'Économie fermée, dont il réalise le contraire dans les limites des besoins de chaque pays, s'opposant aussi à l'Économie dirigée, « dans son sens général » (?), le régime de l'échange effectif « fondé sur la confrontation des besoins est l'Économie internationale normale ».

Comment concevoir l'application pratique d'un tel système ?

D'abord par l'organisation des professions à l'intérieur de chaque pays, organisation qui s'apparente à celles qui ont été instituées en Angleterre pour l'industrie houillère, en France pour la viticulture, autant qu'au régime corporatif établi en Italie. « *Elle s'apparente aussi, dans une certaine mesure, aux Cartels nationaux formés dans différentes industries* ».

L'organe qui serait chargé dans chaque pays de passer les marchés ne devrait pas être l'État lui-même, insuffisamment pourvu de sens économique, mais devrait être composé de représentants de l'État, de producteurs, de commerçants, de consommateurs, et pourrait être appelé « Centrale nationale pour le commerce extérieur ».

« Cette Centrale déterminera, pour une période limitée et renouvelable, avec les modifications requises, par catégories et par quantités : a) les marchandises que le pays, dans son ensemble, produira en surplus de sa propre consommation ; b) les marchandises que le pays, également dans son ensemble, devra se procurer à l'étranger... Elle répartira entre les pays étrangers le surplus de production et désignera les marchandises qui auront à être fournies par chacun d'eux ».

La portée d'un tel remède, d'après l'auteur, serait considérable, puisque « l'instauration de l'échange effectif dans le commerce international sera pour l'humanité le prélude d'une ère nouvelle ».

Non seulement il remédiera à la quadruple rupture d'équilibre plus haut signalée, mais encore :

« *a*) il obligera les différents peuples à se cantonner et à se spécialiser dans les productions pour lesquelles ils sont le plus favorisés... Ainsi sera obtenue cette division du travail entre les Nations qui fut un des idéaux de la doctrine dite du libre-échange;

» *b*) par sa structure même, il fournira à la production nationale la meilleure protection, sans donner lieu aux inconvénients du système des contingents;

» *c*) il assurera la stabilité des prix intérieurs de toute marchandise provenant de l'étranger;

» *d*) il réduira le chômage et partant les dépenses publiques;

» *e*) il sera un remède à cette interdépendance exagérée et encore croissante qui se manifeste dans les rapports économiques des Nations, et qui tout en rendant de plus en plus nécessaire la coopération internationale, la rend cependant de plus en plus difficile ».

Mais il est des Nations à qui le système nouveau profitera tout particulièrement. Ce sont celles qui peuvent supporter une balance commerciale déficitaire, principalement la Grande-Bretagne et la France. Ayant plus à acheter qu'à vendre, elles pourront en effet rester maîtresses de leurs prix de vente. Elles pourront à leurs pays co-contractants tenir un langage semblable à celui-ci : « Je vous achèterai pour dix millions de francs d'articles bon marché si, en échange, vous consentez à ce que je vous vende pour cinq millions de francs d'articles chers ».

Ainsi les Nations anciennes et riches pourront maintenir chez elles un niveau d'existence élevé et y pratiquer une politique sociale nécessairement dispendieuse.

« Il est évident que pour conserver le bénéfice de cette situation, il conviendra à ces pays de ne pas appliquer dans leur rigueur les trois formules par lesquelles s'exprime l'échange effectif, mais de les adopter comme base de leur

politique commerciale, comportant dérogations moyennant contre-parties ».



Ainsi on voit comment le troc tendrait tout à la fois à remédier aux troubles actuels du commerce international et à instaurer sous l'égide de l'initiative privée un régime nouveau qui maintiendrait aux peuples anciens leur suprématie menacée.

SECTION II

La conception monétaire du troc international.

M. Haladjian affirme bien que l'« échange effectif assurera dans les relations internationales et par répercussion, à l'intérieur de chaque pays, la fixité de la valeur de la monnaie par rapport aux marchandises..., qu'il facilitera, à un degré inconnu sous ce régime (actuel), les compensations monétaires entre Nations et réduira ainsi, considérablement, les transferts de monnaie faits de pays à pays ».

Mais ce ne sont là que des idées subsidiaires à une conception qui reste avant tout d'ordre économique.

Au contraire, pour les auteurs dont nous allons exposer les idées, c'est le rôle monétaire du troc qui serait prépondérant. Et il faut bien reconnaître que c'est dans ce sens que s'orientent de plus en plus les États et les particuliers. De plus en plus, en effet, se multiplient les règlements sans monnaie par voie de compensation privée, bilatérale, conclue entre un importateur et un exportateur d'un même pays à l'égard d'un même pays étranger. Le troc apparaît comme la conséquence indirecte, mais logique de tels accords. Par ailleurs, les conventions commerciales de troc direct entre États ou entre particuliers se font également plus nombreuses.

Les auteurs n'ont pas manqué, non seulement pour justifier de telles pratiques par les circonstances exceptionnelles

de l'heure présente, mais encore pour y voir une politique d'avenir.

C'est ainsi, par exemple, qu'a été préconisée dès 1932 « l'organisation du troc international au moyen de chambres de compensation d'industries ». On lit à cet effet dans la *Revue internationale économique* de septembre 1932 (p. 564 et suiv.) (1) :

« D'assez nombreux pays ont déjà adopté la constitution de clearing ou des échanges par troc : Conventions entre l'Autriche, la France, la Hongrie et l'Italie. Il s'agit ici d'organismes d'États.

» Nous proposons, au contraire, l'organisation de chambres de compensation, groupant les industries, les banques, etc., lesquelles rechercheraient systématiquement à effectuer des trocs de marchandises, afin de créer des courants d'échanges stables. Le troc ne *serait pas occasionnel, et l'on ne compenserait point des paiements, mais réellement des marchandises*. Ces chambres de compensation ne seraient pas des organismes d'État, mais des *institutions libres* dont l'État favoriserait le développement au moyen de primes ».

Ainsi seraient supprimés l'or et le crédit, et, partant, il serait remédié à l'arrêt du commerce qui s'est produit par suite de la crise du crédit.

« *Le troc a l'avantage de s'effectuer aisément malgré la crise et malgré les monnaies gelées*. C'est donc bien un moyen de corriger la crise... Le troc est un moyen d'établir un courant d'échanges stables entre deux pays complémentaires. L'abondance des échanges n'est plus fonction de la puissance financière de ces pays, mais plutôt du nombre de bras capables de travailler et du nombre d'estomacs capables de digérer...

» Le troc est le moyen de supprimer cette notion angoissante de pays ruinés. Enfin, le troc est par excellence le moyen de supprimer les barrières douanières par une démonstration par l'absurde. Le troc canalise des échanges utiles,

(1) Article de M. Jaeger.

sinon indispensables; il protège les industries autochtones mieux qu'une douane artificielle.

» L'École libérale a réussi en temps de prospérité. Mais nous cherchons à lutter contre la crise et à ranimer les échanges internationaux ».

M. Edgar Milhaud, dans un livre sur *La Trêve de l'or et le Clearing international* (1), s'est fait l'ardent promoteur d'une thèse analogue et par certains côtés tout à fait nouvelle (2).

Après avoir montré que « le trait majeur de la crise est la répression catastrophique des échanges internationaux », il en voit surtout la cause, plus encore que dans le protectionnisme douanier, dans les facteurs « financiers et monétaires ».

Pour surmonter cet obstacle principal, il ne serait que d'« éliminer la monnaie dans le commerce entre pays ». On y parviendrait en organisant des échanges directs par voie de troc et de compensation.

« Comme il est impossible de rétablir dans le monde à bref délai des règlements avec liquidation en or, il faut s'orienter vers le règlement par compensation ».

M. Milhaud n'a pas de peine à multiplier les exemples de telles pratiques, depuis l'exemple déjà classique de l'échange intervenu en septembre 1931 entre les États-Unis et le Brésil et portant sur 25 millions de boisseaux de blé contre un million de sacs de blé, jusqu'à montrer que « sous des formes plus souples d'autres pays ont établi ou s'efforcent d'établir entre eux un trafic de compensation, un volume déterminé d'achats de l'un étant lié à un volume correspondant d'achats de l'autre ».

Il semble donc jusqu'ici que le système en question

(1) Maison du Livre, 1933.

(2) Dans le même ordre d'idées, M. Henri Clerc et M. Roger Alheine ont préconisé un système de compensation européen sous la forme d'un fonds commun constitué, entre autres, par des dépôts d'or bloqués.

ne soit autre que celui de l'échange effectif préconisé par M. Haladjian.

Mais c'est ici que réside l'originalité de M. Edgar Milhaud. Cet auteur s'est efforcé d'éviter le système des compensations bilatérales, qui est très limité puisque vente et achat entre deux pays ne se compensent que très rarement.

Le seul moyen propice serait d'étendre le système à l'ensemble des transactions. Toutes les transactions entre États compensateurs seraient réglées au moyen de bons d'achats, émis moyennant consignation de sommes correspondantes en monnaies nationales et libellés pour six mois. Le bon devrait faire retour, dans le délai de validité fixé, au pays d'émission.

Et M. Milhaud donne de son système l'exemple suivant :

« Un Suisse veut acheter 10.000 francs suisses (50.000 francs) de vin français. Il s'adresse à l'Office de compensation suisse; il lui donne 10.000 francs suisses; l'Office lui remet 10.000 francs de bons d'achats de marchandises suisses; — il envoie ces bons à un marchand français qui les négocie à l'Office français de compensation, qui lui donne en échange 50.000 francs français. Devant être convertis en marchandises suisses, les 10.000 francs résultant de l'opération sont tenus à la disposition des commerçants, touristes, etc., habitant la France, qui désirent acheter des marchandises suisses, visiter la Suisse, etc.; à cette fin, ils vont faire masse à l'Office central de compensation du pays, avec tous les bons d'achats de marchandises suisses provenant d'opérations similaires, pour satisfaire en première ligne aux besoins d'achats français en Suisse, et pour *le surplus éventuel, par voie d'arbitrage international, aux besoins d'achats d'autres pays* ».

Il n'est pas indifférent de noter que cette thèse, comme d'ailleurs celle exposée dans la *Revue économique internationale*, vise essentiellement à organiser le commerce international *sous l'égide de l'initiative privée*.

Les conclusions de M. Milhaud dépassent même de beaucoup celles de l'article précité de M. Jaeger. Celui-ci

souhaite la constitution de Chambres privées de compensation d'industrie, destinées à promouvoir les échanges sans monnaie. M. Milhaud prévoit formellement que *la direction des problèmes d'orientation économique* serait remise à des *Conseils économiques nationaux*.

C'est, on le voit, la conception la plus audacieuse de l'Économie organisée.

Les auteurs allemands, en raison des difficultés monétaires de leur pays, ont particulièrement étudié les possibilités du développement du troc international.

C'est ainsi que le n° du 24 août 1934 de la *Wirtschaftsdienst* contient un long exposé des divers « plans » proposés sur la question. Nous avons cru intéressant de reproduire ici l'analyse du projet de M. Robert Wildbrandt :

« M. Wildbrandt propose la création d'un organisme central international auquel chaque importateur devrait faire connaître la nature et l'importance de ses commandes ainsi que l'époque et le prix de ses achats. Dès que des demandes d'importation parviennent des pays les plus divers à un tel organisme central, celui-ci peut facilement, en formant des chaînes de compensation et en organisant des paiements par troc (*Zahlung-clearing*), procurer des devises pour de telles transactions.

» M. Wildbrandt part de l'idée que tous les pays veulent exporter et qu'il y a autant de pays qui veulent importer, et que seule l'absence des moyens de paiement disponibles pour l'étranger fait obstacle à la conclusion des opérations. Toutes les commandes parvenant à l'organisme central ne sont que des commandes éventuelles, qui ne peuvent être réalisées que si un nombre suffisamment grand de demandes d'importations et d'exportations parvient à cet organisme central. Sur la base de ces commandes éventuelles, il est possible, dans la mesure où les opérations sont réalisées, de mettre des devises éventuelles à la disposition des intéressés. Une balance des sommes qui sont nécessaires pour acquitter les importations

réalisées par cette voie et des sommes que l'exportateur de marchandises doit recevoir comme paiement cesse d'être une théorie dès l'instant où l'on réussit à grouper dans cet organisme central un certain nombre de pays, peut-être même de grandes entreprises internationales intéressées aux affaires d'importation et d'exportation ».

On peut citer aussi le plan Krogmann, qui a pour objet de favoriser les exportations par le moyen suivant (1) :

« D'après ce plan, *pour chaque marchandise sortie du territoire douanier des certificats d'importation devaient être remis aux exportateurs pour un pourcentage à établir de la valeur de la marchandise exportée.* L'importation de marchandises ne serait permise que contre remise de tels certificats. *Chaque importateur devrait donc acheter de tels certificats lorsqu'il voudrait importer des marchandises ».*



En France, nous tenons à signaler la constitution du Bureau international des échanges commerciaux, dont le rôle extérieur a été exposé ainsi dans ses grandes lignes par son directeur, M. Belin :

« Rechercher un moyen pratique susceptible de mettre *le chiffre de nos exportations en harmonie avec celui de nos importations.*

» Pour arriver à ce résultat, une entente doit s'établir entre les importateurs et les exportateurs français.

» Chaque importateur devrait faciliter une exportation équivalente. Système du « clearing privé ».

» Pour grouper les intéressés, un organisme « centralisateur privé » est nécessaire, fonctionnant en accord avec l'Office de compensation et les Pouvoirs publics.

» Cet organisme possèdera une documentation permettant

(1) Même article de la *Wirtschaftsdienst*, 24 août 1934. Le plan Krogmann a été publié dans sa forme première dans le n° du 13 avril 1931.

aux intéressés de se procurer une contre-partie marchandises.

» Des ententes individuelles pourront ainsi s'établir entre importateurs et exportateurs, ce qui facilitera des transactions suivies et des règlements financiers rapides.

» Grâce à cette méthode les exportateurs français, qui ont renoncé à vendre à l'étranger en raison des difficultés qu'ils éprouvent à rapatrier leurs fonds, n'auront plus à craindre de voir ceux-ci bloqués ».

La différence essentielle entre ce Bureau international et l'Office national de compensation consiste en ce qu'à l'Office toutes les créances sont bloquées ensemble, tandis que le système du Bureau des échanges établit un accord, une « entente » entre l'acheteur et le vendeur.

Pour un même pays étranger la compensation entraîne ici le troc.

Le Bureau essaie actuellement de constituer des trocs triangulaires, dont il nous a été donné l'exemple suivant :

- Un exportateur canadien vend du blé en Turquie.
- Un exportateur turc vend du tabac en France.
- Un exportateur français vend des étoffes au Canada.

Ces trois ventes représentant la même somme se feront sans paiement. L'exportateur canadien étant payé par l'importateur canadien ; l'exportateur turc par l'importateur turc ; l'exportateur français par l'importateur français, grâce à l'entremise du B. I. D. E. C. (Bureau international des échanges commerciaux).

Par ailleurs, ce même Office essaie actuellement de constituer un service documentaire, sur le modèle de ceux qui existent en Allemagne, afin précisément de mettre en rapports plus étroits importateurs et exportateurs.

On tend ainsi à opérer sur un autre plan le rapprochement de l'offre et de la demande, que s'efforcent de réaliser, comme nous l'avons vu, les Ententes internationales.

Mais ce n'est là qu'une similitude tout extérieure.

Au fond, une divergence très large sépare ces pratiques ou ces tendances nouvelles de contingentement amiable, de compensation et de troc, de celles, plus anciennes, des Ententes internationales.

Celles-ci, comme nous avons tenté de le montrer, visent avant tout à restaurer *l'ordre dans la production* internationale, afin d'atténuer les excès de concurrence qui ont bouleversé de toutes manières les échanges extérieurs.

Celles-là, au contraire, seraient d'une portée moins large mais plus brutale. Bien plutôt qu'à réorganiser la production, elles tendent à *canaliser les échanges* dans le sens du troc, espérant, par la généralisation de ce système, un remède plus immédiat au désarroi du commerce international.

Nous aurons à juger ces deux positions.

Mais auparavant nous croyons utile d'exposer en annexe un projet très vaste qui s'inspire de ces deux tendances.

ANNEXE

PLAN QUINQUENNAL EUROPÉEN (1)

Tandis que le projet de M. E. Milhaud a en vue l'amélioration du régime de la monnaie et de l'or, le Plan quinquennal s'occupe de la question des marchandises.

Le Plan quinquennal européen se réaliserait en deux phases et grâce à deux organismes.

La première phase, prévue pour deux ans, serait celle de la documentation. Il s'agirait « de savoir exactement dans quelle mesure les produits des divers pays européens sont complémentaires ou concurrents les uns des autres » (2).

Pour remédier au manque complet de statistiques à cet égard, même à la Société des Nations, serait institué un *Office de documentation et de statistique*.

Lorsque serait ainsi connu l'état du marché européen, on pourrait passer à la seconde phase, prévue pour trois ans.

Au cours de ces années, en recourant d'ailleurs au système des contingentements, qui « lors des réadaptations douanières plus récentes ont donné les meilleurs résultats, *il serait pro-*

(1) V. Dr Fred. Cornelissen, *Le Plan quinquennal européen*; divers rapports de M. Lucien Coquet et toutes les publications à ce sujet de l'Union douanière européenne (Comité français).

(2) M. Le Trocquer, Conférence sur *le Plan quinquennal européen*. Congrès de l'Industrie et de l'Agriculture françaises, novembre 1932.

cédé à l'abaissement progressif par paliers des droits de douane, en vue de réaliser un « grand marché européen » et d'aboutir, par étapes, à l'Union douanière ».

« Il ne semble pas, précisait M. Le Trocquer dans une autre conférence à ce sujet (1), qu'il y ait de grandes difficultés à prévoir en ce qui concerne les matières premières et les produits tant industriels qu'agricoles dits « complémentaires ». L'exemption des droits de douane pour les matières premières est aujourd'hui admise par tous. Quant aux produits complémentaires, il n'y a évidemment aucun intérêt à les frapper de droits de douane, dont l'effet est simplement d'en augmenter le prix ».

Restent les produits concurrents. Pour ceux-ci, il faut distinguer les produits cartellisés ou cartellisables et les produits qui ne le sont pas.

Pour les premiers, le plan prévoit « la généralisation aussi complète que possible du système des Ententes internationales », dont on attend :

1° le remède préventif et *a posteriori* des crises;

2° un abaissement des prix;

3° une solution du problème douanier par la méthode des « contingentements librement consentis ».

Pour les produits concurrents non cartellisés, le plan « s'inspire du *principe même des compensations, qui est la base même des Ententes internationales* ».

Mais il faut entendre ici ce système de compensation d'une manière toute différente de celui de la compensation financière. Il ne s'agit plus ici de compenser des dettes et des créances, mais des pertes et des gains causés par l'abaissement des droits de douane.

Un Office de compensation et d'arbitrage est prévu à cet effet. Les industries dont le développement serait favorisé par l'abaissement des droits de douane y verseraient une partie de leurs bénéfices réalisés; ces sommes serviraient à indem-

(1) Le Trocquer, Conférence à la Chambre de commerce de Calais, 1932.

niser (à exproprier en somme (1)) les industries dont ce même abaissement des droits de douane aura provoqué la ruine et la disparition.

« *Par cette méthode, une rationalisation conforme à la technique moderne serait substituée à l'anarchie actuelle des diverses économies nationales* ».

Il n'est pas indifférent de signaler que les auteurs du plan s'attachent également, comme M. Haladjian, à résoudre le problème de la disparité des prix, de manière à maintenir les relations extérieures entre nations de niveaux de vie aussi différents, par exemple, que la France et le Japon, sans abaisser pour autant les prix et les salaires français.

On prévoit à cet effet :

« *La transformation, pendant la durée d'exécution du plan, de certaines importations en monopoles d'État.*

» *Un Comptoir d'achat gouvernemental, centralisateur des commandes, servirait d'intermédiaire pour l'achat des produits étrangers sur le marché international, aux prix internationaux, le Comptoir les revendant sur le marché national aux acheteurs en gros aux prix intérieurs. Les bénéfices ainsi réalisés permettraient à l'État de subventionner la transformation des branches de production menacées et de racheter les entreprises condamnées* » (2).



Le Plan quinquennal européen nous entraîne, on le voit, beaucoup plus près de l'Économie internationale *dirigée* par les États que de l'Économie internationale *organisée* par les Ententes.

Mais les leaders de l'Union douanière européenne et les

(1) Ce mot n'est pas dans le texte. Mais il nous semble qu'il y a dans ce système des compensations une idée voisine aux indemnités de plus-value, en matière d'expropriation ou de travaux publics, qu'on rencontre en droit public.

(2) Dr Fred. Cornelissen, p. 2, Rapport cité.

partisans des Ententes se rencontrent sur les mêmes positions théoriques.

Les uns et les autres sont d'accord avec les libéraux pour souhaiter la suppression des droits de douane et de toutes les mesures artificielles prises par les États pour soutenir ou maintenir les entreprises en surproduction, condamnées à la ruine.

Mais les uns et les autres se séparent des libéraux sur le moyen à employer pour réaliser cette sélection souhaitable.

Les libéraux n'y voient qu'un procédé dur mais sûr : le rétablissement en premier lieu de l'ordre dans les échanges par la suppression progressive de toutes ces mesures artificielles de protection et de soutien, dût cette politique aggraver dans le présent faillites et chômage.

Les autres s'efforcent d'arriver à la même fin, mais en évitant ces conséquences, grâce au rétablissement, en premier lieu, de l'ordre dans la production, soit par l'entente volontaire, soit par le système de la compensation des pertes subies.

Tout le problème est de savoir si de telles mesures, comme aussi celles moins générales, mais plus brutales, qui tendent au système du troc, sont compatibles avec la complexité et le dynamisme du commerce international.

DEUXIÈME PARTIE

CRITIQUE
DES MOYENS PRÉCONISÉS
POUR ORGANISER LE COMMERCE INTERNATIONAL

Dans quelle mesure une multiplication des Ententes internationales, tendant à réduire la *production* et à stabiliser les prix mondiaux dans le sens de la baisse, permettrait-elle de réaliser une organisation générale et bienfaisante de l'Économie internationale?

Dans quelle mesure la substitution aux contingentements d'État des accords de contingentement volontaire, de compensation, de troc même, tendant à canaliser les *échanges* dans le sens du troc, serait-elle, à tout le moins, un remède immédiat aux difficultés présentes?

Dans la mesure précise, semble-t-il, où l'un et l'autre procédés s'accorderaient aux données, aux caractères, aux lois du commerce international.

Ces caractères nous paraissent être : la complexité de ses éléments, le dynamisme de son évolution, le nombre des intérêts qu'il met en jeu.

Complexe dans ses éléments, le commerce international l'est plus que tous les autres phénomènes économiques, puisqu'il confère aux opérations ordinaires d'échange le double caractère d'être internationales et, pour certaines, « invisibles ».

Dynamique dans son évolution, tel se révèle le commerce international, en ce sens qu'il paraît de tous les éléments de la vie économique le plus sensible aux variations de la conjoncture économique, prospérité ou crise. En revanche, c'est celui dont la situation, bonne ou mauvaise, influe le plus sur l'ensemble de la vie économique.

Et par là nous touchons déjà à son troisième caractère, qui est *de mettre en jeu le plus grand nombre d'intérêts divers*. On sait aujourd'hui combien l'hypothèse des libéraux classiques, surtout anglais, était simplifiée, qui ne considéraient

dans le commerce international que l'intérêt des consommateurs. On ne peut, sans mutiler la réalité, négliger de tenir compte de l'intérêt des producteurs et de l'intérêt des États. Comme on l'a dit (1), le fait national est déjà un fait économique, et l'on ne peut plus pratiquement résoudre une question d'Économie internationale sans souci des intérêts sociaux, politiques qu'elle soulève.

Les moyens préconisés ou déjà mis en œuvre par les partisans de l'Économie organisée respectent-ils ces trois caractères? Telle est la question que nous nous efforcerons de poser et de résoudre dans les trois livres suivants de cette seconde partie.

La logique eût peut-être exigé que nous divisions ces trois caractères en deux groupes seulement, les deux premiers intéressant les producteurs eux-mêmes; le troisième touchant, au contraire, les intérêts étrangers et souvent opposés aux leurs, intérêts des intermédiaires, des consommateurs, des ouvriers, des États.

Mais cette dernière question ayant souvent été examinée, il nous a paru plus intéressant de nous étendre sur les deux autres, et de montrer qu'à l'encontre des apparences les Ententes et surtout les accords de contingentement ou de troc n'avaient pas toujours, *même pour les producteurs*, les avantages qu'on veut bien leur reconnaître.

(1) Brocard, *Principes d'Economie nationale et internationale*, Sirey, 1929-31, 3 vol.

LIVRE PREMIER

DANS QUELLE MESURE L'ORGANISATION DU COMMERCE INTERNATIONAL EST-ELLE COMPATIBLE AVEC SA COMPLEXITÉ ?

Les mesures préconisées pour organiser le commerce international peuvent être utiles, si elles sont conformes à une double ligne de conduite.

Elles peuvent exercer d'abord une action positive.

Pour que l'organisation réfléchie suppléât utilement au libre jeu des lois économiques dans l'ordre international, il faudrait, en premier lieu, que fussent connues assez précisément les possibilités réciproques de production et d'échange de chacun des pays. Aussi serait-ce un grand argument en faveur des groupements de producteurs et des moyens qu'ils ont d'organiser les échanges extérieurs, si l'on pouvait prouver qu'ils apportent en cette matière un peu plus de précision et par là même de prévision.

D'une manière négative, ils doivent, à tout le moins, conformer leur action aux données de la réalité et des lois économiques.

Mais les groupements de producteurs ne paraissent pas toujours avoir adapté leur politique à ce double principe. La chose, il est vrai, n'est pas aisée, et sa difficulté se mesure à la complexité que présente le commerce international *dans ses éléments visibles comme dans ses éléments invisibles*.

CHAPITRE PREMIER

LA COMPLEXITÉ DES ÉLÉMENTS VISIBLES

A ne considérer déjà que ses éléments visibles, cette complexité se révèle à la fois dans les données et dans les courants du commerce international.

SECTION I

Les données complexes du commerce extérieur.

Il est d'abord très difficile *de connaître* exactement les données.

« C'est ainsi, écrit M. le Trocquer, que Genève, même à l'heure actuelle, n'a pu encore, malgré ses remarquables services, réunir les statistiques comparatives des multiples produits et denrées faisant l'objet du commerce intereuropéen. *On connaît bien les chiffres d'ensemble, mais on ne connaît rien du détail; or, en l'espèce, il faut descendre dans le détail...*

» Un échange de correspondances à ce sujet a d'ailleurs provoqué des services mêmes de la Section économique et financière de la Société des Nations l'aveu que, malgré l'abondance des statistiques rassemblées à Genève, il était actuellement impossible de dresser un état comparatif de l'ensemble des échanges intereuropéens sous les trois rubriques essentielles : Matières premières, Productions agricoles, Productions industrielles » (1).

(1) Le Trocquer, Conférence précitée à la Chambre de commerce de Calais.

Aussi les auteurs du Plan quinquennal, comme nous l'avons vu, ont-ils été amenés à prévoir d'abord la création d'un Office de statistique et de documentation.

Les Ententes réussiraient-elles mieux à connaître ces données, afin de pouvoir y adapter leur politique? Elles pourraient, semble-t-il, rendre à cet égard d'éminents services. Les grands cartels, les grands organismes internationaux constituent, en effet, des postes de documentation et d'observation sans égal. Mais ils se tiennent trop souvent dans une réserve, pour ne pas dire dans un hermétisme, qui se concilient mal avec le caractère, vers lequel ils tendent, d'entreprises d'intérêt général.

Et pourtant c'est là, croyons-nous, d'où dépend en grande partie l'avenir de l'Économie dirigée dans le cadre international. Les libéraux et les modernes se sont longuement attachés à l'étude des lois théoriques et « statiques » du commerce extérieur. Ce doit être le rôle des artisans de l'Économie organisée d'étudier les données réelles et « dynamiques » du commerce extérieur et, suivant la formule de M. le Professeur Truchy, de hâter l'évolution actuelle de l'Économie politique de son état de science « conceptuelle » à celui de science d'observation (1).

Il est incontestable qu'à cet égard les Ententes ont un rôle à jouer.

La difficulté même de connaître les données exactes de l'Économie internationale condamne d'emblée des tentatives, comme celles que préconise M. Haladjian, d'organiser le commerce d'exportation par l'échange « des surplus de consommation nationale ». Où commence le surplus? Comment mesurer la production et la consommation nationales? Autant de difficultés insurmontables.

Comment, par ailleurs, conserver le secret des affaires, auquel les producteurs sont si justement attachés, dans un système de bons d'achats comme celui que préconise M. Milhaud?

(1) Introduction aux *Conditions générales de l'activité économique*, Sirey, 1934. — Cf. *infra*, p. 183-184, la citation de M. Pirou.

Déjà bien des producteurs reculent devant les formalités et les précisions exigées par les offices de compensation, qui sont tiraillés entre l'esprit commercial de leurs clients et l'esprit administratif que l'État leur impose.

La connaissance que nous avons des données visibles du commerce extérieur montre combien il serait difficile d'organiser les échanges internationaux. Ces derniers, en effet, portent dans une large mesure sur des produits finis ou demi-finis (1).

De ces faits, trois conclusions s'imposent :

1° Le champ d'application ou d'extension des Ententes internationales, à l'encontre des espoirs plus haut formulés (2), se trouve forcément assez limité. Les Ententes, en effet, ne sont possibles que pour des objets simples, marchandises brutes, en général, de types similaires, faciles à classer. Une grande partie des transactions internationales leur échappera toujours. C'est ainsi que n'a pu être constituée aucune entente dans les textiles, et qu'ont échoué toutes les tentatives en vue d'un cartel d'exportation des vins.

2° Dans ces conditions, pour des objets finis ou demi-finis, il n'existe, à défaut de la liberté, que le contingentement amiable. Mais ce procédé présente un très grave inconvénient, que savent en général éviter les Ententes. Autant, en effet, les contingents sont simples et rigides, autant celles-ci sont pour la plupart souples et complexes. Les directeurs des Ententes possèdent de larges informations, d'étroites relations par-dessus les frontières, qui sont évidemment impossibles aux organismes nationaux, chargés de déterminer les contingents amiables. Aussi les plus importantes d'entre les Ententes ont-elles renoncé à fixer des contingents invariables et préféré une organisation plus souple de la vente à une restriction

(1) C'est ainsi que la France a importé, en 1933 : 4.977.469.000 francs d'objets fabriqués, contre un total de 28.425.410.000 francs de marchandises importées, soit 1/6, et exporté 11.174.164.000 francs d'objets fabriqués, contre 38.433.154.000 francs d'exportation totale, soit 66 0/0.

(2) V. la citation de M. Fougère, *supra*, p. 52.

rigide de la production, à cause précisément de la difficulté de prévoir les débouchés. Tel est le cas de la deuxième Entente de l'aluminium (1930), de la nouvelle Entente de l'acier (1933) (1), ou du récent Cartel de l'étain.

3^e Si donc les Ententes internationales ont éprouvé de grosses difficultés pour la production de marchandises dont la consommation reste plus stable que celle des produits finis, on peut juger des obstacles que rencontrera dans l'avenir la généralisation des contingents amiables et que laissent prévoir les discussions déjà soulevées pour la fixation de la période de référence. On saisit là, sur le vif, les difficultés qu'on éprouve, même dans des domaines très restreints, à connaître les données complexes du commerce extérieur.

SECTION II

Les courants complexes du commerce extérieur.

C'est un caractère un peu différent de complexité que le commerce extérieur présente dans ses courants. Les courants du commerce extérieur sont en effet plus stables que ses données. Ils varient moins vite dans le temps ; mais dans l'espace ils sont si liés les uns aux autres que tout procédé, qui sous prétexte de les organiser aurait pour effet de les simplifier, n'aboutirait qu'à les réduire. Toutes les tendances vers le régime du troc, qu'elles se manifestent ouvertement ou d'une façon déguisée, apparaissent donc comme éminemment fâcheuses.

Généralisé à l'ensemble des transactions internationales, le système du troc bilatéral, que souhaite M. Haladjian, provoquerait incontestablement la ruine du commerce extérieur. En fait, il n'existe pas deux pays au monde dont les échanges soient équivalents ; c'est dire les bouleversements que l'instauration d'un pareil système provoquerait immédiatement. En

(1) On sait que le premier Cartel de l'acier avait pour règle de fixer des contingents de production. Les membres qui les dépassaient devaient payer une amende aux autres. Le nouveau Cartel a préféré des tonnages d'exportation.

théorie même, l'équilibre de la balance commerciale est non pas un idéal, mais un mythe, une irréalité, une impossibilité (1).

Le fait est bien connu, d'ailleurs, des échanges triangulaires. Ce serait encore pourtant simplifier grossièrement et dangereusement la réalité que de tendre à un système de troc triangulaire, comme essaie de le réaliser, on l'a vu, le Bureau international des échanges commerciaux. L'échange triangulaire ne correspondrait à la réalité que si toutes les Nations du monde pouvaient se répartir en trois groupes qui produiraient chacun une marchandise différente et équivalente de prix. Seuls, des échanges multiples correspondent à une production aussi diversifiée que la nôtre.

Enfin, cette complexité des courants commerciaux dans cet enchevêtrement de dettes et de créances se trouve encore accrue et facilitée par l'assouplissement des pratiques de crédit et de change.

Le double caractère de déséquilibre dans l'espace et de permanence dans le temps que présentent généralement les courants d'échanges d'un pays donné avec l'étranger nous est montré par l'exemple de la France et celui de l'Allemagne.

M. Pierre Jéramec, dans la *Revue économique* de mars-avril 1933 (2), démontrait, par des exemples précis, que

(1) Cf. Aftalion, *Cours de doctorat*, 1933-1934 (Les Cours de droit, Paris), p. 6 : « Même si les balances commerciales de tous les pays étaient en fait en équilibre, elles apparaîtraient toutes en déficit d'après le livre de la douane. Si l'on faisait le total des balances commerciales de tous les pays, si l'on additionnait, d'une part, les importations de tous les pays et, d'autre part, toutes les exportations, à supposer, d'ailleurs, que les statistiques soient bien exactes, on arriverait à un total plus élevé pour les importations que pour les exportations. Et cela parce qu'une même marchandise est inscrite dans les livres de la douane du pays exportateur pour une valeur moins élevée que dans les livres de la douane du pays importateur, à cause du transport de la marchandise qui en augmente la valeur. Une marchandise qui vaut dans l'Inde 10.000 francs ou un nombre de roupies correspondant à 10.000 francs, vaudra, quand elle sera arrivée en France, plus que 10.000 francs, sa valeur sera augmentée des frais de transport. Tandis que les livres de la douane du pays exportateur porteront une inscription de 10.000 francs, les livres de la douane du pays importateur porteront une mention de 10.500 francs. Ainsi le total des importations est supérieur au total des exportations ».

(2) P. 247 et suiv.

« souvent les principaux fournisseurs d'un pays ne sont pas en même temps ses principaux clients ».

Tel est le cas de la France.

« Ce pays est ainsi amené, disait-il, à pratiquer une politique de débouchés extrêmement divers et à admettre sur son marché, en échange de facilités pour ses propres exportations, des produits moins essentiels à son économie que les produits bruts qui forment la masse de ses achats extérieurs.

» Ainsi, l'insuffisance d'un pays en certaines ressources agricoles ou minières l'introduit, bon gré mal gré, dans un cycle d'échanges mondiaux beaucoup plus volumineux et plus diversifiés. Cela permet notamment une imposante circulation de produits fabriqués, paradoxale à première vue, entre les puissances industrielles concurrentes, que M. le Professeur Rist nomme « les grands Rivaux ». Par exemple, les États-Unis sont dans l'obligation de tirer certains produits coloniaux essentiels (café, sucre, caoutchouc...) de l'Amérique latine et des pays du Pacifique. Comme ces fournisseurs n'ont qu'un faible pouvoir d'achat (et que les États-Unis ne peuvent guère leur exporter), c'est à leurs exportations sur l'Europe que les États Unis demandent d'assurer leur balance commerciale, ce qui les conduit à importer beaucoup de produits fabriqués européens, dont ils se passeraient à la rigueur.

» Or, *l'équilibre tout relatif de la balance commerciale française s'obtient, de tradition, par des voies analogues...* ».

On peut, en effet, diviser en deux groupes les principaux clients de la France :

Le premier groupe serait celui des « pays étrangers d'outre-mer (États-Unis, Dominions, Amérique latine, etc.) et de l'Europe balkanique et orientale; tous fournisseurs de produits bruts : denrées alimentaires et matières premières.

» On observe cette permanence remarquable que la France recevait de ce groupe en 1928 comme en 1913 49 0/0 de ses importations, mais lui adressait moins d'un quart de ses exportations : environ 23 0/0 en 1913

24 0/0 en 1928 ».

Le second groupe comprendrait les pays de l'Europe occidentale et les grandes colonies françaises :

La France leur exporte plus des $\frac{3}{4}$ de ses exportations : 78 0/0 en 1913

76 0/0 en 1928

et elle leur importe seulement 50 0/0 de ses importations.

« Il leur revient donc toujours la lourde tâche de balancer dans la même large mesure le déficit français à l'égard de l'outre-mer et de l'Europe agricole. »

» Aussi, observe-t-on, en 1928, le retour approximatif aux proportions d'avant-guerre des deux grands groupements à balance déficitaire et à balance favorable. Ce fait apparaît très important, significatif de lois économiques profondes, si l'on évoque les perturbations de la guerre et de l'après-guerre... ».

C'est en particulier :

« l'empiétement fort sensible des colonies françaises sur la part d'avant-guerre de l'Europe occidentale » :

les importations sont passées de : 7,5 0/0 à 10,8 0/0 ;

les exportations sont passées de : 12,9 0/0 à 16,2 0/0.

« Le trafic franco-colonial a surtout bénéficié du déclin des échanges France-Grande-Bretagne ».

L'auteur de cet article conclut justement :

« Comme à d'autres époques dépressives, les colonies (surtout les colonies proches de l'Afrique du Nord) jouent le rôle d'assises solides... puisque leur part atteint environ en 1932 près de $\frac{1}{3}$ de nos exportations et 18 0/0 de nos importations ».

Ces faits réfutent éloquemment la thèse de M. Haladjian.

En vain, ce dernier affirme-t-il que :

« L'échange effectif maintiendra et renforcera les liens existants entre un pays et des dépendances coloniales », qu'il « contribuera à établir, entre un pays et ses colonies autonomes ou indépendantes, des relations économiques équitables et d'intérêt commun ».

Pareilles affirmations semblent purement gratuites. L'appli-

cation, même seulement partielle, du système de l'échange effectif conduirait au double résultat suivant :

— dans le présent, d'abord, il faudrait réduire purement et simplement le chiffre de nos exportations excédentaires avec nos colonies : ainsi toute une partie de nos industries d'exportation se trouverait en souffrance (1), sans aucun bénéfice pour celles des colonies ;

— dans l'avenir, ensuite, serait rendu impossible tout développement du commerce colonial et, partant, tout progrès industriel dans les colonies.

Les remarques faites à propos du commerce colonial de la France pourraient aisément être étendues à l'ensemble du commerce extérieur de tous les pays.

C'est ainsi que pour l'*Allemagne* le rédacteur plus haut cité de la *Wirtschaftsdienst* montre les difficultés insurmontables qui s'opposent à la réalisation d'un système de troc :

« Ces difficultés s'expliquent avant tout par la structure du commerce extérieur de l'Allemagne. A l'égard d'un grand nombre de pays, presque à l'égard du monde entier, l'Allemagne enregistre une *extraordinaire diversité de son exportation*. Par contre, une grande partie du monde ne livre à l'Allemagne qu'un nombre relativement restreint de marchandises, en tout cas pas de matières premières ni de produits agraires en grande quantité. Cette diversité dans les importations et les exportations de marchandises susciterait pour les opérations individuelles de troc des difficultés telles que ce procédé se révèle impropre à la marche d'un commerce extérieur de grande importance. Il s'y ajoute que les importations de matières premières et de produits agraires ont dans la plupart des marchés *un caractère saisonnier*

(1) A supposer même que le système de l'échange effectif ouvrit d'autres débouchés étrangers à ces industries d'exportation en souffrance, celles-ci n'en seraient pas moins détournées du marché colonial, et les relations entre la métropole et ses colonies ne s'en trouveraient pas moins affaiblies, — quoi qu'en dise M. Haladjian.

très accusé, tandis que les exportations se répartissent d'une manière plus régulière sur toute l'année, et que si elles sont soumises à certains fléchissements saisonniers, à l'égard de beaucoup de pays les saisons d'exportations tombent à d'autres époques que les saisons d'importations. Dans les saisons d'importations, l'importateur allemand, éventuellement l'exportateur d'outre-mer, ne trouverait pas, en dehors des saisons d'importations, des contrats d'importation pour compenser ses créances ».

Le même article donne comme exemple l'échec des essais de « compensation de marchandises » entre l'Allemagne et l'Islande (objets allemands contre harengs frais).

« On constata rapidement que la capacité de réception de l'Islande pour des marchandises allemandes était moindre que sa capacité de livrer des harengs frais, qui trouvaient preneurs sur les marchés allemands. La liquidation des comptes résultant de la vente de harengs frais par l'achat de marchandises allemandes d'exportation se révéla si difficile que le trafic avec l'Islande par voie de compensation de cette forme dût être rapidement abandonné ».

On imaginerait difficilement réfutation plus adéquate de la théorie de M. Haladjian.

Au reste, la complexité des courants commerciaux, leur enchevêtrement, leur déséquilibre et jusqu'à la permanence de leur déséquilibre ne constituent pas la seule raison qui s'oppose à tout système de troc.

A côté des courants commerciaux visibles, il en existe d'invisibles, qui non seulement condamnent le troc, mais encore mettent d'étroites limites à toutes les tentatives de compensation et d'organisation du commerce extérieur.

CHAPITRE II

LA COMPLEXITÉ DES ÉLÉMENTS INVISIBLES

Que la tendance actuelle vers un régime de troc se manifeste sous la forme atténuée du contingentement conçu comme une monnaie d'échange ou sous la forme absolue de « l'échange effectif », elle suppose toujours une méconnaissance singulière des éléments invisibles de la balance des comptes. Encore faut-il réfuter exactement cette erreur. Or, si les théories plus ou moins renouvelées du lointain mercantilisme et de la balance des contrats simplifient toujours à l'excès la réalité économique, il faut reconnaître que les doctrines classiques de la balance des comptes paraissent encore bien loin de la saisir dans son extrême complexité. Aussi nous efforcerons-nous, après avoir marqué l'opposition des tendances vers un régime de troc avec les principes classiques en la matière, de préciser ceux-ci.

SECTION I

Les tendances néo-mercantilistes et la conception classique de la balance des comptes.

Dans sa définition classique, la balance des comptes comprend les éléments visibles qui composent la balance commerciale et, en plus, des éléments invisibles (mouvements de capitaux, dépenses de tourisme, etc...) qui n'apparaissent pas sur les livres de la douane.

On sait quelle importance considérable ces éléments invi-

sibles prennent dans des pays comme le nôtre, qui doivent attendre de l'excédent de leurs exportations invisibles le remède au déséquilibre traditionnel de leur balance commerciale.

Or, le régime du troc et toutes les mesures qui s'en inspirent rendraient absolument impossibles la plupart de ces mouvements invisibles.

Déjà le tourisme se trouve de plus en plus entravé, à mesure que se généralise le régime de la compensation. Ainsi, des pays comme l'Allemagne réglementent-ils très étroitement les sommes d'argent que peuvent emporter leurs nationaux dans leurs voyages à l'étranger, — conséquence logique, à vrai dire, du système qui prétend limiter aux mouvements de marchandises les mouvements de capitaux.

On sait, par ailleurs, les difficultés qu'a soulevées le paiement des dettes internationales, de celles en particulier de l'Europe aux États-Unis, dans la mesure précisément où le créancier américain, par son protectionnisme outrancier, empêchait ses débiteurs de se libérer en marchandises. Le régime du troc, qui ferait succéder à la protection la prohibition, aggraverait les difficultés des pays débiteurs en les transformant en impossibilités pures et simples.

Aussi bien est-ce le résultat auquel tendent dès à présent les mesures généralisées de nationalisme commercial. Les pays créanciers, incapables d'être remboursés, se trouvent gravement lésés; et on ne peut même pas soutenir que les pays débiteurs en sont avantagés: car, dans l'ordre économique, leurs industries d'exportation en souffrent, et dans l'ordre financier leur crédit est ruiné. Incapables de payer, les pays pauvres ne pourront plus emprunter. Impuissants à se faire payer, les pays riches ne voudront plus prêter. Ainsi est réduite à néant la puissance financière de ces derniers, et rendue vaine leur politique d'épargne.

Enfin, toutes les Nations dont la balance commerciale, à l'exemple de la nôtre, est défavorable, loin de voir par le troc leur économie améliorée, assisteraient impuissantes à la

stagnation de leurs exportations et à la réduction de leurs importations au niveau de celles-là.

Si nous ne pouvions importer que dans la mesure où nous exportons, et que des seuls pays à qui nous exportons, nous serions bientôt privés de café, aux dépens, en France, du commerce d'alimentation (sans parler des consommateurs) et au détriment du Brésil tout entier.

En vain, M. Haladjian (1) veut-il tirer du fait que le Brésil se trouverait dans une situation plus difficile que la France une conséquence à notre avantage (2). En vain soutient-il que l'obligation d'acheter du café étant pour nous moins impérieuse que l'obligation pour le Brésil d'en vendre, nous pourrions, en échange, ne proposer à ce dernier que peu de marchandises au prix fort. Par là même, nous pourrions maintenir élevés prix, salaires, charges sociales, niveau d'existence. Mais, en réalité, il n'est pas sûr du tout que les exportateurs brésiliens se prêteraient à une telle combinaison. Il est même certain qu'ils chercheraient alors à remplacer notre clientèle par celle d'autres pays qui leur offriraient les mêmes marchandises que nous à un prix moins élevé. La thèse de M. Haladjian pour être exacte supposerait que la France possédât ces marchandises en monopoles. Mais de tels monopoles, s'ils ont jamais existé, sont de plus en plus ruinés par les progrès techniques qui dans l'ordre économique égalisent les Nations. Les seules inégalités, les seuls avantages que ces progrès laissent intacts, sont d'ordre financier, et ce sont ces avantages précisément que négligent, réduisent, anéantissent, stérilisent, en empêchant de les exploiter, toutes les mesures tendant au troc.

Le vrai remède à la crise actuelle de crédit, n'est pas de supprimer le crédit — indirectement par le troc, ou directement par les systèmes de compensation plus haut exposés.

(1) *Op. cit.*, p. 127 sq.

(2) Et plus généralement à l'avantage de toutes les Nations, « comme la France et la Grande-Bretagne, qui peuvent supporter une balance commerciale déficitaire ».

Le vrai remède est au contraire de permettre entre les Nations des mouvements plus faciles de capitaux.

Il semble qu'à cet égard les vastes Ententes de producteurs aient un rôle à jouer.

Bien étayées financièrement, elles peuvent d'abord supprimer les difficultés financières pour leurs adhérents et pour leurs clients. Mieux assises et plus liées, elles pourraient, peut-être, plus aisément que les États, émettre des emprunts internationaux pour entreprendre de grands travaux publics. L'histoire des crises enseigne, en effet, qu'un de leurs meilleurs remèdes consiste dans l'émission de vastes emprunts privés, garantis par l'État, afin d'arrêter la thésaurisation et de réveiller la production. Les Ententes, qui tendent à devenir des entreprises d'intérêt général, se doivent d'avoir une politique à la hauteur de leur puissance.

Dans des domaines plus restreints, les Cartels internationaux apparaissent comme susceptibles de stimuler les mouvements internationaux de capitaux, soit en favorisant l'extension des moyens de transport à des pays arriérés, soit en évitant, par une organisation internationale de voyages, des mesures comme celles qui ont été prises par certains États pour limiter les sommes à emporter par leurs touristes à l'étranger.

De toute manière, seules, parmi les moyens préconisés pour organiser les échanges extérieurs, de très larges Ententes internationales pourraient favoriser entre les pays la circulation des éléments invisibles de leurs balances des comptes, et par là, sinon organiser le commerce international, du moins remédier à ses difficultés. Ce serait donc aller à l'encontre de cette fin que de développer, sous prétexte de susciter des Ententes futures, des groupements plus restreints d'importateurs ou d'exportateurs, dont le système de contingentement réciproque se rapproche de celui, éminemment dangereux, du troc bilatéral.



On voit ainsi à quel point sont liés éléments visibles et éléments invisibles, dans les relations extérieures, et quel

danger on courrait si l'on prétendait organiser les uns en négligeant les autres.

Mais la complexité des éléments invisibles qui composent les balances des comptes semble plus grande encore que ne la révèlent les théories classiques. Aussi, croyons-nous utile d'essayer de préciser celles-ci pour réfuter plus pertinemment les tendances ou les théories néo-mercantilistes.

SECTION II

Les tendances néo-mercantilistes et la conception élargie de la balance des comptes.

On ne prouve rien en voulant trop prouver, dit le proverbe. C'est peut-être le fait de certains libéraux extrêmes, qui pour combattre la thèse de la balance du commerce ont élargi à l'excès la conception de la balance des comptes. Ainsi font-ils figure d'idéologues et détruisent-ils eux-mêmes leurs propres arguments.

En réalité, croyons-nous, la conception classique de la balance des comptes, conception monétaire avec Ricardo, économique avec J.-B. Say, reste encore trop étroite, et le jeu des éléments invisibles semble plus complexe qu'ils n'ont pensé. Mais la conception extrême émise par Bastiat, et reprise de nos jours par M. Rueff (1), est, elle, beaucoup trop large et beaucoup trop lâche. Les classiques, en somme, demeurent en deçà de la réalité et ne réfutent pas encore suffisamment le mercantilisme. Les autres, pour vouloir trop bien le réfuter, arrivent à ne plus rien prouver. Entre ces deux doctrines il y a, croyons-nous, une thèse intermédiaire. Nous nous efforcerons de la dégager de la théorie même de Bastiat. Elle nous donnera du troc une réfutation encore plus forte que la précédente, et de la politique extérieure à suivre par les Cartels des indications plus précises.

(1) *Revue d'économie politique*, mars-avril 1933, p. 403 et suiv.

I

« La balance du commerce, a écrit Bastiat, est un article de foi (1).

» On sait en quoi elle consiste : un pays importe-t-il plus qu'il n'exporte, il perd la différence. Réciproquement, ses exportations dépassent-elles ses importations, l'excédent forme son bénéfice. Cela est tenu pour un axiome, et on légifère en conséquence.

» ...Permettez-moi d'apprécier le mérite de cette règle. Je le ferai en racontant deux opérations commerciales que j'ai eu occasion de faire.

» J'étais à Bordeaux. J'avais une pièce de vin qui valait 50 francs; je l'envoyai à Liverpool, et la douane constata sur ses registres une exportation de 50 francs.

» Arrivé à Liverpool, le vin se vendit à 70 francs. Mon correspondant convertit les 70 francs en houille, laquelle se trouva valoir, sur la place de Bordeaux, 90 francs. La douane se hâta d'enregistrer une importation de 90 francs.

» Balance du commerce en excédent de l'importation : 40 francs.

» Ces 40 francs, j'ai toujours cru, sur la foi de mes livres, que je les avais gagnés. M. M... m'apprend que je les ai perdus, et que la France les a perdus en ma personne.

» Et pourquoi M. M... voit-il là une perte? Parce qu'il suppose que tout excédent de l'importation sur l'exportation implique nécessairement un solde qu'il faut payer en écus. Mais, où est, dans l'opération que je raconte, et qui est l'image de toutes les opérations commerciales lucratives, le solde à payer?

» Donc, ce que M. M... appelle *perte* doit s'appeler *profit*.

(1) Bastiat a exposé sa thèse à plusieurs reprises, entre autres dans la première et la seconde parties des *Sophismes économiques*, Œuvres complètes, 5^e éd., Guillaumin et C^{ie}, Paris, t. IV, p. 52 et suiv., t. V, p. 404, d'où sont tirées ces citations.

» Ma seconde opération eut une issue bien différente.

» J'avais fait venir du Périgord des truffes qui me coûtaient 100 francs; elles étaient destinées à deux célèbres ministres anglais, pour un très haut prix, que je me proposais de convertir en livres... Hélas, le navire qui les emportait périt à la sortie du port. La douane, qui avait constaté à cette occasion une sortie de 100 francs, n'a jamais eu aucune rentrée à inscrire en regard.

» Donc, dira M. M..., la France a gagné 100 francs; car c'est bien de cette somme que, grâce au naufrage, l'exportation surpasse l'importation. Si l'affaire eût autrement tourné, s'il m'était arrivé pour 2 ou 300 francs de livres, c'est alors que la balance du commerce eût été défavorable et que la France eût été en perte.

» Au point de vue de la France, il est triste de penser que toutes les entreprises commerciales qui laissent de la perte selon les négociants, donnent du profit suivant cette classe de théoriciens qui déclament toujours contre la théorie ».

Trop simple pour être vraie, la thèse de Bastiat se réfute elle-même dès qu'on en renverse les données.

A suivre son auteur, l'idéal serait de vendre à l'étranger le plus cher possible : à une pareille pratique, nos exportateurs perdraient vite leurs clients.

D'après cette thèse encore, plus la balance du commerce est déficitaire, plus le pays s'enrichit, et plus elle est excédentaire, plus le pays s'appauvrit. Bastiat lui-même le dit expressément quand il écrit (p. 407) :

« J'affirme que si l'on venait dire à la Chambre des communes : « La valeur totale de ce qui sort du pays surpasse la valeur totale de ce qui entre », c'est alors qu'on se croirait menacé, et je doute qu'il se trouvât un seul orateur qui osât ajouter : la différence est un profit » (1).

(1) On sait comment la Chambre des communes a changé l'opinion que Bastiat pouvait lui prêter jadis sans générosité excessive. Et il est aisé de faire remarquer que la politique commerciale de la Grande-Bretagne a

Il n'a pas craint de préciser ailleurs (1) :

« La vérité est *qu'il faudrait prendre la balance du commerce au rebours et calculer le profit national, dans le commerce extérieur, par l'excédent des importations sur les exportations.* Cet excédent, les frais déduits, forme le bénéfice réel. Mais cette théorie, qui est la vraie, mène directement à la liberté des échanges. Cette théorie, je vous la livre comme toutes celles qui ont fait le sujet des précédents chapitres. *Exagérez-là tant que vous voudrez, elle n'a rien à redouter de cette épreuve.* Supposez, si cela vous amuse, que l'étranger nous inonde de toutes sortes de marchandises utiles, sans rien nous demander ; que nos importations soient *infinies* et nos exportations *nulles*, je vous défie de me prouver que nous en serons plus pauvres ».

On peut remarquer d'abord que cette conclusion est en contradiction flagrante avec l'exemple qui précède, puisque celui-ci suppose que l'importation n'a été que la contre-partie heureuse d'une exportation préalable. Sans envoi de vin, pas d'achat de houille.

Il est aisé ensuite de la réfuter par l'expérience (2). L'on ne sache pas, en effet, que la France se soit appauvrie, dans les années qui ont suivi immédiatement le redressement de sa monnaie, alors que sa balance commerciale se trouva par exception largement excédentaire. On pourrait citer encore, à l'encontre de la thèse de Bastiat, l'exemple des États-Unis au temps de leur pleine prospérité, ou celui plus classique

toujours été beaucoup moins guidée par la théorie, comme Bastiat semble le croire, que par l'intérêt, non seulement privé, mais public. En Angleterre, c'est bien souvent l'intérêt qui crée l'idée.

(1) T. IV, p. 56-57.

(2) Il est inutile de noter que *pratiquement* les deux exemples cités par Bastiat ne correspondent aucunement à la réalité. C'est très rarement le même négociant qui exporte et importe, le système des ventes C. A. F. ou C. I. F. très généralisé s'opposerait plus ou moins à ce genre de doubles transactions. D'autre part, il est évident que toutes les transactions sont aujourd'hui assurées, de telle sorte qu'une perte en mer entraînant (si la compagnie d'assurances est étrangère) le paiement d'une assurance plus forte que les primes versées, constituerait un certain bénéfice, tout au moins pour l'ensemble du pays exportateur.

de maints pays neufs qui, loin de s'appauvrir, ne s'enrichissent au contraire que grâce, dans une large mesure, aux excédents de leurs exportations.

II

Au fond, il semble qu'on ait lié beaucoup trop étroitement l'état de la balance commerciale et l'état de la richesse nationale.

Avec Bastiat, on peut admettre qu'un pays importateur peut s'enrichir et un pays exportateur s'appauvrir. Mais l'inverse est également vrai, et on a vu souvent des pays exportateurs s'enrichir et des pays importateurs s'appauvrir.

De toute manière, il est absolument faux qu'un pays s'enrichisse d'autant plus que ses entrées de marchandises dépassent ses sorties.

En réalité, il n'y a pas entre la fortune d'un pays et son commerce extérieur le rapport étroit qu'on soutient. Toutefois, Bastiat a eu raison d'attirer l'attention sur le profit invisible réalisé par le négociant; et il semble qu'on puisse, de ses vues, tirer les déductions suivantes.

A égale distance des libre-échangistes et des mercantilistes, on peut dire, croyons-nous, que c'est la progression du revenu national qui fait la richesse d'un pays, bien plutôt que l'état de sa balance commerciale. Un pays s'enrichit quand l'ensemble de ses commerçants réalise un profit sur l'ensemble de leurs transactions, et économisent en partie au moins ce profit. Un pays s'appauvrit quand l'ensemble de ses opérations commerciales se solde par une perte, ou lorsque ses habitants dissipent leur profit ou leur épargne en biens de consommation *intérieurs* ou *extérieurs*.

En ce qui concerne le commerce extérieur, un pays, semble-t-il, s'appauvrit quand la somme de ses achats de consommation, *intérieurs et extérieurs*, dépasse, non pas ses exportations, mais la somme de ses ventes, tant inté-

rieures qu'extérieures (1). Il s'enrichit dans le cas contraire.

Ainsi le lien apparaît-il très lâche entre l'état du solde de la balance commerciale et la richesse du pays.

Au lieu donc de comparer les importations aux exportations, ne vaudrait-il pas mieux les confronter avec le montant de l'épargne annuelle? Au lieu de dire qu'un pays peut importer dans la mesure où il exporte — des marchandises ou des services —, ne vaudrait-il pas mieux soutenir qu'un pays peut importer dans la mesure où il épargne?

Un exemple nous fera mieux comprendre.

Si l'on suppose que dans un pays la production totale est égale, en prix de revient à 80, en prix de vente à 100, et qu'elle se trouve écoulee pour ses $9/10^{es}$ sur le marché intérieur, le reste étant vendu à l'étranger, on peut, semble-t-il, établir ainsi la marge maxima possible des importations :

	VENTES à l'intérieur	VENTES à l'étranger	ACHATS à l'intérieur	ACHATS à l'extérieur
Prix de revient.....	72	8		
Prix de vente.....	90	10	90	
Bénéfices réalisés par les producteurs...	18	2		possibles jusqu'à $18 + 2 = 20$

Dans cette hypothèse, les importations seront *théoriquement* possibles jusqu'à 20, en excédent de 10 sur les exportations (2).

Si l'on ajoute que, dans ce même pays, l'épargne est abondante et que les capitalistes y jouissent d'un revenu annuel de 5, les importations seront possibles *théoriquement* jusqu'à 25, en excédent, cette fois, de 15 sur les exportations.

Au delà, le pays s'appauvrirait.

Pratiquement, toutefois, un obstacle paraît s'opposer à ces

(1) Ce qui prouve qu'une partie de ces achats a été effectuée, non pas avec des profits, des salaires ou des revenus, mais avec du capital épargné.

(2) Ce calcul n'est donné que pour l'hypothèse où les importations dépassent les exportations. Il ne vaut pas, évidemment, dans le cas contraire. Il n'a pour but que d'essayer de préciser la mesure dans laquelle les importations peuvent dépasser les exportations.

importations en excédent. Il semble, en effet, qu'elles ne soient matériellement possibles que dans la mesure où l'on trouvera dans le pays des moyens monétaires ou financiers de les régler, en un mot, dans la mesure où elles seront compensées par des exportations invisibles (revenus étrangers, dépenses des touristes, etc.).

C'est là, du moins, la théorie classique. Mais les faits récents l'ont largement démentie (1).

En réalité, les phénomènes du change sont tellement complexes et l'attraction de l'or sur les capitaux étrangers est telle, qu'à l'encontre de ces théories la balance des comptes d'un pays peut présenter un long déficit, sans que se produisent les sorties d'or qu'elles prétendaient automatiques. C'est le cas actuel de la France. *La limite pratique aux importations est donc, en fait, plus reculée que ne croyaient les libéraux classiques* (2). Nous croyons, quant à nous, qu'elle doit alors se rapprocher de la limite théorique que nous avons tenté de préciser.

Un pays peut donc, sans s'appauvrir, importer plus qu'il n'exporte, non pas indéfiniment comme le disait Bastiat, mais plus que ne le disaient les libéraux classiques.

En résumé, un pays peut, croyons-nous :

1° à l'encontre des mercantilistes, importer plus de marchandises qu'il n'en exporte ;

2° à l'encontre des classiques (Ricardo, J.-B. Say), importer plus de marchandises qu'il n'exporte de marchandises et de services ;

3° à l'encontre de Bastiat, dans la limite toutefois de son revenu national.

III

De cette conception élargie de la balance des comptes découlent deux conclusions pratiques.

Les tendances néo-mercantilistes apparaissent ainsi plus

(1 et 2) Cf. Aftalion, *Monnaie, prix et change*, Paris, Sirey, éd., 1933.

condamnées encore que par les doctrines classiques. Non seulement, en effet, elles négligent les éléments invisibles que prévoient les doctrines classiques, mais encore elles ne tiennent aucun compte ni des possibilités, plus invisibles encore, d'importations réelles que constituent les excédents de profits et d'épargne, ni des mouvements de capitaux provoqués par des causes purement psychologiques (possibilités supplémentaires d'importations et mouvements psychologiques de capitaux, qui accroissent la complexité de la balance des comptes et dont les théories classiques, on le sait, ne tenaient compte).

Toutes les mesures inspirées des principes de troc et de compensation apparaissent donc comme extrêmement dangereuses. D'une part, en effet, elles s'opposeraient, dans les pays riches, à ces importations supplémentaires de marchandises, dont nous avons essayé de montrer la possibilité au delà même de l'équilibre de la balance des comptes. D'autre part, elles conduiraient et elles ont déjà conduit les États plus pauvres à réglementer les sorties de capitaux, et à imposer une corrélation absolue, inexistante en fait, entre les mouvements de capitaux et les mouvements de marchandises. Or, les expériences récentes en ont montré les funestes résultats. L'interdiction des exportations de capitaux, au delà des besoins commerciaux, a toujours eu pour effet d'accroître dans le pays qui prenait de telles mesures la crainte des épargnants et, à l'extérieur, la méfiance des capitalistes. Il en est résulté à l'intérieur une véritable fuite de la monnaie nationale et une recrudescence des sorties clandestines de capitaux, et dans les pays qui profitaient de celles-ci une accumulation de l'or et une thésaurisation malsaine.

De part et d'autre, on aboutit ainsi à détourner de leurs emplois productifs toute une masse de capitaux.

Tel sera toujours le résultat de toutes les tendances mercantilistes, qu'elles se traduisent, comme après la guerre, par un protectionnisme excessif, ou, comme à présent, par les prohibitions du troc. En voulant établir entre les mouve-

ments de marchandises et les mouvements de capitaux une solidarité trop étroite, elles ont toujours pour effet d'empêcher les prêts extérieurs à long terme, et de créer toute une masse de capitaux flottants qui, pendant la prospérité, excitèrent la spéculation, et qui aggravent aujourd'hui la thésaurisation.

Bien loin d'organiser le commerce extérieur, les tendances néo-mercantilistes, pour en négliger la complexité, y jettent le désarroi.

Tandis que le troc conduit à établir entre les mouvements de capitaux et ceux de marchandises un parallélisme contraire à la réalité, les Ententes internationales, semble-t-il, peuvent aboutir à établir entre les pays une solidarité économique contraire à leurs différences financières.

Dans le domaine de la production, d'abord, les Ententes internationales tendent à pousser uniformément les divers pays à la concentration industrielle, sans tenir aucun compte des différences de leurs possibilités financières. La concentration industrielle nécessite en effet de grandes ressources en capitaux qui sont loin d'exister également dans tous les pays. Ce fut précisément, avant la crise, l'erreur capitale de l'Allemagne que de vouloir imiter dans l'ordre économique l'exemple des États-Unis, sans en avoir les possibilités financières. Ainsi peut-on craindre que la généralisation des Ententes internationales, présentée par M. Marlio comme le suprême degré de la rationalisation (1), ne conduise les États dans une voie dangereuse pour certains d'entre eux.

Dans le domaine de la vente, ensuite, les Cartels de prix peuvent présenter le même péril. Ils tendent, en effet, à fixer uniformément les conditions de vente sans tenir aucun compte des possibilités variables de leurs adhérents. Il est extrêmement rare en effet que les coûts de production soient

(1) V. *Revue de Paris*, cité *supra*, p. 42.

équivalents dans deux pays, même voisins, en raison surtout de leurs ressources naturelles et financières, toujours différentes. Dans ces conditions, c'est négliger les divergences des Économies nationales et s'opposer ainsi à la spécialisation de chaque pays suivant ses aptitudes propres.

Ainsi, les Ententes internationales risquent-elles, elles aussi, d'être plus ou moins entachées de la grave erreur trop répandue à l'heure présente, qui consiste à ignorer les éléments financiers des balances des comptes. Pour être « invisibles » souvent, ces données cependant n'en sont souvent que plus puissantes.



A des degrés fort variables, les tentatives d'organisation du commerce international comportent donc le même danger : simplifier ce qui est complexe, systématiser ce qui est variable, rendre uniformes, ou tout au moins solidaires, des situations différentes. Par là même elles s'éloignent du véritable but de l'Économie dirigée, qui est de mieux connaître la réalité économique pour mieux s'y adapter.

Ce risque de systématiser ce qui est souple et complexe rejoint d'ailleurs la tendance à figer, dans leur forme présente, les mouvements du commerce extérieur par la méconnaissance de son dynamisme essentiel.

LIVRE II

DANS QUELLE MESURE L'ORGANISATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR EST-ELLE COMPATIBLE AVEC SON DYNAMISME?

Les progrès de la science ont de curieuses revanches. Imprévisibles dans leur essor, ils détruisent eux-mêmes les prévisions qu'ils permettent.

Ainsi en est-il dans l'ordre économique où plus de précision s'accompagne de plus d'incertitude. Alors donc que les progrès de la science économique permettraient de mieux saisir dans leur complexité les données *actuelles* du commerce extérieur, il resterait encore une part croissante d'inconnu et d'imprévu qui tient essentiellement au dynamisme des échanges et de la production internationale.

CHAPITRE PREMIER

LE DYNAMISME DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Il se manifeste dans le temps et dans l'espace.

SECTION I

Dans le temps.

Parce que l'on définit la crise comme un état de déséquilibre, on a tendance à considérer la prospérité comme un état d'équilibre, et à croire qu'il suffirait pour restaurer celle-ci de rétablir l'équilibre entre la production et la consommation.

Étrange conception ! A quel niveau cet équilibre devrait-il être réalisé ? Veut-on parler de l'équilibre entre la capacité maxima de production mondiale et la capacité maxima de consommation, ou plutôt le pouvoir d'achat maximum ? Souhaite-t-on, au contraire, un équilibre à un stade moins élevé ? Croit-on que la généralisation des contingents, si elle peut, dans certains cas, faire cesser le désordre, doit, en rétablissant l'équilibre entre l'offre et la demande *actuelles* d'une marchandise, restaurer dans sa production la prospérité passée ?

La situation d'un pays primitif, dont les habitants consomment tout ce qu'ils produisent, est, elle aussi, un état d'équilibre !

En fait, la prospérité n'est pas un état d'équilibre, mais de progrès, c'est-à-dire de changement. « L'état d'équilibre » vers lequel devait tendre, au dire de Stuart Mill, l'évolution

économique, ne paraît ni un idéal, ni une réalité. Un tel état supposerait, en effet, la stabilité dans l'ordre technique, dans l'ordre politique et social, et dans l'ordre monétaire.

Or, les progrès de la science sont de plus en plus déconcertants et imprévisibles dans leurs effets, comme les variations sociales et politiques, démographiques même, — tout autant que les courants psychologiques et les goûts de la mode qui se révèlent de plus en plus rapides.

Enfin (point de vue trop souvent oublié), les progrès techniques peuvent profondément modifier dans l'avenir la production de l'or.

Dans ces conditions, ce serait donc, semble-t-il, une dangereuse politique que de fixer étroitement, d'après les données du passé, les possibilités présentes ou futures du commerce international. S'il est un domaine où l'on doit craindre ce que M. Valéry (1) a appelé les dangers de l'histoire, c'est bien probablement celui-ci.

Or, ce travers nous semble être précisément le défaut, non seulement de toute Économie planée ou réglée, mais aussi de tout programme d'entente ou de contingentement tendant à restreindre la production pour une période déterminée, en prenant comme base des années antérieures dont le choix ou le nombre reste forcément arbitraire.

Ou bien, en effet, on se trouve en période de prospérité et on prévoit un programme trop vaste; ou bien on est en période de crise et on prévoit un programme trop restreint.

Ou bien encore, le pays considéré est en voie de décadence : les contingents qui lui seront attribués seront trop larges; ou, s'il s'agit d'un pays neuf, ils s'opposeront à son développement.

Tout système de contingentement généralisé rend impossible tout progrès du commerce international. Il s'oppose, en particulier, à l'essor du commerce colonial, dont nous avons marqué l'importance croissante depuis la guerre. Appliqué

(1) *Regards sur le monde actuel*, Stock, éd., 1931.

dans un temps de dépression, comme celui que nous vivons, il est assurément le meilleur moyen de consolider la crise, d'ankyloser pour ainsi dire le commerce international dans son état de régression.

Déjà, dans la pratique, le choix de la période de référence pour la fixation des contingents a bien fait apparaître les difficultés et les dangers de cette politique statique. Dans les contingents d'État, c'est généralement l'année 1932 qui a été prise comme année de base; et on en a divisé le quantum pour fixer des contingents trimestriels. Mais ce système a provoqué de nombreuses protestations. C'est ainsi que le Comité d'action économique et douanière a réclamé :

« Que la moyenne des importations de plusieurs années fût substituée à la seule importation de 1932 pour servir de base de calcul aux contingents de produits industriels institués par le décret du 30 décembre 1933 ».

De cette manière, on aurait atténué, en les répartissant sur une plus longue période, les fluctuations des stocks.

Mais d'autres difficultés se posent lorsqu'il s'agit d'importations saisonnières.

Les contingents purement amiables se prêtent sans doute à des remaniements plus faciles. Mais, en réalité, on tâche d'éviter ces remaniements, en fixant des périodes assez longues, de crainte des discussions qu'ils suscitent. Les contingents d'Ententes présentent le même inconvénient : c'est ainsi, par exemple, que le long désaccord entre producteurs belges et producteurs allemands sur la fixation de l'année de base a failli, l'an dernier, faire échouer le renouvellement du Cartel de l'acier.

Cependant, si les Ententes risquent, elles aussi, d'aboutir à stabiliser le commerce international, il faut reconnaître qu'elles échappent à trois graves défauts, inhérents à tous les modes de contingentement.

Elles ne tendent aucunement à établir entre les États un système de troc.

D'autre part, elles ne portent que sur des productions très

concentrées, et par là même déjà arrivées à un stade élevé dans le processus économique. Au contraire, le contingentement est possible pour des productions beaucoup plus retardataires. De telle sorte que si l'Entente s'oppose au progrès d'une industrie, sa politique stabilisatrice peut être judicieuse lorsqu'elle évite un excès fâcheux de progrès techniques. Au contraire, le contingentement de productions retardataires est évidemment un mal économique.

Enfin, les clauses des Ententes sont, comme on l'a déjà dit, infiniment plus souples que les règles des contingents publics ou privés. Elles ne fixent pas, généralement, un quantum de production, mais soit un pourcentage dans un total variable (Cartel de l'acier), soit, plus souvent, une répartition des territoires de vente.

A cet égard, on souhaite parfois que les Ententes s'établissent sur des bases dynamiques, et on cite en exemple l'Entente constituée par le Syndicat général de la construction électrique, « entente tout à fait internationale, groupant les constructeurs de matériel électrique de l'Europe entière et établie pour vingt ans », qui « fixe les quantités importables, non plus d'après les chiffres des importations antérieures, mais d'après les indices de production dans chaque pays » (1).

Pareil procédé, qui rappelle celui qui avait été employé dans le Plan Dawes pour faire varier les paiements de l'Allemagne selon sa capacité de production, n'est pas possible pour toutes les Ententes. Il vaut pour une industrie comme celle de la Construction électrique, dont les ventes dépendent de l'état général de la production. Il ne vaudrait ni pour les industries naissantes qui se développent beaucoup plus rapidement que ne progresse l'ensemble de la production, ni pour des échanges à destination de pays neufs, qui, pour s'équiper, ont un besoin intense de matériel étranger, alors que leur production reste encore très faible.

(1) Lautmann, voir page suivante.

D'ailleurs, un dynamisme fixé n'est déjà plus un dynamisme (1).



Ainsi, eu égard au dynamisme que revêtent dans le temps les échanges internationaux, on ne saurait trop condamner comme politique d'avenir le système des contingentements^s actuels, ni trop recommander aux Ententes internationales des vues souples et larges, adaptées à l'incessant mouvement des réalités économiques.

SECTION II

Dans l'espace.

Dans l'espace, les moyens préconisés pour organiser le commerce extérieur présentent souvent la tendance fâcheuse de vouloir ici encore établir des équilibres qui n'existent pas en réalité : équilibre entre production et consommation intérieures, équilibre entre les différents pays, équilibre entre groupes de pays.

(1) La difficulté à trouver le moyen de fixer le dynamisme des échanges extérieurs se marque assez bien par les lignes suivantes de M. Lautmann, *Quelques aspects nouveaux du protectionnisme*, Thèse Paris, 1933, Domat-Montchrestien, éd. :

« On voit dans quel ordre d'idées devraient s'effectuer les Ententes internationales. Au sein d'elles, les groupements ouvriers doivent affronter les groupements patronaux, non pour réaliser une collaboration des classes impossible, mais pour réaliser une lutte des classes par le heurt des intérêts divergents et l'affirmation de leurs défenses réciproques.

» De ce heurt des intérêts antagonistes naîtra la solution idéale. Ce sera alors pour le super-État économique la possibilité d'établir en toute connaissance de cause des délimitations de zones de production et des contingents de production, fixés non plus d'après des données statiques, mais d'après des données *dynamiques*, c'est-à-dire, non plus figés dans une forme s'adaptant *tant bien que mal* à ce que nous appellerons la consommation effective actuelle, mais de nature essentiellement variable, calculée surtout d'après les besoins d'une consommation effective variable, et tenant compte des besoins de la consommation que nous appellerons « *virtuelle* ». La tâche de l'organisme de contrôle sera précisément de maintenir le plus naturellement possible cette consommation effective, et de stimuler les consommations virtuelles en fournissant d'un pouvoir d'achat la masse actuellement en chômage ».

L'imprécision de cette conception marque assez son impossibilité pratique.

La première de ces tendances, qui concerne l'*Économie intérieure*, se révèle bien dans l'opinion très répandue qu'un pays ne doit exporter que le surplus de sa production. Elle conduit à croire (et ici encore les termes absolus de M. Haladjian expriment ce que les autres pensent implicitement) qu'un pays doit d'abord s'efforcer d'équilibrer sa production et sa consommation intérieures, en d'autres termes d'assurer par ses seuls moyens sa propre subsistance. Cette idée statique inspire la plupart des réformes du commerce extérieur. Elle s'oppose absolument à la conception dynamique de la spécialisation internationale. Ici encore on tend à faire prévaloir la notion d'équilibre sur la notion dynamique du gain. Pour des raisons sociales ou politiques (1) on cherche à assurer, par tous les moyens, fussent-ils onéreux ou même ruineux, l'harmonie entre la production et la consommation, ou encore entre les diverses branches de la production nationale, au lieu de se fier à la notion purement économique du prix de revient et du profit.

De ces deux conceptions, l'une conduit nettement au protectionnisme, l'autre au libre-échange, car plus un pays exporte, plus il se spécialise, et plus il doit importer. Cette dernière politique fut longtemps celle de l'Angleterre; c'est à la première, au contraire, que s'est presque toujours attachée la France. La notion de gain et de conquête est d'ailleurs aussi anglo-saxonne qu'est française celle d'harmonie et d'équilibre.

La recherche de l'équilibre économique, toujours onéreuse puisqu'elle s'oppose à celle du plus bas prix de revient, n'est donc possible que dans des pays d'épargne comme le nôtre. Mais elle nuirait étrangement aux Nations moins riches qui

(1) Anti-économiques, mais qui peuvent être en elles-mêmes parfaitement respectables. Reste à savoir qui doit l'emporter, en vue du *bien commun*, ou de la raison sociale, ou de la raison politique, ou de la raison économique. La question dépasse alors l'économiste, comme elle dépasse le spécialiste des problèmes sociaux ou des problèmes politiques. Elle se pose alors sur le *plan humain*, qui est une synthèse des trois autres.

ont besoin de se créer, par une politique d'expansion, des débouchés rémunérateurs.

Cette recherche de l'équilibre de l'Économie intérieure se révèle dans la clause, fréquente aux Ententes, qui réserve le marché national à chaque adhérent.

Par cette clause, les membres des Ententes se constituent d'indéniables monopoles. Ils prohibent (1), en fait comme en droit, l'entrée sur leurs marchés des marchandises qu'ils produisent, alors même qu'elles seraient fabriquées à l'étranger à meilleur compte, et pourraient, en régime de liberté, être importées à plus bas prix. Si donc il est possible et même probable que les Ententes favorisent, dans l'avenir, par une concentration plus poussée, la division rationnelle de la production internationale, il semble incontestable qu'à présent elles s'y opposent, en généralisant pour des productions toujours plus nombreuses la clause de réserve du marché national.

La seconde tendance vise essentiellement à fixer « ne varietur » les courants *d'échanges entre les pays*. Elle se manifeste de deux façons.

Elle se révèle d'abord par l'opinion que nous avons souvent dégagée, qu'il faut organiser la production d'abord, pour mettre ensuite de l'ordre dans les échanges. Limitée à un temps de crise, réalisée sur de vastes marchés, cette politique, qui est essentiellement celle des Ententes, est, croyons-nous, judicieuse. Entendue comme une politique d'avenir, étendue à des groupements nombreux et à des productions plus restreintes, elle est, croyons-nous, extrêmement périlleuse. Non seulement elle s'opposerait au dynamisme progressif des échanges extérieurs, non seulement elle aurait pour résultat de fixer ceux-ci dans leur état présent, mais même elle aboutirait, semble-t-il, à une régression continue de la production.

(1) Cf. Oualid. — A son cours de doctorat (1933-34) M. Oualid ne craint pas de parler de système de « prohibition douanière volontaire ».

Nul mieux que M. le Professeur Cassel n'en a montré le danger. Dans son rapport de 1927 à la Société des Nations, M. Cassel, critiquant la conception d'un pouvoir d'achat limité, écrivait :

« Il est facile de voir comment cette idée prend naissance. Un producteur privé doit naturellement toujours veiller à ce que la production totale de l'industrie à laquelle il appartient ne dépasse pas la capacité d'achat du public en ce qui concerne les articles en question. Cette prudence dans la gestion des affaires est tout à fait légitime; elle signifie simplement qu'il ne faut pas consacrer à cette branche particulière une activité productrice dépassant les besoins du public... Or, cette sagesse élémentaire dans la conduite des affaires privées est tout simplement appliquée à l'ensemble de l'Économie politique, et l'on soutient que, puisque la guerre a considérablement réduit la puissance d'achat du monde, il faut restreindre, dans une proportion correspondante, la production. Le caractère erroné de cette conclusion est suffisamment évident. *En restreignant une certaine branche de production, on libère des forces de production que l'on peut affecter à un emploi plus urgent et plus profitable. En restreignant l'ensemble de la production, on ne gagne évidemment rien...* En fait, le pouvoir d'achat social n'est pas autre chose que le total de la production sociale évalué aux prix courants, et ne peut, par conséquent, s'accroître que par l'augmentation de la production. *L'achat revient, en dernière analyse, à un échange de marchandises...*

» Il est parfait pour une entreprise isolée, et peut-être même pour une industrie isolée (en d'autres termes pour une vaste *Entente* de producteurs), de dire : « nous produisons plus que ne pouvons vendre; réduisons-donc la production ». Mais si l'on dit la même chose dans toutes les industries (ce à quoi tend effectivement la généralisation qu'on préconise des contingents amiables), le monde est conduit à une réduction générale de la production et doit inévitablement en devenir d'autant plus pauvre ».

Par ailleurs, il faut remarquer que cette tendance dangereusement statique se relève également au sujet de la politique douanière. On consolide le protectionnisme; on n'y remédie pas.

Il est bien évident, en effet, que toutes les mesures de contingentements, de compensation, etc. aboutissent à adapter les productions à l'état anormal de nationalisme économique dans lequel nous vivons. Par là même, elles rendent normal, légitime, durable, ce qui est essentiellement, ou devait être exceptionnel, illégal, provisoire.

En vain, d'ailleurs, depuis la crise, attend-on des Ententes infiniment plus libérales cependant, une action effective, directe ou indirecte en vue de la réduction des droits de douane. En vain, du moins, avons-nous sollicité des milieux intéressés des exemples à ce sujet. Hors l'exemple plus haut relaté des industries de la laine et de la soie, aucun nom ne nous a été donné d'Entente qui eût pratiqué, entre ses membres, le remboursement des droits, tel que naguère on l'avait fait espérer. Sans doute faut-il tenir compte des difficultés exceptionnelles du moment : elles rendent évidemment impossible un jugement impartial sur ce que pourraient les Ententes en temps normal.

Pourtant, même en période de prospérité, un certain protectionnisme restera toujours nécessaire aux Ententes. M. Duchemin n'a jamais hésité à en convenir (1) :

« Certains pensent qu'il suffirait, en cas d'entente, de supprimer les protections douanières pour établir un début d'union douanière entre les pays.

» C'est là cependant une formule trop rigide. La suppression pure et simple de toute protection douanière aurait en effet pour résultat de favoriser les outsiders, et — nous l'avons vu plus haut — il en existe toujours en dehors des Ententes. Elle leur permettrait une concurrence d'autant plus facile qu'ils n'auraient pas subi les réductions volon-

(1) Cf. d'ailleurs M. de Lavergne : Rapport au Congrès des industries et commerces d'exportation.

taires de leurs productions, imposées aux membres du Cartel, qu'ils pourraient ainsi faire marcher leurs ateliers à plein, dans des conditions optima du prix de revient.

» La suppression du droit de douane aurait, en outre, un autre inconvénient grave :

» Les Ententes sont toujours limitées dans le temps, et il est, dans ces conditions, indispensable de sauvegarder l'avenir et de prévoir une reprise possible de la concurrence en cas de ruptures de conventions.

» Mais si l'on ne peut supprimer la protection douanière, cette protection peut, dans certains cas, être réduite : nous disons dans certains cas, car le lien des Ententes et du régime douanier peut varier avec chaque cas d'espèce » (1).

Il n'en reste pas moins (l'exemple du Cartel de l'acier et du Traité franco-allemand de 1927 le prouve éloquemment) que les Ententes internationales favorisent, au total, la conclusion de traités de commerce, qu'empêche tout à fait, au contraire, la politique du contingentement.

Mais dans la conception la plus haute que nous ayons relevée du rôle des Ententes apparaît une troisième tendance statique. Sous prétexte de spécialisation internationale, elle vise l'équilibre à garder *entre groupes de pays*. Et c'est ainsi que certains ont voulu voir dans la généralisation des Ententes internationales un moyen de diviser l'Europe en deux groupes de Nations : les unes riches et industrielles, les autres pauvres et agricoles.

En fait, d'abord, malgré les arguments éloquentes dont on l'a soutenue (2), nous ne croyons pas cette vue conforme à la réalité. Comme on l'a très bien dit, « *il n'existe pas une Europe agricole et une Europe industrielle, mais en Europe des pays plus ou moins agricoles et d'autres plus ou moins industriels* ».

(1) Congrès de Vienne de la Chambre de commerce internationale, 1933.

(2) Cf. Delaisi, *Les deux Europes*, Payot, éd., 1929.

« En matière de blé, notamment, les huit pays agricoles réunis à Varsovie et à Bucarest ne peuvent, en aucune façon, prétendre au monopole du caractère agricole. M. Augé-Laribé le faisait remarquer... *Les huit pays en question produisent en moyenne 115 millions de quintaux de blé*; quatre d'entre eux seulement sont légèrement exportateurs. Par contre, quatre pays de l'Europe occidentale, classés dans le groupe « industriel » : *Allemagne, Espagne, France, Italie*, produisent près de *210 millions de quintaux* » (1).

En politique, d'autre part, il n'est pas sûr du tout que les peuples de l'Europe dite agricole, et qu'on devrait seulement appeler l'Europe peu industrialisée, consentent à réaliser cet équilibre européen, auquel on les invite.

Il suffit de renvoyer, à ce sujet, aux deux ouvrages de M. Manoïlesco (2) : *Théorie du protectionnisme et de l'échange international*, et *L'équilibre économique européen*. Ce dernier est, à la fois, une illustration du premier et une réplique à l'ouvrage de M. Delaisi sur « les deux Europes ».

Dans le premier ouvrage, basé sur la notion de productivité, M. Manoïlesco en était arrivé à la conclusion suivante :

« Ce qu'il y a de tout à fait remarquable, ce qui constitue le point vital de nos conclusions, c'est que grâce au rôle décisif de supériorité intrinsèque (qualitative) en productivité de l'industrie sur l'agriculture, pour que l'agriculture ait le droit de s'imposer comme avantageuse pour le pays au point de vue strictement économique, il lui faut une supériorité énorme vis-à-vis de l'étranger, tandis que pour que l'industrie s'impose comme avantageuse, non seulement il ne faut pas de supériorité, mais on peut encore lui tolérer une infériorité très marquée vis-à-vis de l'étranger » (3).

(1) P.-I. Jallé, *Journée industrielle*, 7 novembre 1930.

(2) Ancien président de l'Union des Chambres de commerce et d'industrie de Roumanie. On trouvera dans Oulès, *Le problème du commerce international*, Sirey, 1934, un long exposé des théories de M. Manoïlesco.

(3) *Théorie du protectionnisme*, p. 168.

Dans son second livre, *L'équilibre économique européen*, M. Manoïlesco a vu une confirmation de sa théorie dans le fait que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, « qui exportent des articles industriels et importent des matières premières », forment les pays riches de l'Europe, tandis que sont restés des pays pauvres la Russie, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie qui « importent des articles industriels et exportent des matières premières et surtout des produits agricoles ». Pour lui, le libre-échange du *xix^e* siècle n'aurait été qu'un instrument de domination des peuples industriels. Et c'est ainsi qu'il écrit :

« En vérité, le commerce international fait aujourd'hui la même fonction que dans le temps faisait l'esclavage.

» Quand l'Europe a-t-elle aboli l'esclavage ?

» C'est précisément au commencement du *xix^e* siècle, c'est-à-dire au moment où l'ère industrielle avait commencé.

» Pourquoi l'Europe a-t-elle aboli l'esclavage juste au commencement de l'ère industrielle ?

» C'est parce qu'elle a trouvé, dans l'échange international des produits industriels contre les produits primaires des autres continents, l'instrument d'exploitation qu'il lui fallait pour l'esclavage.

» Cette fois-ci c'était un instrument digne du génie de l'Europe.

» On pourrait s'indigner de cette comparaison, car il y a de grandes différences entre l'esclavage et l'échange international libre.

» Mais au point de vue des conséquences purement économiques il y a de grandes ressemblances, car l'échange international, ainsi que l'esclavage, est l'instrument qui permet de profiter du produit du travail de plusieurs hommes tout en occupant un seul homme à cette fin.

» Le socialisme de classe a depuis deux décades perdu de son acuité.

» Cet autre socialisme, le socialisme des Nations, qu'on

pourrait bâtir sur l'iniquité de l'échange international, garde encore toute son âpreté.

» L'équilibre créé par cette inégalité ne peut pas résister à la morsure des siècles.

» Et c'est pourtant sur cet équilibre que l'Europe repose » (1).

L'auteur avait écrit ailleurs :

« Le libre-échange, en empêchant ces pays d'élever le niveau de productivité, constitue pour eux un régime de contrainte.

» On peut dire, en un mot :

» La protection, c'est la liberté;

» Le libre-échange, c'est la contrainte » (2).

Aussi l'on comprend combien il souhaite dans son propre pays l'intervention de l'État afin de protéger les industries naissantes.

Le prestige social et intellectuel qu'exerce dans sa patrie l'auteur de ces idées en accroît encore l'influence.

Il apparaît ainsi que le mouvement des idées, non plus d'ailleurs que la réalité, ne permettent de fonder de vastes espoirs sur le renforcement, par des Ententes internationales, d'un équilibre quelque peu artificiel entre les deux groupes économiques de notre continent. Là encore il faut se soumettre à l'évolution sans cesse plus rapide, au dynamisme sans cesse croissant des échanges internationaux.

(1) *Op. cit.*, p. 13-14.

(2) *Théorie du protectionnisme*, p. 213.

CHAPITRE II

LE DYNAMISME DE LA PRODUCTION INTERNATIONALE

Les moyens préconisés pour organiser les échanges extérieurs risquent également d'entraver l'essor de la production internationale, quand ils méconnaissent un aspect assez récent de son dynamisme intérieur, ou lorsqu'ils stabilisent dangereusement les mouvements des prix, s'opposant ainsi à ce qu'on pourrait appeler son dynamisme extérieur.

SECTION I

Le dynamisme intérieur de la production.

La dépréciation du passé.

Par là, nous voulons caractériser un phénomène économique, de toujours et de partout, mais particulièrement propre à notre époque et à l'ordre international. A ce phénomène essentiellement dynamique se heurte parfois la politique des Ententes internationales, et s'opposent toujours les nouveaux moyens d'organisation internationale.

On connaît la célèbre théorie de Böhm-Bawerk sur la *dépréciation du futur*. Un bien futur a moins de valeur actuelle qu'un même bien présent. Un « tiens » vaut plus qu'un « tu l'auras » (1).

Plus que de la dépréciation du futur, ne peut-on pas et ne doit-on pas parler aujourd'hui de la *dépréciation du passé*?

(1) Toutes les mathématiques financières (calculs d'intérêts composés, d'annuités, etc.) sont basées sur cette notion de *valeur actuelle*.

Et, par là, nous entendons marquer le fait suivant : les progrès techniques sont devenus si rapides que les biens de production perdent en très peu de temps leur valeur. Les industriels le reconnaissent implicitement quand ils effectuent leurs amortissements à une cadence beaucoup plus rapide qu'avant-guerre. Une nouvelle découverte en détruit une autre ; et il suffit aujourd'hui d'une audace de laboratoire, d'une nouvelle combinaison d'atomes pour anéantir des usines et des fortunes entières. *En un mot, les progrès du présent déprécient le passé* à un rythme qui n'aurait jamais été imaginé. A la lettre, le présent ruine le passé, et c'est sans doute cette instabilité économique qui jointe à l'ébranlement des traditions sociales a donné à notre temps son caractère singulier de dynamisme et de vitesse.

Appréciable diversement dans l'ordre moral, ce phénomène permet dans l'ordre économique les remarques suivantes.

Il s'oppose d'abord aux conclusions des libéraux classiques. Pour eux, en effet, tout accroissement de la production est toujours un bien, puisque selon la « loi » de J.-B. Say les produits s'échangent contre les produits (1).

A leur rencontre, il nous semble qu'en se fondant sur la dépréciation du passé, on puisse énoncer la « loi » suivante :

Tout accroissement de production n'est pas toujours un bien. Il est un bien seulement quand la dépréciation du passé qu'il provoque est inférieure à l'augmentation de richesses qu'il procure (2).

Nous dirions, par exemple, que la découverte des automobiles a été un bien, économiquement parlant, parce que la

(1) Il est logique que les classiques ne se soient pas préoccupés des ruines que peuvent causer *chez les producteurs* les progrès techniques, puisqu'ils n'ont guère en vue que l'intérêt des *consommateurs*.

(2) Et par augmentation de richesses, il faut entendre soit une augmentation des profits des industriels ou des revenus des capitalistes, soit une augmentation de l'épargne (par suite de l'abaissement des prix permettant des économies plus grandes), ou même encore une augmentation de la consommation (on est plus riche quand avec une même somme d'argent on peut acheter davantage de marchandises ou de services, en un mot quand les prix baissent et que le pouvoir d'achat de la monnaie s'élève).

dépréciation du passé qu'elle a provoquée (ruine des fabricants de voitures) a été beaucoup inférieure à la richesse qu'elle a procurée. Nous ne pourrions tenir le même langage pour des usines nouvelles qui en ont ruiné d'autres sans profit pour le consommateur, causé des faillites et du chômage, accumulé ainsi des ruines bien plus grandes que l'accroissement de bénéfices industriels qu'elles pouvaient procurer à un tout petit nombre.

La question donc est de savoir si, du point de vue international où nous sommes placés, les Ententes de producteurs et les diverses tentatives pour organiser le commerce vont être capables de respecter cette loi de la dépréciation du passé, dans les deux conclusions, positive et négative, qu'elle implique.

Dans son sens négatif et conservateur, elle condamne *les excès des progrès techniques* appliqués sans souci des ruines qu'ils entraînent.

Dans son sens positif et progressif, elle condamne *les entraves mises aux progrès techniques* par souci excessif des situations, des droits, des privilèges qu'ils réduisent ou détruisent.

L'accélération des progrès techniques sans souci de la dépréciation du passé, ou plus exactement l'appât du gain à réaliser par les améliorations du présent sans tenir compte de la dévalorisation du passé qui en résultera, ne concerne évidemment que les Ententes de producteurs et leur politique de concentration et de rationalisation.

C'est le danger qu'elles présentent, en premier lieu, lorsqu'elles sont dirigées moins par des producteurs que par des financiers, moins dans un but économique que dans un but spéculatif. Les *Holdings* peuvent rentrer dans ce cas, encore qu'il en existe de fort bien gérés, et dans le cadre national certains trusts américains (1). Sans doute, les circonstances actuelles se prêtent-elles mal à une politique de ce

(1) Cf. Marshall, *op. cit.*

genre ; mais l'histoire des années d'après-guerre en montre la possibilité et le risque en période de prospérité.

C'est également le danger des Ententes très concentrées lorsqu'elles sont arrivées à se constituer un monopole de fait. Elles peuvent alors accélérer les progrès techniques, dans le dessein exclusif d'accroître leur production, sans souci d'abaisser leurs prix de vente. Ainsi provoquent-elles la surproduction, qui, un jour ou l'autre, les ruinera ou les poussera à des excès contraires.

C'est précisément la tendance inverse qui prévaut dans les circonstances contraires que nous traversons.

Pour remédier à la surproduction, pour arrêter le suréquipement industriel, *on tend à entraver les progrès techniques*, alors même qu'ils seraient susceptibles d'apporter des profits très supérieurs aux pertes inévitables qu'ils entraîneraient. La crainte de la dévalorisation de l'outillage ancien, la volonté de sauvegarder ce qui a subsisté jusqu'à présent aux ravages de la crise peuvent conduire les groupements de producteurs à une politique statique, pour ne pas dire régressive, éminemment nuisible à leurs intérêts bien compris.

Cette entrave aux progrès techniques risque d'abord d'être le fait des Ententes de producteurs, lorsque leur extension et leur influence grandissantes leur permettent d'imposer à toute une industrie mondiale une « politique de production », comme c'est le cas de l'Entente de l'aluminium et du Cartel de l'étain. Sans doute la première a-t-elle le double dessein d'accroître et la production et la consommation, ses adhérents mettant en commun leurs découvertes techniques et s'efforçant d'abaisser leurs prix de vente. Mais si la puissance d'une entente de ce genre devient telle que la crainte de l'outsider toujours possible, de la concurrence toujours latente ne se fait presque plus sentir, on peut redouter que ses membres, comprenant égoïstement leurs intérêts, n'inclinent à une politique de malthusianisme économique, fatale à l'essor du commerce mondial.

En fait ce sont surtout les mesures plus récentes de contingentement des échanges qui aboutissent, volontairement ou non, à une telle politique.

C'est ainsi, par exemple, qu'en France le système des nouveaux contingents, par la définition qu'ils contiennent de l'importateur, constituent pour ceux existant un monopole de fait. Plus dangereux encore serait le système généralisé des contingents amiables : déterminés et répartis par des organismes dirigés forcément par les plus puissants des producteurs, ils consolideraient des situations acquises et pourraient, en fait, empêcher l'installation d'un nouveau concurrent. Même pour les exportateurs étrangers qui en profitent, pareil système constitue un système d'ankylose, puisque connaissant d'avance leurs débouchés futurs et incapables de les accroître ils n'ont plus qu'un moindre intérêt à perfectionner leur équipement.

Ainsi, *on cristallise le passé aux dépens de l'avenir*. Grouper en vue du commerce extérieur les producteurs en organismes, syndicats, cartels d'achat et de vente, c'est purement et simplement ramener l'économie moderne à l'âge et aux défauts des anciennes corporations. La tendance d'ailleurs se fait ouvertement jour dans des livres, aussi différents pourtant dans leur dessein politique que ceux de M. Pierre Lucius et de M. Jacques Duboin (1).

Déjà certains États se sont mis en garde contre les dangers.

Ainsi, trouvons-nous dans la *Frankfurter Zeitung* le commentaire d'une ordonnance de la Banque nationale bulgare du 21 août 1934. Cette ordonnance modifie le régime des contingents à deux égards : elle prend comme base, au lieu de la seule année 1932, la moyenne des importations de 1930, 31 et 32, et ensuite « elle donne pour la première fois, aux

(1) P. Lucius, *La faillite du capitalisme*, préface de M. Mathon, 1932; *La rénovation du capitalisme*, 1933, Paris, Payot, éd.; — J. Duboin, *Nous faisons fausse route*, préface de M. J. Caillaux. Ed. des Portiques, 1932. On sait que M. Duboin propose pour limiter les progrès techniques un impôt spécial (que d'ailleurs M. Caillaux critique) sur les transformations d'entreprises.

exploitations récemment fondées, la possibilité d'importer des marchandises ». Jusqu'à présent, dit la *Frankfurter Zeitung*, « toute firme créée après 1932 en était réduite à réaliser ses importations sur le compte des contingents d'autre firme... Dans l'avenir, la Banque nationale, dans le cadre de son pouvoir arbitraire d'appréciation, attribuera également des contingents aux firmes nouvelles ».

Quel que soit d'ailleurs le désir des Pouvoirs publics, ou même des groupements de particuliers, les moyens qu'on emploiera pour protéger les intérêts des firmes nouvelles impliqueront toujours un choix arbitraire entre elles.

Il faut remarquer au surplus que dans la mesure où les différentes tentatives d'organisation du commerce international lèsent les entreprises nouvellement créées, elles aggravent directement la crise. On sait, en effet, comme l'a établi M. le Professeur Lescure, que la dépression économique est due principalement aux difficultés que subissent les entreprises les plus récentes, fondées dans les derniers temps de la prospérité (1). Créer à ces entreprises de nouvelles difficultés, la crise survenue, c'est par conséquent aggraver celle-ci.

Ainsi, les tentatives d'organisation du commerce extérieur, par crainte de déprécier le passé, méconnaissent le dynamisme profond de l'Économie internationale, et risquent d'immobiliser celle-ci dans un état de crise latent.

SECTION II

Dynamisme extérieur de la production.

Les variations de prix.

Cette même impulsion que les progrès techniques impriment du dedans à l'ensemble de la production, les variations des prix la lui donnent pour ainsi dire de l'extérieur. Ici

(1) Lescure, *Des crises générales et périodiques de surproduction*, 4^e éd., 1932, 2 vol., Domat-Montchrestien, éd. T. II, p. 452 et suiv.

encore le semi-libéralisme des Ententes, comme le néo-mercantilisme des procédés plus audacieux, mettent parfois des obstacles aux variations des prix.

Les Ententes, on l'a vu, et tout particulièrement les Ententes internationales, se proposent de rétablir le jeu *normal* de la loi de l'offre et de la demande.

Pour juger leur dessein, il suffit de définir en théorie ce qu'on entend par prix normaux et de voir en pratique si les Ententes y réussissent en fait.

En théorie, on peut considérer comme des fluctuations anormales des prix celles qui sont dictées par d'autres considérations que celles de la production et de la consommation mondiales d'un même produit à un moment donné(1). Ces facteurs de hausses ou de baisses injustifiées des prix peuvent être des motifs d'ordre politique ou plus souvent des entraînements d'ordre psychologique. La prospérité et la crise nous ont fait assister successivement à de véritables psychoses spéculatives dans des sens inverses.

Dans la mesure où les Ententes empêchent, comme nous l'avons montré, ces fluctuations anormales des prix, elles corrigent très utilement les excès de la liberté et rétablissent, d'autorité pour ainsi dire, la loi primordiale du libéralisme économique.

Mais ici encore leur politique risque de dégénérer en système. Entraver la baisse pendant la crise parce qu'on a empêché la hausse pendant la prospérité, c'est pratiquer, comme eût dit Pascal, une politique de fausses fenêtres, absolument contraire à la réalité. L'ordre et l'équilibre sont ici encore de mauvais conseillers.

En période prospère il est toujours bon d'empêcher la hausse des prix, parce qu'on tend ainsi à éviter la crise et à élargir la consommation. En période de dépression, il est bon, croyons-nous, d'arrêter seulement les baisses excessives, anormales de prix, qui ne correspondent pas à l'état du marché et ne sont

(1) Voir, *supra*, la notion du *juste prix*, p. 54 et la note.

dictées que par une psychose de méfiance injustifiée. Mais il est très funeste de maintenir les prix à un niveau plus élevé que celui qui résulte de l'état des offres et des demandes.

D'une manière plus précise, il semble qu'on puisse formuler, pour le temps de crise, une saine politique des prix de la façon suivante :

Sur les marchés de matières premières la baisse est souvent trop forte, parce qu'elle est due à des manœuvres spéculatives. Pour les objets fabriqués, au contraire, elle est généralement trop faible, parce qu'entravée par les charges fixes des entreprises (salaires, loyers, revenus des capitaux, etc.). Dans le premier cas, il sera souvent bon de relever les prix ; et dans le deuxième de les abaisser davantage. Les Ententes de matières premières peuvent donc avoir raison de relever les prix : c'est le cas du Cartel de l'étain ; encore l'exemple des pools canadiens commande-t-il la prudence. En revanche, les Ententes de produits fabriqués auraient grand tort de pratiquer la même politique. Ici, au contraire, comme M. Lescure l'a fortement montré (1), on ne pourra ranimer la demande que par une baisse plus forte des prix.

« Modérer la hausse des prix pour prolonger l'essor, *hâter la baisse pour précipiter la reprise* », l'exemple entre autres de l'industrie automobile montre que telle est la politique préférable des prix, au moins pour les objets finis.

De toute manière, on ne saurait trop dénoncer comme un leurre et un danger la volonté manifestée, par certains partisans ou directeurs d'Ententes, de maintenir une stabilité longue et générale des prix, en fixant ceux-ci par voie d'autorité. *Fixer les prix, c'est figer la production*. Pour les matières premières, en effet, on s'oriente plutôt (compte non tenu des variations cycliques) vers une baisse assez lente, par suite des progrès techniques. Et pour les objets fabriqués il faut restaurer la notion souveraine de prix de revient, qui fut, pendant la période précédente de prospérité facile, trop souvent négligée.

(1) *Ibid.*, p. 537 et suiv.

En pratique, quelle a été la politique suivie par les Ententes? Il est impossible de donner à cette question une réponse globale, des exemples pouvant être cités dans les deux sens (1).

On peut seulement remarquer que les Ententes internationales sont, en général, plus judicieuses et beaucoup plus portées à une baisse des prix que les Cartels purement nationaux. L'exemple du Cartel du cuivre demeure à peu près isolé.

Encore faut-il que les Ententes groupent des industries fortement concentrées pour qu'elles puissent obtenir de leurs membres l'adhésion à une politique générale de prix. La crise a dévoilé à cet égard, la faiblesse de nombreux Cartels, entre autres de la première Entente internationale de l'acier. Comme on l'a dit, bien des Ententes supposées puissantes, constituent, en fait, des « groupements d'impuissance » (2).

De toute façon, pour maintenir aux prix et, partant, aux échanges extérieurs une certaine élasticité, il semble que les Ententes doivent chercher à organiser l'Économie internationale, beaucoup moins en fixant les prix qu'en fixant des contingents de production ou des zones de vente. Aussi bien, il apparaît que parmi les Ententes que la crise a détruites, celles de prix sont de beaucoup les plus nombreuses.

Les **procédés nouveaux** préconisés ou mis en œuvre pour remédier à la crise des échanges internationaux exercent sur les prix une influence nettement fâcheuse.

Cette influence, souvent dénoncée pour les contingents d'État (3), nous semble plus grave encore pour les contingents

(1) Cf. Première partie. Exemples donnés par MM. Marlio, Duchemin, etc., p. 60-65. *A contrario*, Lescure, *ibid.*, l'exemple des Cartels allemands (Cartels nationaux).

(2) Serruys, Conférence de M. Marlio, précitée.

(3) Voir en particulier Allix, Conférence.

amiables, conclus sur une base beaucoup plus étroite. Dans le premier cas, en effet, la hausse des prix n'est pas absolue, comme l'a remarqué M. Duchemin (1) :

« On a vu des cas où le désir des producteurs étrangers de bénéficier des contingentements les a incités à baisser brusquement leurs prix pour passer les premiers. Par ailleurs, si les producteurs de ce pays, protégés par le contingentement, venaient à abuser du consommateur, les Pouvoirs publics ont toujours le droit d'imposer par décret le tonnage des marchandises importées ».

En revanche, dans les contingents amiables, aucune de ces deux limites n'existent.

Quant au système du troc, stabilisant les échanges sur leurs bases actuelles, il stabilise, par là même, les prix. La monnaie disparaissant, les variations de prix qu'elle enregistrerait disparaissent par le fait. Autant M. Haladjian est fondé d'affirmer que l'« échange effectif assurera la stabilité des prix intérieurs de toutes les marchandises provenant de l'étranger » et de soutenir que « les prix intérieurs d'origine nationale bénéficieront aussi de cette stabilité, puisque pour la plupart ils sont fonction des prix des marchandises étrangères » (2), autant il nous paraît mal fondé d'affirmer, quelques lignes plus haut, que « la production de chaque pays se développera selon l'accroissement de la consommation nationale et de la consommation dans les pays avec lesquels seront passés les marchés nationaux ». En effet, pour que la consommation s'accroisse, il faut que les prix baissent. Fixer les prix, c'est figer la production, parce que c'est d'abord figer la consommation.

On comprendrait que ces théories stabilisatrices fussent soutenues en un temps de prospérité générale. Mais elles s'accordent mal avec les temps que nous vivons.

(1) *Revue politique et parlementaire*, janvier 1933.

(2) *Op. cit.*, p. 125.



La difficulté, pour des organismes privés, d'imposer la baisse des prix, comme celle d'imposer les changements techniques nécessaires malgré les conséquences douloureuses qu'ils comportent, font saisir sur le vif un des plus graves écueils de l'Économie dirigée par des particuliers : l'opposition des intérêts privés et la difficulté de les départir.

On comprend que cet écueil soit particulièrement redoutable dans un domaine où les intérêts sont aussi divergents que dans celui du commerce extérieur.

LIVRE TROISIÈME

DANS QUELLE MESURE L'ORGANISATION PRIVÉE DU COMMERCE INTERNATIONAL EST-ELLE COMPATIBLE AVEC LA MULTIPLICITÉ DES INTÉRÊTS EN JEU?

Dans la mesure où ils se heurtent à la complexité et au dynamisme du commerce extérieur, les moyens entrepris ou réclamés par les producteurs pour organiser les échanges internationaux contrarient les intérêts, sinon immédiats, du moins prochains de ceux-la mêmes qui les préconisent.

Si, donc, les producteurs sont parfois mauvais juges de leurs propres intérêts, combien risquent-ils de l'être davantage de ceux des tiers.

Or, nul phénomène économique plus que le commerce avec l'étranger n'intéresse d'intérêts variés. Non seulement le sort des diverses classes sociales s'en trouve directement affecté; mais encore la fortune de l'État lui-même s'y voit largement engagée, par suite des répercussions monétaires ou politiques que comportent toujours les échanges extérieurs.

Si l'on ajoute que les partisans d'une Économie internationale concertée, ainsi que les promoteurs de moyens moins larges, mais plus immédiats, s'accordent dans un libéralisme politique, dans une aversion pour toute ingérence de l'État dans ce qu'ils considèrent comme leurs affaires privées, on comprend que leurs conceptions aient ému l'opinion.

Nous essaierons de les juger, selon qu'elles concernent d'autres intérêts privés ou qu'elles touchent à l'intérêt public.

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION PAR LES PRODUCTEURS DU COMMERCE INTERNATIONAL ET LE RESPECT DES INTÉRÊTS DES TIERS

Trois sortes d'intérêts privés sont ici en présence, plus ou moins liés, plus ou moins étrangers, plus ou moins opposés à ceux des producteurs : les intérêts des intermédiaires, ceux des consommateurs, et ceux des ouvriers.

SECTION I

Les intérêts des intermédiaires.

Dans son rapport sur les « Entraves au commerce », à la Chambre de commerce internationale, M. Roger Conte a défendu les Ententes internationales contre l'accusation dont on les charge, d'être des menaces pour les industries de transformation.

Concernant, la plupart, des matières brutes et des demi-produits, « on a craint, en conséquence, qu'elles ne cherchent à abuser de leurs forces au détriment des industries de transformation.

» C'est oublier qu'elles ont pour base la concentration horizontale et qu'elles ne cherchent pas à absorber des industries de produits finis. Leur but essentiel est d'assurer une stabilité des cours et un nivellement des prix intérieurs et du prix mondial. Cette péréquation permet aux industries de transformation de déterminer d'une manière certaine les prix de revient...

» En fait, pendant la conclusion de la Communauté internationale pour l'acier brut, les industries de transformation n'ont cessé d'être consultées ».

L'on ne saurait cependant oublier l'exemple cité par M. Lescure (1), du dumping pratiqué avant la guerre par les Cartels allemands, et dont les premières victimes se trouvaient être les industries de transformation nationales. En effet, pendant les trois crises de 1900, 1907, 1913-14, le Cartel allemand de l'acier, afin d'abaisser ses prix à l'extérieur, maintint des prix élevés à l'intérieur. C'est ainsi, écrit M. Lescure, qu'« à la suite de la crise de 1900, les chantiers hollandais travaillent des tôles allemandes exportées par ce procédé et enlèvent les commandes aux chantiers similaires allemands. Sans doute, les Cartels de matières premières distribuent des primes à l'exportation aux industries de transformation, mais ces primes sont insuffisantes ». De toute manière, il y a, dans une telle politique, un élément de désorganisation du commerce international, dont sont victimes les entreprises de transformation, et on est loin de réaliser le « nivellement », dont parle M. Conte, « entre les prix intérieurs et les prix mondiaux ». Ce risque n'existe, évidemment, qu'au cas d'ententes purement nationales.

Les Ententes internationales, en devenant plus puissantes, peuvent présenter un autre danger : celui d'absorber les industries de transformation, afin de dominer plus complètement toute une branche de production. Mais elles comportent peut-être un inconvénient plus immédiat : celui de réduire, par une standardisation plus poussée, le nombre des objets fabriqués, et par là même d'entraver l'esprit d'ingéniosité et d'entreprise du petit producteur intermédiaire.

Toute la question de la protection des industries de transformation réside dans la possibilité qu'elles ont de se grouper, afin d'opposer aux cartels de vente des cartels d'achat.

(1) *Op. cit.*, t. II, p. 538 et suiv.

La chose n'est pas impossible. A plusieurs reprises, en particulier dans son rapport, en 1927, à la Société des Nations, sur « les Ententes internationales et leurs conséquences sociales », M. le Professeur Oualid a cité (1) l'exemple de la *Fédération internationale des Associations des Maîtres filateurs et manufacturiers de coton*, qui groupait avant la guerre la presque totalité des broches de filature d'Europe, ligüée contre l'omnipotence des producteurs, des planteurs, des marchands, des commissionnaires américains, et qui lui paraît le modèle le plus typique et le plus digne d'imitation.

« Cette Fédération avait envisagé la constitution d'une réserve cotonnière, c'est-à-dire d'une certaine quantité de coton, extraite du marché et mise de côté pour servir à l'équilibre et à la stabilisation du marché, comme un moyen d'avoir raison des prétentions des producteurs et aussi de l'irrégularité de la superficie implantée et de l'irrégularité de la quantité récoltée ».

Mais c'est là, assurément, un exemple assez particulier. De toute façon, les oppositions qui peuvent surgir entre cartels de producteurs et cartels d'intermédiaires peuvent être assez fâcheuses à la régularité du commerce international.

De pareilles combinaisons sont, en tout cas, impossibles en face d'accords privés de contingentement, conclus par des groupements plus restreints et plus occultes de producteurs.

Déjà, en matière de contingent d'État des difficultés sont nées entre groupements de producteurs et groupements de consommateurs. Leurs intérêts sont ici fortement opposés (2). Les producteurs, en effet, tendent à exagérer les possibilités qu'ils ont de satisfaire à la consommation nationale, et à sous-évaluer celle-ci, de manière à rester les maîtres du marché

(1) Oualid, *Cours de doctorat*, 1923-24, publié par les Cours de droit, p. 386. V. *Revue d'économie politique*, 1900, p. 43-75 : « La régularisation de l'approvisionnement de l'industrie cotonnière; l'entente des consommateurs ».

(2) Cf. Rapport de M. Froix, directeur du C. A. E. D., au Congrès des produits contingentés.

intérieur. Les commerçants, au contraire, de crainte de manquer d'approvisionnements, ont tendance à sous-estimer les possibilités de la production nationale et à exagérer celles de la consommation. Et il faut reconnaître qu'en l'occurrence les commerçants représentent, sinon l'intérêt général, du moins les intérêts du plus grand nombre.

Lorsqu'encore il s'agit de contingent d'Etat, la puissance publique peut et doit intervenir pour départir les intérêts divergents. Mais en matière de contingents amiables, comment être assuré que les producteurs tiendront compte des intérêts contraires aux leurs ? Aussi, M. Oualid, jugeant pourtant sans sévérité excessive la politique des contingents, considérée comme « l'occasion d'un nouvel aménagement des échanges internationaux » (1), a-t-il pu écrire : « Pour que la méthode déroulât tous ses avantages, il ne faudrait point que ce fût uniquement entre producteurs nationaux et étrangers de mêmes articles que la conversation se poursuivît, mais plutôt entre représentants qualifiés de l'Économie générale des pays respectifs ».

Dans une brochure sur *La politique commerciale de la France* (2), M. Landry, fort d'une haute expérience, montre pertinemment le déséquilibre de fait entre des forces égales en droit :

« Nous pensons aux groupements de producteurs, groupements professionnels et interprofessionnels, qui toujours mieux organisés et mieux armés, exercent une pression constante sur les Pouvoirs publics pour obtenir les mesures de protection correspondant à leurs intérêts. A cette pression les Pouvoirs publics résistent difficilement.

» Sans doute, il existe des forces antagonistes ; mais elles sont beaucoup moins actives et beaucoup moins puissantes.

» S'il s'agit de marchandises destinées à la consommation,

(1) W. Oualid, *Les nouvelles techniques de la politique commerciale*, *Revue d'économie politique*, mars-avril 1933, p. 329.

(2) Publication de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales, Genève, 1934, p. 79.

les consommateurs, dispersés, inorganisés, ne sont pas en état de faire entendre leur voix.

» S'il s'agit de marchandises destinées à être employées dans des productions auxquelles se consacrent des industries françaises, alors il y aura des interventions d'une certaine efficacité. Cependant, notons que l'intérêt invoqué a un caractère moins direct que l'intérêt de ceux qui demandent la protection : à ce titre, il sera moins écouté.

» Il y a les commerçants qui transportent, distribuent et vendent les marchandises venant de l'étranger. Ceux-là, évidemment, ont à perdre si les importations diminuent. Ici encore, c'est un intérêt quelque peu indirect qui se met en avant, et auquel on ne prêtera pas beaucoup d'attention.

» Il y a enfin les industries exportatrices françaises, qui ont à souffrir aussi de la réduction des importations résultant d'un excès de protection. Mais c'est un intérêt tout à fait indirect qu'elles viendront invoquer, et il pèsera très peu.

» Telles sont les forces qui agissent, et l'on voit de quel côté est la prépondérance ».

SECTION II

Les intérêts des consommateurs.

Si les intermédiaires capables encore de se grouper peuvent difficilement faire respecter leurs intérêts, on comprend ce qui menace les consommateurs isolés. Aussi bien, ce danger est-il, pour ainsi dire, à deux degrés, lorsqu'aux Cartels de producteurs s'ajoutent des Ententes de commerçants. C'est pourquoi il ne faudrait pas exagérer la concordance des intérêts des commerçants avec ceux des consommateurs.

La défense des consommateurs contre les abus possibles des groupements de producteurs se résume essentiellement à deux moyens : ou la constitution de groupements comme nous l'avons envisagé pour les commerçants, — ou l'intervention de l'État. Au reste, ces questions ont été souvent

étudiées (1). Aussi préférons-nous attirer l'attention sur deux points qui touchent dans son essence l'organisation du commerce international.

Des Ententes internationales, qui visent à la concentration et à la standardisation, ne peut-on craindre une *politique de production qui néglige les traditions et les goûts propres aux différents pays consommateurs*? A supposer que cette crainte ne soit pas vaine — comme tend à le prouver l'expérience américaine de la production trustée et unifiée —, n'en résulterait-il pas dans des pays foncièrement particularistes comme la France une diminution de la consommation, dont producteurs et commerçants pâtiraient les premiers?

Quant au système d'exclusivisme national, ou d'autarkie (2), contingentement ou troc, il aboutit de toute évidence à *isoler le pays des courants d'influence extérieure*. Il peut en résulter dans l'ordre économique un ralentissement de la consommation, qui n'a plus l'appât des nouveautés importées de l'étranger. Sans doute est-ce déjà à ce fait qu'on doit attribuer une certaine stagnation des arts, même peut-être de la mode, depuis la crise. Cette stagnation paraît d'autant plus curieuse qu'après la guerre s'étaient fait davantage sentir les influences étrangères, voire exotiques. Diversement appréciable dans l'ordre moral et esthétique, ce repliement de la consommation nationale sur elle-même est dans l'ordre économique éminemment fâcheux au commerce international.

Enfin, on peut se demander si on ne tend pas vers une *séparation assez curieuse entre*, d'une part, *les grandes industries organisées*, qui se réserveraient par des Ententes le partage des marchés extérieurs, *et*, d'autre part, *les moyens et petits commerçants*, trop nombreux pour se grouper, mais assez puissants politiquement par leur nombre même, à qui

(1) Cf. Oualid, Rapport cité, Genève, 1927.

(2) Nous disons autarkie et non autarchie, puisqu'il est évident que le mot d'origine est *αυτάρκεια* (état de qui se suffit à soi-même) et non *αυταρχία* (souveraineté).

serait laissé, à l'abri d'une protection surélevée, le marché intérieur. Pareille tendance nous semble aussi fâcheuse pour la consommation que pour le commerce extérieur. Elle maintiendrait, en effet, le décalage anormal entre prix de gros et prix de détail, et par là une réduction également anormale de la consommation. En outre, elle ne faciliterait pas une réorganisation du commerce international, — ni une réorganisation par les Ententes, ni une réorganisation par le libre-échange. Si un tel dualisme entre grandes et petites entreprises se produisait, en effet, l'action des Ententes, de même que le retour éventuel au libre-échange, seraient également entravés par les barrières douanières protégeant le marché intérieur, dont le monopole appartiendrait en fait aux moyens et petits commerçants.

SECTION III

Les intérêts des ouvriers.

En présence des tentatives de discipline du commerce international, les organisations ouvrières ont adopté deux attitudes. Elles se sont, tout d'abord, insurgées contre les Ententes internationales, en les considérant comme des symptômes d'une nouvelle féodalité de l'argent (1). En revanche, depuis la crise, elles ont fait preuve d'un nationalisme intransigeant, soit en s'accordant avec les producteurs pour réclamer des mesures d'extrême protection, soit en prohibant l'entrée en France des ouvriers étrangers.

Ici encore c'est M. Oualid qui a le mieux mis en lumière, dans son rapport déjà cité, les dangers que pouvaient présenter dans l'ordre social les Ententes industrielles. Nous n'y reviendrons pas, et nous préférons plutôt essayer de montrer *comment les mesures prises par les organisations ouvrières, pour*

(1) Dans son livre sur la *Crise du capitalisme* (Sirey, 1934), M. Pirou a bien synthétisé les dangers sociaux de ce néo-capitalisme. V. p. 82-84. — Voir aussi le haut jugement moral qu'a porté sur les Ententes M. Sauvaire-Jourdan dans son cours à la *Semaine sociale* de Mulhouse, 1931. Lyon, *Chronique sociale de France*.

parer à ces dangers, s'opposent à l'organisation privée du commerce international.

Pour se protéger contre les abus réels, éventuels ou imaginaires des forces patronales, les ouvriers ont un seul moyen vraiment puissant : renforcer leurs groupements. Les producteurs les y incitent.

Aussi, dit M. Oualid :

« Dans les pays où les Ententes internationales sont généralisées, comme l'Allemagne, ou, même, dans les pays où existent des entreprises concentrées et unifiées, ce qui équivaut, on le sait, à une sorte d'entente obtenue par la fusion, comme aux États-Unis; dans ces deux groupes de pays, qui représentent au maximum ce que serait le monde avec des Ententes industrielles généralisées, les *relations régulières entre patrons et ouvriers sur la base syndicale et paritaire sont une nécessité* qu'imposent, non seulement la force même de la coalition ouvrière, mais aussi et surtout, car en ces matières la persuasion vaut mieux que la coercition, la compréhension des intérêts de l'entreprise.

» Il est plus facile, en effet, à de nombreux petits producteurs isolés et dispersés de faire obstacle à la syndicalisation de leur personnel, qu'à une grande entreprise dont les besoins de main-d'œuvre ont pour limite les disponibilités de celle-ci » (1).

Les conséquences, dans l'ordre international, de cette syndicalisation progressive des forces économiques en deux groupes opposés ne nous semblent pas très favorables au commerce extérieur. En effet, l'expérience récente le prouve, tandis que les groupements patronaux inclinent vers l'internationalisme, *les groupements nationaux ouvriers restent très fermés les uns aux autres*. La plus forte des internationales n'est pas, et de loin, l'internationale ouvrière.

Ici encore, par conséquent, l'organisation internationale du commerce extérieur se heurte à des forces nationales, à des

(1) Cours de doctorat, 1933-34.

groupements intérieurs, que par une singulière contradiction elle a pour effet de fortifier.

Son autre limite consiste dans les entraves mises par ces mêmes groupements ouvriers à la libre circulation de la main-d'œuvre. La production ne pourra devenir internationale tant que le marché du travail ne le sera pas devenu lui-même. Qu'on attende la spécialisation internationale de la production d'un retour du libre-échange, ou d'un progrès des Ententes, l'obstacle sur ce point reste le même : le nationalisme des groupements ouvriers.



Ici encore, par la multiplicité des intérêts en jeu et, partant, des forces en lutte, on mesure à quel point est complexe le commerce international, et combien il serait difficile d'écarter de son organisation par les producteurs toute intervention de l'État.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION PAR LES PRODUCTEURS DU COMMERCE INTERNATIONAL ET L'INTÉRÊT PUBLIC

Ce serait d'ailleurs singulièrement réduire le rôle de l'État, dans l'organisation du commerce international, que de le limiter à être l'arbitre des intérêts privés.

A côté de ceux-ci, le commerce international touche en effet l'intérêt public, l'intérêt national, qui à son tour s'oppose parfois à ceux des particuliers.

Le problème qui se pose ici est très délicat. Les producteurs en général, et les français en particulier, répugnent à l'ingérence de l'État dans leurs affaires, et cependant les importantes questions réglées par les Ententes privées internationales peuvent avoir des répercussions considérables, tant dans le domaine national que dans les relations avec l'étranger. Si les Ententes, dans une certaine mesure, semblent traiter comme de puissance à puissance, l'État ne se laisse-t-il pas frustrer d'une parcelle de son autorité en les laissant agir, et ne faut-il pas qu'il ait un droit de regard, sinon de contrôle, sur les accords des Ententes, et d'une façon générale sur leur activité? Mais l'État n'est pas un technicien, et la complexité des problèmes économiques demande une initiation. — Comment, dans ces conditions, assurer à la fois et l'indépendance des Ententes et la sauvegarde de l'intérêt public? Tel est le problème que nous allons examiner, avec les solutions qui lui ont été proposées.

SECTION I

Le problème.

L'organisation internationale du commerce, sous l'égide de l'initiative privée, tend à affaiblir l'influence de l'État, aussi bien en politique économique intérieure qu'en politique extérieure.

En *politique intérieure*, la situation de la France présente actuellement un contraste singulier et contraire à l'évolution de la grande majorité des États étrangers. La plupart des nations ont, depuis la guerre surtout, suivi dans l'ordre politique et dans l'ordre économique une évolution parallèle; elles ont passé du libéralisme politique à un gouvernement d'autorité, et en même temps du libéralisme économique à un gouvernement interventionniste.

La France, au contraire, a présenté, dans le même temps, cette étrange contradiction, que la crise a encore accentuée, d'un *État demeuré libéral en politique, et tendant à devenir anti-libéral dans l'ordre économique*. De là, dans une large mesure, la crise actuelle de la démocratie.

Or, c'est précisément dans le commerce extérieur que cette crise se fait le plus sentir. Dans la mesure, en effet, où cette décadence du libéralisme incline à l'Économie dirigée par l'État, c'est l'Exécutif qui usurpe sa fonction normale au Législatif réduit à l'impuissance en présence de problèmes techniques qui le dépassent infiniment. Ainsi en a-t-il été à peu près régulièrement, peut-on dire, depuis la guerre, en matière de politique douanière. Ainsi en a-t-il été ouvertement et officiellement, depuis la crise, avec le système des contingents d'État, pris uniquement par décrets, et dénoncés en leur temps par M. le Professeur Truchy comme hautement illégaux (1). Encore la puissance publique conserve-t-elle en ces matières la direction de notre politique commerciale, ou tout au moins un contrôle direct sur elle.

(1) *La guerre douanière et le dessaisissement du Parlement*, dans *Le Capital* du 5 avril 1932.

Tout au contraire, dans la mesure où la décadence du libéralisme a permis les premières réalisations d'Économie concertée, grâce aux associations privées de producteurs, ce n'est plus seulement le législateur, c'est l'État tout entier qui a perdu, à peu près complètement, la direction de la politique commerciale, — carence que jamais, en vérité, n'eût tolérée aucune Nation du xix^e siècle, si libérale fût-elle. De plus en plus, on l'a vu, l'influence des Ententes internationales et des accords plus restreints de producteurs devient prépondérante sur le commerce extérieur. Or, juridiquement toujours et souvent pratiquement, l'État ignore ces accords et ces Ententes.

Les uns et les autres touchent cependant à des intérêts qui dépassent ceux de leurs auteurs.

L'intérêt national est alors en jeu, et il s'agit de le défendre contre des influences étrangères. Nul mieux que M. le Professeur Brocard, dans ses *Principes d'économie nationale et internationale* (1), n'a montré avec plus de force que le fait national n'était pas seulement un fait politique, mais était tout autant un fait économique. Ce n'est donc pas une crainte d'ordre politique, mais une crainte d'ordre économique, que ce même auteur exprime quand il redoute qu' « une entreprise nationale, englobée dans une Entente internationale, subisse des influences extra-nationales qui ne sont pas nécessairement en harmonie avec l'intérêt national » (2).

Au point de vue strictement politique, d'autre part, il semble certainement dangereux pour un pays de remettre à des particuliers, fussent-ils d'éminents représentants d'une élite de producteurs, le sort de productions essentielles à la subsistance du pays ou intéressant la défense nationale. La possession et la répartition des matières premières touchent également trop directement l'État pour écarter son intervention par un libéralisme à tout le moins partial.

(1) 3 vol., Sirey, 1929-1930.

(2) *Op. cit.*, t. II, p. 298.

Seul, enfin, l'État doit être juge des intérêts étrangers à partager. Or, les accords particuliers de producteurs à producteurs, bilatéraux généralement, comportent à cet égard un très grave danger. Exposant en connaissance de cause (1) les accords de contingents privés passés en 1932 entre industriels français et allemands, et décrivant les motifs pour lesquels ces accords étaient limités entre la France et l'Allemagne, M. Naudin en concluait, dans son rapport de 1932 à la France économique :

« Quoi qu'il en soit, l'Allemagne fut avantagée de ce fait, et les industriels d'autres pays, notamment en Angleterre et aux États-Unis, s'en sont plaints vivement ». Dangereuse façon de vouloir réorganiser le commerce international !

SECTION II

Les solutions.

Il faut rendre à César ce qui est à César et aux Ententes ce qui est aux Ententes. Il faut rendre à l'État son bien ou plutôt son but.

Les promoteurs de l'Économie concertée n'ont jamais refusé de reconnaître la nécessité d'un droit de regard de la puissance publique sur leurs accords et leur action, tant pour la protection des intérêts des tiers que pour la sauvegarde de l'intérêt national.

C'est ainsi que M. Duchemin écrit :

« Ces mesures doivent-elles consister à faire participer soit les consommateurs eux-mêmes, soit les représentants des gouvernements au fonctionnement des Cartels ? Nous ne le pensons pas.

» Les accords économiques sont des organismes singulièrement mobiles, et qui, pour être durables, nécessitent dans la

(1) M. Naudin est secrétaire général du Comité d'action économique et douanière, dont on sait quelle fut l'influence sur la politique des contingentements. *La politique douanière et les accords commerciaux*, dans *La France économique en 1932*, Sirey, 1933.

direction une technicité et une rapidité d'action qui seraient incompatibles avec un contrôle d'État. Cependant, il serait recommandable de donner aux accords une *publicité* de nature à faciliter l'action de la puissance publique en cas d'abus et d'assurer ainsi la défense légitime des consommateurs.

» Les différents États pourraient, sur leur territoire, et en application de leur législation propre, assurer au mieux cette *publicité* des Cartels.

» La Société des Nations, de son côté, organisme impartial et d'une haute autorité morale, pourrait établir un secrétariat, où seraient déposés les statuts des Ententes internationales » (1).

Ailleurs il préconisait :

« Les industriels français sont certes disposés à admettre une certaine publicité. N'ont-ils pas déjà, toutes les fois qu'ils ont été partie dans les Ententes internationales, tenu le gouvernement au courant des négociations? Ne lui ont-ils pas fait connaître les clauses des accords lorsqu'ils étaient conclus? Mais contrairement à l'avis de certains, ils estiment qu'il ne saurait s'agir d'une surveillance continue, peut-être d'une ingérence des Pouvoirs publics dans la vie des Ententes. Les nécessités industrielles ne sauraient s'en accommoder et ce serait entraver le développement d'institutions qui répondent aux besoins de l'Économie moderne que de les entourer de lisières qui en empêcheraient l'épanouissement et même la création » (2).

Présidant la conférence déjà citée de M. Marlio, M. Serruys faisait sienne l'opinion de ce dernier sur les relations de l'État et des Ententes :

« Que l'État, disait-il, prenne à leur égard des garanties et non des privautés ».

Qu'entendre par garanties? Qu'entendre par privautés?

On a parlé de *publicité* d'abord. Et on sait qu'en France M. Demorgny, rapporteur du Comité français de l'Union douanière européenne, s'est fait le champion de cette ques-

(1) Comité d'experts à la S. D. N. (non publié).

(2) Rapport à la Confédération générale de la Production française, 1932.

tion (1), en essayant de publier un Code annoté des Ententes internationales.

En fait, cette publicité nous semble intéressante moins pour les Ententes internationales, qui sont connues, constituées avec l'accord et parfois l'appui des gouvernements, que pour les accords privés de producteurs, plus occultes dans leurs conclusions, plus stricts dans leurs clauses, plus exclusifs dans les membres qu'ils groupent, et pour ces trois raisons infiniment plus dangereux. C'est l'opinion que soutient M. Tchernoff au sujet des Ententes nationales :

« La publicité des clauses des Ententes internationales est un fait. On ne comprend pas pourquoi on n'imposerait pas cette même publicité aux Ententes nationales » (2).

Encore ces dernières ne concernent-elles que des intérêts strictement nationaux. Les accords privés de producteurs avec l'étranger touchent, en outre, l'intérêt national.

Cette publicité est-elle une garantie suffisante? et ne doit-on pas souhaiter un contrôle de l'État sur le fonctionnement des Ententes, ou sur la conclusion des accords? Certains pays l'ont pensé. Ainsi, existe-t-il en Allemagne un tribunal des Cartels. Ce n'est pas, de toute manière, d'un tel organisme qu'on peut espérer la répression d'abus comme ceux dont les Cartels allemands en matière de prix ont donné l'exemple. Il semble qu'un contrôle aussi strict ne soit pas à souhaiter en France, de peur d'entraîner dans le fonctionnement des Ententes une ingérence par trop intime des Pouvoirs publics, en d'autres termes des tribunaux ou des ministères, dont l'esprit juriste ou administratif est le plus opposé qu'on puisse imaginer à l'esprit commercial.

Bien plutôt qu'un contrôle, énervant l'esprit d'entreprise, c'est une *impulsion*, ce sont de *larges directives* qu'il faut souhaiter de l'État. En matière de commerce extérieur, le

(1) V. pour la discussion, *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, juillet-août-septembre 1933, Rousseau et C^{ie}, éd., Paris.

(2) Tchernoff, *Ententes économiques et financières*, Sirey, 1933, p. 29.

rôle de l'État est de guider, non de surveiller l'action des producteurs.

Faut-il reconnaître qu'à l'heure présente, en France, comme dans beaucoup d'autres pays, l'État n'a plus de politique commerciale? On proclame des principes qu'on n'applique pas, on prend des mesures qu'on condamne. On a des ambitions trop hautes ou des conceptions trop mesquines : des ambitions trop hautes comme celles qui se font jour dans les Congrès internationaux, — des conceptions trop mesquines quand on descend, avec le système des contingents, à des prescriptions qui exaspèrent et à une minutie de détails qui entrave le commerce. La charge qui incombe à l'État n'est pas de protéger l'ensemble de ses productions contre l'ensemble des pays étrangers; mais de favoriser telle ou telle production, telle ou telle Nation. Et précisément un moyen aisé de favoriser l'une ou l'autre est d'inciter ou d'appuyer la conclusion d'Ententes internationales.

On ne s'oppose pas à un fait comme celui des Ententes. On compose avec lui. On ne l'arrête pas, on le canalise. Dans la mesure où les États doivent garder la haute direction de la politique commerciale, ils doivent aujourd'hui intégrer dans leur politique douanière l'action des Ententes, et l'admettre comme une réalité (1).

En cet ordre, on a vu plus haut l'influence que pouvaient exercer les Ententes internationales. Elles peuvent, croyons-nous, arriver à un certain abaissement des droits de douane, soit indirectement en accordant à leurs membres des ristournes de droits, soit directement en favorisant les rencontres internationales. Mais, ici encore il faut convenir qu'il serait dangereux de laisser les directeurs d'Ententes conclure, sans directives des États, ce que M. Marlio a pu très justement appeler « des traités de commerce partiels » (2).

Pour cette raison, M. Landry pouvait marquer sa préfé-

(1) Pour signaler un fait précis, on sait l'influence du Cartel de l'acier dans la conclusion du traité franco-allemand de 1927.

(2) Voir Première partie, p. 26.

rence pour des Conventions internationales d'État, comme la célèbre Convention du sucre, conclue à Bruxelles en 1902. Les délégués des gouvernements « apportent peut-être, écrivait-il, moins de compétence technique. Mais ils ne sont pas personnellement intéressés dans l'affaire, avec des intérêts distincts et peut-être très divergents de ceux de la collectivité » (1). Mais ces Conventions d'État s'avèrent aujourd'hui à peu près impossibles.

Enfin, les Pouvoirs publics peuvent aisément, par des mesures préférentielles en matière douanière, éviter la stagnation du commerce extérieur et de la production nationale, à quoi, nous l'avons vu, risquent de conduire certaines tentatives faites pour les organiser. A cet effet, il leur est facile d'accorder aux Ententes des *faveurs conditionnelles*. Dans son livre déjà cité (2), M. Marshall montre qu'en Angleterre le gouvernement a protégé certaines Ententes à condition que les producteurs s'organisent. On a cité un exemple, en France, de ce fait (3). Il serait à souhaiter qu'il n'ait pas été et ne reste pas isolé.

C'est la sagesse des Ententes qui fera leur avenir. Aux puissances publiques, il appartient de reprendre en main la direction générale de la politique douanière. Aux Ententes à les y aider, en se faisant, pour reprendre un mot célèbre de M. Poincaré, « les alliés de l'État ».

Si les producteurs poussaient ce que nous avons appelé leur semi-libéralisme jusqu'à s'opposer par trop rigoureusement à toute intervention de l'État, leur libéralisme *partiel* ne serait plus qu'un libéralisme *partial*.

(1) *Revue politique et parlementaire*, juillet 1933.

(2) *L'industrie et le commerce*, Giard, 1934, t. II, liv. II, chap. XI-XII.

(3) Serruys, Conférence citée (Industries chimiques).

CONCLUSION

On peut juger maintenant dans quelle mesure les diverses tentatives en vue d'organiser le commerce international sont susceptibles de conduire à une *Économie dirigée, privée et internationale*, telle que nous l'avons définie.

Dès l'abord et d'emblée, il faut écarter les procédés récents, qui pour remettre de l'ordre dans les échanges internationaux visent à les canaliser vers le troc. Nettement opposés aux lois essentielles du commerce international, ils peuvent tout au plus empêcher de s'accroître les difficultés présentes, mais c'est en condamnant les échanges à une stagnation générale. Ils n'arrêtent les progrès de la crise qu'en la consolidant.

Le troc généralisé empêcherait, en effet, tout essor des pays neufs et tout effort des pays riches. C'est dire son danger économique. Son danger monétaire n'est pas moindre; car supprimer par la compensation la monnaie et le crédit, pour parer à la crise monétaire et financière des échanges mondiaux, c'est tuer le malade pour supprimer la maladie.

Pas davantage les accords privés de contingentement ne sauraient être étendus sans péril. Aussi l'idée nous paraît-elle dangereuse qui voit en eux des germes de plus vastes ententes. On ne saurait trop le répéter : les Ententes industrielles ne sont recommandables, la restriction de la production n'est judicieuse que pour les entreprises arrivées à un stade très avancé, trop avancé même, de concentration économique. Le ralentissement de leurs progrès est alors un bien. Mais pour les entreprises en retard, au contraire, dans leur équipement technique, pareille politique serait éminemment nuisible, car elle consacrerait leur infériorité. Dans un cas on maintient

l'ordre en prévenant les excès. Dans l'autre on maintient le désordre en différant les adaptations économiques.

Les moyens nouveaux d'organisation internationale étant ainsi éliminés, restent les Ententes de producteurs.

La crise les a diversement jugées. Ruinant celles qui avaient abusé de leur puissance, affaiblissant même les plus fortes, elle sembla d'abord les condamner toutes sans discernement. Mais bientôt les meilleures se ressaisirent; d'anciennes alliances se renouèrent, de nouvelles furent créées. Les ambitions s'humilièrent, la discipline se resserra. A présent même, dans de vastes productions comme celles du coton ou de la houille, on voit s'apaiser de longues aversions à l'endroit des Ententes, et partout les espoirs renaître en leur faveur.

Plus nombreuses, les Ententes industrielles arriveraient-elles à réaliser l'Économie concertée, l'Économie dirigée, privée et internationale, que célèbrent leurs promoteurs?

L'Économie dirigée, nous l'avons vu, consiste essentiellement à substituer au réflexe la réflexion, au libre jeu des lois économiques leur application consciente. Dans quelle mesure les Ententes internationales répondent-elles à cette fin?

L'intention de leurs auteurs y est, du moins, absolument conforme. Que cherchent-ils en effet, sinon à restaurer le jeu normal des lois économiques — loi d'airain de la faillite, loi fondamentale des prix — contre les interventions des États, contre les entraînements de la spéculation, contre les excès de la libre concurrence? Leur dessein, en un mot, n'est-il pas de rétablir les principes du libéralisme contre les progrès de l'étatisme ou contre les abus de la liberté?

Leurs moyens, à cette fin, consistent essentiellement à réorganiser la production d'abord, pour mettre ensuite l'ordre dans les échanges. Politique logique, croyons-nous, mais insuffisante.

Logique, car le rétablissement inverse de l'ordre d'abord dans les échanges, comme le préconisent les fidèles du libéralisme (1), nécessiterait de toute évidence l'action concertée

(1) V. *supra*, citation de M. Truchy, Première partie, p. 37-38.

des différents États, dont toutes les tentatives d'après-guerre ont montré l'impuissance.

« De tous les efforts internationaux déployés depuis la guerre, que subsiste-t-il en définitive comme résultats? écrivait tout récemment M. Landry. Une convention pour la simplification des formalités douanières, et une convention pour la suppression des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. Encore cette deuxième convention n'a-t-elle pas empêché l'introduction de la formule des contingentements et la généralisation de cette formule, non plus que la généralisation à travers le monde du contrôle des devises » (1).

Les bonnes volontés pourtant ne manquaient pas; mais elles sont restées et resteront impuissantes devant le désordre de la production, à quoi peuvent en partie remédier les Ententes internationales. Aussi les espoirs placés dans la collaboration des producteurs nous semblent-ils plus fondés que les dernières espérances qu'avec une confiance, de leur part singulière, certains représentants du libéralisme mettent encore aujourd'hui en l'action concertée des États.

Logique, la politique de l'ordre dans la production d'abord, reste cependant *insuffisante* à un triple égard.

Pour être judicieusement orientée, l'organisation de la production internationale nécessite, en premier lieu, la connaissance très précise de données aussi nombreuses que complexes. Longtemps ces recherches ont été négligées. Entreprises à Genève, elles sont restées souvent encore contrariées par les États et méconnues parfois par les économistes. « Trop longtemps, écrit M. Pirou, on a considéré les problèmes du commerce international comme relevant uniquement de l'art et de l'application, ou, quand on essayait d'en expliquer le mécanisme, on y simplifiait fâcheusement la réalité par un excès de schématisation et par la croyance *a priori* à un automa-

(1) Landry, *La politique commerciale de la France*, p. 73, publié sous le patronage de l'Institut universitaire des Hautes Etudes internationales à Genève, Paris, Sirey, 1934.

tisme absolu » (1). Autant les Ententes, par leurs renseignements échangés, pourraient servir à cette œuvre documentaire, autant doit-on regretter leur hermétisme traditionnel.

Pour l'avenir, d'autre part, elles risquent par une action trop limitée de cristalliser les échanges internationaux dans leur forme actuelle, si au lieu de vaincre le nationalisme elles s'y adaptent, et si, au lieu de s'adapter aux prix, elles les fixent d'autorité, figeant ainsi toute la production.

Au point de vue financier enfin, l'effort des industriels restera insuffisant à réorganiser les échanges extérieurs, s'il n'est pas soutenu par une action parallèle des *poussances financières*, en vue d'une meilleure redistribution de l'or. Car, sans mouvements de capitaux, point d'échanges de marchandises.

On le voit : pour que la politique des Ententes réponde à leur dessein, il ne suffit pas qu'elle soit logique dans sa tactique présente, il faut encore qu'elle ménage l'avenir.

Alors même d'ailleurs que les Ententes renforceraient ou redresseraient leur action documentaire, économique et financière elles resteraient toujours incapables, leur extension demeurant limitée, de *diriger* toute l'économie dans le cadre international.

Au reste, il est douteux que la lutte actuelle entre le libéralisme et l'Économie dirigée doive se terminer forcément par le triomphe total de l'une ou de l'autre. La réalité n'est faite que de compromis. A plusieurs reprises nous avons montré toute la part de libéralisme qui subsistait dans les idées d'ententes, et par là même dans celle d'économie concertée. La politique des Cartels doit être à l'image des idées qui les inspirent. Bien moins qu'à instaurer un régime nouveau, leurs dirigeants, semble-t-il, doivent tendre bien plutôt à sauvegarder et à renforcer, par la seule nouveauté des moyens employés, ce qui reste, malgré les périls qui le menacent, l'un des derniers liens, l'un des derniers biens internationaux : le régime capitaliste — puisqu'il n'est pas

(1) *Revue d'économie politique*, mars-avril 1933. Avant-propos, p. 243.

d'autre mot pour désigner celui de la propriété, de l'épargne et du crédit privés.

Le péril qui, pendant le siècle dernier, menaça le capitalisme était d'ordre social. Le péril d'à présent est international.

A la lutte des classes a succédé, ou s'est superposée, la lutte des Nations. Aux divisions intestines opposant les classes pauvres aux classes aisées, s'ajoutent à l'heure présente les rivalités internationales, qui dressent pays pauvres contre pays riches, pays neufs dépourvus d'or contre pays anciens qui le thésaurisent (1).

Mieux qu'au xix^e siècle, les dirigeants du capitalisme comprendront-ils aujourd'hui leur intérêt et leur devoir?

Jadis les classes privilégiées ont failli plus ou moins à leur fonction sociale. Et c'est l'État qui leur a imposé les sacrifices qu'elles refusaient. Ainsi les réformes sociales nécessaires, au lieu d'être faites par elles, se sont faites contre elles.

Les Nations privilégiées d'à présent failliront-elles de même à leur mission internationale?

Leur conduite en cette matière dépend, bien plus encore que des puissances publiques, de l'association active de la production et de la finance privées.

La politique de nos Ententes de producteurs, aidée par l'action des établissements de crédit, soutenue par nos forces d'épargne, doit être, dans l'ordre international, une politique d'entreprise. Il est bon de ralentir les productions excédentaires. Mais il faut aussi développer les productions déficitaires. Il est bon de protéger les pays riches, mais à condition d'équiper les pays pauvres. Loin d'arrêter cet équipement, il faut le diriger, il faut le commander. Sinon, pour n'avoir pas été fait par nous, il sera fait contre nous.

Sans doute, la France ne pourra-t-elle reprendre ses placements extérieurs tant que persisteront les troubles actuels de

(1) Et on a vu plus haut les diatribes menaçantes de M. Manoïlesco, osant parler d'un « socialisme des Nations ».

la politique internationale. Mais, précisément, les rapprochements entre les producteurs de divers pays nous semblent un moyen de remédier à ces troubles, d'une manière indirecte en vérité, mais peut-être aussi efficace et assurément plus aisée à cette heure que le rapprochement des États.

Même pour sauvegarder le présent, une politique purement passive, défensive, négative, de protection et d'autarkie est encore plus nuisible aux pays riches qu'aux pays pauvres. Car « ce ne sont pas, dit Montesquieu, les peuples qui se suffisent à eux-mêmes, mais ceux qui n'ont rien chez eux qui trouvent de l'avantage à ne trafiquer avec personne » (1).

Active, positive, constructive, conquérante, telle est, croyons-nous, pour le bien commun de toutes les Nations, la politique qui s'impose à nos Ententes de producteurs, associées plus étroitement aux forces, par trop stériles, de nos finances privées.

C'est là, peut-être, l'un des plus sûrs et des derniers moyens que la France possède pour éviter le sort d'une Nation voisine, ruinée par l'excès même de ses richesses, et dont, dès son époque, le même Montesquieu pouvait dire : « L'Espagne a fait comme ce roi insensé qui demanda que tout ce qu'il toucherait se convertît en or, et qui fut obligé de revenir aux dieux pour les prier de finir sa misère ».

(1) Montesquieu, *L'Esprit des lois*, t. I, liv. XX, ch. 23 et liv. XXI, ch. 22.

Vu : Paris, le 22 octobre 1934.

Le Président de la thèse :

J. LESCURE.

Vu : Paris, le 23 octobre 1934.

Le Doyen de la Faculté :

E. ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Paris, le 24 octobre 1934.

Le Recteur d'Académie :

S. CHARLÉTY.

ANNEXE

LISTE DES PRINCIPALES ENTENTES INTERNATIONALES

Nous devons à l'obligeance du Comité français de l'Union douanière européenne de publier cette liste, aussi complète, croyons-nous, et aussi actuelle que le permettent les difficultés de recueillir en cette matière des renseignements précis.

ENTENTES ET CARTELS INTERNATIONAUX

Cartel franco-allemand de la potasse (Convention de Lugano, 10 avril 1926, conclue pour dix ans avec tacite reconduction de cinq ans en cinq ans, entre le Syndicat d'Empire et la Société commerciale des potasses d'Alsace).

Cartel des rails (« International Rail Manufacturers Association » ou « Irma ». Traité conclu à Londres, le 16 octobre 1926, entre les intéressés de Grande-Bretagne, de France, de Belgique, de Luxembourg, auxquels se sont joints ensuite ceux d'Allemagne, de Pologne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie).

Cartel général de l'acier (« Communauté internationale de l'acier brut » ou « Communauté continentale de l'acier brut », entre la France, la Belgique, le Luxembourg et l'Allemagne, formée par l'accord du Luxembourg en 1925 et de nombreux actes ultérieurs; a reçu l'adhésion de l'Autriche, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie. *Complètement remaniée en 1933*).

Cartel du fer brut (franco-belgo-luxembourgeois).

Cartel pour la vente de la fonte brute (franco-belgo-luxembourgeois).

Entente anglo-américaine du fer-blanc.

Syndicat d'exportation de la tôle fine (entre producteurs allemands, autrichiens, tchécoslovaques et hongrois).

Cartel international des tubes (constitué à Luxembourg le 10 juin 1926 entre les producteurs d'Allemagne, de France, de Belgique, de Luxembourg et de Tchécoslovaquie).

Cartel international des tréfilés (Allemagne, France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Tchécoslovaquie).

Cartel de vente des scories Thomas (entre les membres du Cartel de l'acier brut).

Entente du nickel (entre l' « International Nickel C^o » de New-York et la « Mond Nickel C^o » en Angleterre; concentre 90 0/0 de l'industrie mondiale).

Union européenne des usines à zinc, à Bruxelles (Belgique, Allemagne, France et Pologne).

Syndicat international du ferrosilicium, à Vienne (Suède, Norvège, Suisse, Autriche, Yougoslavie).

Cartel italo-espagnol du mercure (concentre 80 ou 90 0/0 de la production mondiale; bureau de vente « Mercurio Europeo » à Lausanne).

Syndicat belgo-tchécoslovaque de vente de l'urane.

Entente internationale de l'aluminium (entre la « British Aluminium C^o », l' « Aluminium français », l' « Aluminium Industrie A. G. » de Suisse et les « Vereinige Aluminium Werke » de Berlin).

Cartel belgo-allemand pour la vente du ciment aux Pays-Bas.

Entente concernant l'exportation du ciment (franco-belgo-luxembourgeoise).

Entente germano-franco-belgo-luxembourgeoise avec les producteurs danois de ciment.

Cartel de l'industrie du ciment (entre les usines allemandes, scandinaves et polonaises).

Accords de l'I. G. Farben Industrie avec :

- 1° les établissements français et anglais pour les sous-produits du goudron ;
- 2° les industriels japonais ;
- 3° les industriels de l'Amérique du Nord ;
- 4° les industriels d'Autriche et de Tchécoslovaquie.

Entente internationale de la quinine (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Suisse, Etats-Unis, Japon).

Entente internationale de l'iode (Chili, France, Grande-Bretagne, Norvège).

Cartel du bismuth (Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie).

Accord anglo-allemand des sels de Glauber.

Cartel du blanc de céruse (Grande-Bretagne, Allemagne, Hollande, Italie, Autriche).

Cartel germano-autrichien de l'industrie des produits chimiques.

Syndicat germano-néerlandais pour l'exportation du silicate de potasse.

Syndicat de l'acide sulfurique de la Haute-Silésie polonaise (Grande-Bretagne, Allemagne).

Cartel mondial des ampoules électriques.

Cartel anglo-allemand des ampoules électriques.

Cartel belgo-néerlandais du verre à glace.

Cartel des bouteilles (tous les pays à fabrication mécanique, sauf les États-Unis).

Cartel des usines d'émaillage de l'Europe centrale (Allemagne, Tchécoslovaquie, Pologne, Autriche).

Entente polono-tchèque de la vaisselle émaillée.

Entente anglo-allemande des manchons à incandescence.

Convention concernant le papier d'emballage (Yougoslavie, Autriche, Hongrie).

Syndicat européen de l'industrie de la colle (Allemagne, Grande-Bretagne, France, Belgique, Pays-Bas, Italie, Suisse, Autriche, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Pologne, Tchécoslovaquie).

Entente internationale concernant les prix de la soie artificielle (Belgique, Allemagne, Italie, Autriche, Tchécoslovaquie) (en difficulté).

Cartel européen des fabriques d'extrait de bois de châtaignier.

Syndicat du carbure de calcium, à Genève.

Syndicat international de l'huile de poisson (Norvège, Grande-Bretagne, Pays-Bas; 80 0/0 de la production mondiale).

Cartel finno-suédois du bois.

Cartel roumano-yougoslave du bois, à Vienne.

Cartel de la margarine.

Cartel international des importateurs d'œufs (accord entre les intéressés allemands et les exportateurs polonais, yougoslaves, roumains, bulgares, turcs et russes).

Northatlantic-Barrage-Conference.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES DIVERS

- AFTALION (Albert). — *Monnaie, prix et change*, Sirey, 1933-34.
— Cours doctorat 1933-34, *La balance des comptes. Les Cours de droit*.
- ANSIAUX (Maurice). — *Traité d'économie politique*, Giard, 1926.
- R. P. ARNOU. — *L'accroissement du pouvoir d'achat international. — Le désordre de l'économie internationale et la pensée chrétienne*, Gabalda, 1933.
- BASTIAT. — *Œuvres complètes*, 5^e éd., Guillaumin et C^{ie}, Paris ; t. IV et V, *Sophismes économiques*.
- BENNI, LAMMERS, MARLIO ET MEYER. — *Ententes industrielles internationales*, Genève, octobre 1931, E, 736.
— *Etude sur les aspects économiques de différentes Ententes industrielles internationales*, Genève, octobre 1930, E, 614.
- BODIN (Charles). — *Economie dirigée, Economie scientifique*, Sirey, 1932.
- BROCARD (Lucien). — *Principes d'Economie nationale et internationale*, 3 vol., Sirey, 1929-31.
— *Conditions générales de l'activité économique*, Sirey, 1934.
Préface de M. Truchy.
- CASSEL (Gustave). — *Les tendances monopolisatrices*, Genève, 1927, C. E. C. P., 98.
— *Traité d'économie politique*. Traduit par Laufenburger et G. de Persan, Giard, 1929 (Tome II^a).
- CONGRÈS DES ÉCONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE. — *Economie libérale et Economie dirigée. — L'étalon-or*, Domat-Montchrestien, Paris, 1933.
- CONGRÈS DES INDUSTRIES ET COMMERCE D'EXPORTATION. Paris, Association nationale d'Expansion économique, 1932.

- CONGRÈS DU COMMERCE DES PRODUITS CONTINGENTÉS. — Comité d'action économique et douanière, 1932.
- CONTE (Roger). — *Rapport sur les Ententes industrielles internationales à la Commission des entraves au commerce de la Chambre de commerce internationale.*
- COSTA (Jean-Louis). — *Le rôle économique des Unions internationales de producteurs*, Thèse, Sirey, 1932.
- DELAISI (François). — *Les deux Europes*, Payot, 1929.
- DUBOIN (Jacques). — *Nous faisons fausse route*, Ed. des Portiques, 1932.
- DUTHOIT (Eugène). — *La conception chrétienne de l'ordre économique internationale.* Cours d'ouverture aux Semaines sociales, Lille, 1932. — *Le désordre de l'Economie internationale et la pensée chrétienne*, Gabalda, 1933.
- EBLÉ (Maurice). — *Politique des Ententes industrielles*, *ibid.*
- GIDE (Ch.) et RIST (Ch.). — *Histoire des doctrines économiques*, Sirey, 4^e éd., 1922.
- GROSSMANN. — *Systèmes de rapprochement économique* (Comité préparatoire de la Conférence économique internationale, Genève, S. D. N., 1927).
- HALADJIAN (B.). — *De la crise à la prospérité*, Sirey, 1932.
- HIRSCH. — *Les monopoles nationaux et internationaux*, Genève, B. I. T., 1927.
- LAFITTE-LAPLACE. — *L'économie charbonnière de la France.* Préface de M. P. de Rousiers, Giard, 1933.
- LANDRY (Adolphe). — *La politique commerciale de la France* (Publications de l'Institut des Hautes Etudes universitaires), Genève, Sirey, 1934.
- LAUTMANN (Jules). — *Quelques aspects nouveaux du protectionnisme*, Thèse, Domat-Montchrestien, 1933.
- LEBÉE (Edmond). — *Trusts et cartels internationaux.* — Cours à l'Académie internationale de La Haye, 1927.
- LESCURE (Jean). — *Les crises générales et périodiques de surproduction*, 2 vol., 4^e éd., Domat-Montchrestien, 1932.
- *Prix, monnaie et crédit.* — *Economic essays in honour of*, Gustav Cassel, Londres, George Allen et Unwin Ltd., 1933.
- LUCIUS (Pierre). — *Faillite du capitalisme* (Préface de M. Mathon), Payot, 1932.
- *Rénovation du capitalisme*, Payot, 1933.
- MAC GREGOR. — *Les Cartels internationaux*, Genève, 1927, C. E. C. P., 93.

- DE MAN (Henri). — *Réflexions sur l'économie dirigée*, L'Églantine, 1932.
- MANOILESCO (Mihail). — *Théorie du protectionnisme et de l'échange international*, Giard, 1929.
- *L'équilibre économique européen*, Bucarest, 1931.
- MARSHALL (Alfred). — *L'Industrie et le Commerce*. Traduit par G. Leduc, 2 vol., Sirey, 1934 (Tome II^e).
- MILHAUD (Edgar). — *Trêve de l'or et clearing international*, Maison du Livre, 1933.
- MONTESQUIEU. — *De l'Esprit des Lois*. Tome I, Livres XX et XXI (*Des lois dans le rapport qu'elles ont avec le commerce*).
- NAUDIN (Jean). — *La politique douanière et les accords commerciaux*. — *La France économique en 1932*, Sirey, 1933.
- NOGARO (Bertrand) et MOYE (Marcel). — *Le régime douanier de la France*, 2^e éd., Sirey, 1931.
- NOYELLE (Jean). — *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée*, Sirey, 1934.
- OUALID (William). — *Les Ententes internationales et leurs conséquences sociales*, Genève, B. I. T., 1926.
- *Cours de législation industrielle*. Doctorat, 1933-34. *Les Cours de droit*.
- OULÈS (Firmin). — *Le problème du Commerce international*, Thèse, Sirey, 1934.
- PERREAU (Camille). — *Cours d'Economie politique*, 2 vol., Sirey, 1928.
- PIROU (Gaëtan). — *La crise du capitalisme*, Sirey, 1934.
- PROIX (Jean). — *La politique douanière de la France*. — Comité d'action économique et douanière, 1931.
- REBOUD (Paul). — *Précis d'Économie politique*, 2 vol., Dalloz, 1930.
- DE ROUSIERS (Paul). — *Les Cartels et les Trusts et leur évolution*, Genève, 1927, C. E. C. P., 95.
- RIST (Charles). — *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, Sirey, 1933.
- SAUVAIRE-JOURDAN. — *Ententes industrielles nationales et internationales au regard de la morale sociale* (Cours professé à la Semaine sociale de Mulhouse, 1931), Lyon, *Chronique sociale de France*, 46 p.
- SIEGFRIED, DE MARCILLY, ERNEST PICARD, MARLIO, PAUL REYNAUD, MONICK, HERMANT, ROUMILHAC, DEVINAT, GIGNOUX. — *L'Économie dirigée* (Conférences à l'École libre des Sciences politiques), Alcan, 1934.
- TCHERNOFF (J.). — *Ententes économiques et financières*. Préface de M. A. Buisson. Sirey, 1933.

- TEILHAC (René). — *Fondements nouveaux de l'Économie*, Rivière, 1932.
- TOMITCH (Pierre). — *Contingentements et Commerce international*, Thèse, Sirey, 1934.
- TRUCHY (Henri). — *Introduction aux conditions générales de l'activité économique*, Sirey, 1934.
- VALÉRY (Paul). — *Regards sur le monde actuel*, Stock, 1932.

II. — REVUES

- ALLIX (Edgar). — *Le régime des contingements*, *Économiste français*, 25 février 1933.
- BAUDHUIN (Fernand). — *Les Ententes internationales*, *Bulletin de la Banque générale de Belgique*, 1932.
- BROCARD (Lucien). — *Économie dirigée*, *Revue économique internationale*, décembre 1933, p. 427.
- CONTE (Roger). — *Les Ententes internationales*, *Revue d'économie politique*, 1930.
- *Articles dans Le Temps*, mai 1931.
- DUCHEMIN (R.-P.). — *La crise mondiale et la politique douanière et contractuelle de la France*, *Revue politique et parlementaire*, janvier 1933.
- JAEGER. — *L'organisation du troc international au moyen de chambres de compensation d'industrie*, *Revue économique internationale*, septembre 1932.
- LAMBERT-RIBOT. — *Un remède à la surproduction : les Ententes industrielles internationales*, *Journal du commerce*, 27 octobre 1932.
- LANDRY (Adolphe). — *Politique commerciale*, *Revue politique et parlementaire*, juillet 1933.
- DE LEENER. — *L'Économie libérale et l'Économie dirigée*, *Revue d'économie politique*, janvier 1933.
- MARLIO (Louis). — *Les Ententes internationales*, *Revue de Paris*, 15 février 1930.
- NAUDIN (Jean). — *La politique douanière et les accords commerciaux*, *Revue d'économie politique*, mai-juin 1933.
- OUALID (William). — *Régularisation de l'approvisionnement dans l'industrie cotonnière : l'entente des consommateurs*, *Revue d'économie politique*, 1900, p. 43-75.
- PROIX (Jean). — *La politique douanière des contingentements*, *Europe nouvelle*, 20 février 1932.

— *Le congrès du commerce des produits contingentés*, *Revue politique et parlementaire*, 10 août 1933.

ROLLIN. — *L'Economie dirigée*, *L'Illustration*, 21 octobre 1933.

TRUCHY (Henri). — *La guerre douanière et le dessaisissement du Parlement*, *Le Capital*, 5 avril 1932.

WEILLER (Jean). — *Principe et répercussions des contingentements d'importation*, *Revue des Etudes coopératives*, juin 1932.

— *Le contingentement et la politique commerciale*, *Revue des Etudes coopératives*, octobre 1932.

WILBRANDT. — *Wirtschaftsdienst*, 24 août 1934.

LE NUMÉRO DE LA *Revue d'économie politique* de mars-avril 1933,
« *La France devant la crise des échanges internationaux* » :

- 1° *Avant-propos*, par Gaëtan PIROU, p. 241.
- 2° *Les principaux courants du commerce extérieur français : leur stabilité, leur évolution*, par Pierre JÉRAMEC, p. 247.
- 3° *Les variations cycliques irrégulières dans les relations internationales*, par Albert AFTALION, p. 273.
- 4° *La politique économique et l'ajustement des courants commerciaux*, par Jean WEILLER, p. 292.
- 5° *Les nouvelles techniques de la politique commerciale*, par William OUALID, p. 312.
- 6° *La compensation et les règlements internationaux*, par Pierre JOLLY, p. 339.
- 7° *L'accord franco-allemand du 24 décembre 1932 sur les paiements commerciaux*, par Werner NITICH, p. 353.
- 8° *Nouveaux fondements du protectionnisme agricole*, par Michel AUGÉ-LARIBÉ, p. 363.
- 9° *Nouveaux fondements du protectionnisme industriel*, par Lucien BROCARD, p. 380.
- 10° *Une erreur économique du protectionnisme : l'argument de la balance commerciale*, par Jacques RUEFF, p. 403.
- 11° *Le protectionnisme, cause de déséquilibre à l'intérieur de la Nation*, par Jean PROIX, p. 417.
- 12° *Le protectionnisme, source de conflits entre prêteurs de capitaux et producteurs*, par Robert WOLFF, p. 442.
- 13° *Les ententes douanières*, par Henri TRUCHY, p. 455.
- 14° *La clause de la Nation la plus favorisée*, par Edgar ALLIX, p. 466.

15° *Quelques plans de restauration du commerce international*, par Roger PICARD, p. 483.

III. — DOCUMENTS SPÉCIAUX

1° **Bulletin quotidien.** — Suppléments. Janvier, février, mars 1934.
— *La politique commerciale de la France.*

- a) TRUCHY (Henri). — *Les solutions de l'Economie libérale.*
- b) MARLIO (Louis). — *Les solutions de l'Economie organisée.*
- c) CAHEN-SALVADOR. — *Les solutions de l'Economie dirigée.*

2° **Chambre de commerce internationale.**

- *Rapport à la Conférence monétaire et économique de Londres*, juin 1933.
- DIXON. — *Rapport à la Commission pour la coordination de la production et des marchés*, mai 1934.
- *Divers documents.*

3° **Comité d'action économique et douanière.**

- *Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale ordinaire*, 18 juin 1934.
- *Diverses publications aux membres adhérents.*

4° **Confédération générale de la Production française.**

- *Annuaire* 1931, 1932, 1933, 1934. — Discours et rapports de M. DUCHEMIN et de M. DE LAVERGNE.
- *Production nationale et expansion économique*, août-septembre 1934. ARNAUD (René), *Le contingentement.*

5° **Union douanière économique.**

- COQUET (Lucien). — *Rapports.*
- CORNELISSEN (Dr Fred.). — *Plan quinquennal européen.*
- DEMORGNY. — *La Fédération européenne.*
- *Divers documents.*

DUCHEMIN (R.-P.). — *Discours au Comité des experts pour l'Union douanière européenne à la S. D. N.*, 1931.

— *Rapport au Congrès de Vienne de la Chambre de commerce internationale*, 1933.

- FOUGÈRE (Etienne). — *Conférence à la Chambre de commerce de Lyon* (Documentation de la Chambre de commerce internationale).
- MARLIO (Louis). — *Les ententes industrielles internationales, Conférence à l'Ecole de la Paix, 21 janvier 1931.*
- LE TROCQUER (Yves). — *Conférence au Comité national d'études sociales et politiques, 27 janvier 1930.*
- *Conférence à la Chambre de commerce de Calais, 1922* (Documentation de l'Union douanière européenne).
- *Rapport au Congrès de l'industrie et de l'agriculture française, 14 novembre 1932.*

IV. — PÉRIODIQUES

Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques.

Le Capital.

Le Journal des Débats.

La Journée industrielle.

L'Information économique.

Le Temps.

L'Usine.

Wirtschaftsdienst.

Frankfurter Zeitung.

The Economist.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION. — L'Économie dirigée privée et internationale.....	1

PREMIÈRE PARTIE

Exposé des moyens préconisés pour organiser le commerce international.

Les deux sortes de moyens.....	15
--------------------------------	----

LIVRE I

LES ENTENTES INTERNATIONALES.

CHAPITRE PREMIER. — Les Ententes et la politique douanière.....	18
<i>Section I.</i> — Les Ententes, maintien du protectionnisme économique.....	18
<i>Section II.</i> — Les Ententes, moyen d'internationalisme économique.....	23
<i>Section III.</i> — Les Ententes, facteur d'ordre international....	30
CHAPITRE II. — Les Ententes et la surproduction.....	40
<i>Section I.</i> — Le programme théorique des Ententes.....	41
<i>Section II.</i> — Les moyens pratiques.....	47
CHAPITRE III. — Les Ententes et les prix internationaux.....	54
<i>Section I.</i> — Politique générale des prix pratiquée par les Ententes et le commerce extérieur.....	55
<i>Section II.</i> — Les Ententes et le dumping proprement dit....	66
Conclusion générale du Livre premier.....	71

LIVRE II

LES NOUVEAUX MOYENS D'ORGANISATION DU COMMERCE INTERNATIONAL.

CHAPITRE PREMIER. — Les contingentements amiables.....	74
<i>Section I.</i> — Evolution des idées en faveur du contingentement amiable.....	75
<i>Section II.</i> — Les tendances pratiques vers le contingentement amiable.....	80

	Pages.
CHAPITRE II. — La double conception du troc international.	91
<i>Section I.</i> — La conception économique du troc international.	92
<i>Section II.</i> — La conception monétaire du troc international.	97
ANNEXE. — Le Plan quinquennal européen.....	105

DEUXIÈME PARTIE

Critique des moyens préconisés pour organiser le commerce international.

LIVRE I

DANS QUELLE MESURE L'ORGANISATION DU COMMERCE INTERNATIONAL EST-ELLE COMPATIBLE AVEC SA COMPLEXITÉ?

CHAPITRE PREMIER. — La complexité des éléments visibles.	114
<i>Section I.</i> — Les données complexes du commerce extérieur.	114
<i>Section II.</i> — Les courants complexes du commerce extérieur.	117
CHAPITRE II. — La complexité des éléments invisibles.	123
<i>Section I.</i> — Les tendances néo-mercantilistes et la conception classique de la balance des comptes.....	123
<i>Section II.</i> — Les tendances néo-mercantilistes et la conception élargie de la balance des comptes.....	127

LIVRE II

DANS QUELLE MESURE L'ORGANISATION DU COMMERCE INTERNATIONAL EST-ELLE COMPATIBLE AVEC SON DYNAMISME?

CHAPITRE PREMIER. — Le dynamisme des échanges internationaux.	138
<i>Section I.</i> — Dans le temps.....	138
<i>Section II.</i> — Dans l'espace.....	142
CHAPITRE II. — Le dynamisme de la production internationale.	151
<i>Section I.</i> — Le dynamisme intérieur de la production : la dépréciation du passé.....	151
<i>Section II.</i> — Le dynamisme extérieur de la production : les variations de prix.....	156

LIVRE III

DANS QUELLE MESURE L'ORGANISATION PRIVÉE DU COMMERCE INTERNATIONAL
EST-ELLE COMPATIBLE AVEC LA MULTIPLICITÉ DES INTÉRÊTS EN JEU?

Pages.

CHAPITRE PREMIER. — L'organisation par les producteurs du com- merce international et le respect des intérêts des tiers.....	164
<i>Section I.</i> — Les intérêts des intermédiaires.....	164
<i>Section II.</i> — Les intérêts des consommateurs.....	168
<i>Section III.</i> — Les intérêts des ouvriers.....	170
CHAPITRE II. — L'organisation par les producteurs du commerce international et l'intérêt public	173
<i>Section I.</i> — Le problème.....	174
<i>Section II.</i> — Les solutions.	176
CONCLUSION.....	181
ANNEXE. — Liste des Ententes internationales.	187
BIBLIOGRAPHIE.....	191

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BOULEVARD